



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

*STRATEGIE LOCALE DE DEVELOPPEMENT
DU VOLET TERRITORIAL DES FONDS EUROPEENS 2021-2027*

ILES ET ESTUAIRES CHARENTAIS

MARENNES – OLERON – ROYAN – ROCHEFORT

DOSSIER DE CANDIDATURE

JUIN 2022

TABLE DES MATIERES

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Engagement de la structure portant la candidature | 4 |
| Coordonnées du territoire | 5 |
| I. Présentation de la zone géographique et de la population concernées par la stratégie | 6 |
| 1. L'organisation politique du territoire | 6 |
| 2. Un espace littoral, estuarien et insulaire remarquable mais fragile | 8 |
| 3. Dynamique démographique et caractéristiques socio-économiques de la population | 10 |
| 4. Périmètre LEADER | 11 |
| II. Descriptif des modalités de mobilisation des acteurs locaux pour la préparation de la candidature | 13 |
| 1. Une stratégie territoriale construite de manière partenariale, collaborative et participative. | 13 |
| 2. De la mission interterritoriale Croissance bleue à la stratégie territoriale interfonds | 21 |
| 3. Un nom pour le territoire | 24 |
| III. Analyse des besoins et du potentiel de développement du territoire | 26 |
| 1. Objectifs et méthodologie | 26 |
| 2. Synthèse du diagnostic territorial, AFOM, Besoins et Potentiels de développement | 26 |
| 3. Enjeux territoriaux..... | 36 |
| IV. Description de la stratégie et de ses objectifs | 39 |
| 1. Objectif stratégique 1 : Stimuler les pratiques humaines durables en préservant et en valorisant le patrimoine territorial..... | 39 |
| 2. Objectif stratégique 2 : Renforcer l'attractivité et les aménités du territoire pour ses habitants | 40 |
| 3. Objectif Stratégique 3 : Accompagner le renouveau et la résilience du tissu économique au service des transitions sociales, sociétales et environnementales | 41 |
| 4. Objectif Stratégique 4 : Une transition bleue en faveur de la pêche et de l'aquaculture pour la préservation d'un territoire maritime et littoral situé entre estuaires et marais..... | 42 |
| 5. Objectif Stratégique 5 : Coopérer pour un développement économique, social et environnemental qui valorise les complémentarités entre les territoires | 44 |
| 6. Objectif Stratégique 6 : Animer la stratégie territoriale interfonds localement et assurer une gestion efficace et harmonieuse dans le respect des règles régionales et européennes..... | 45 |
| V. Présentation du plan d'actions | 46 |
| Fiche-action n°1.1 - Une offre touristique qualitative et durable | 47 |
| Fiche-action n°1.2 - Une approche innovante et écosystémique autour des paysages et du patrimoine naturel du territoire..... | 51 |
| Fiche-action n°1.3 - Préservation et promotion du patrimoine bâti et architectural | 56 |
| Fiche-action n°2.1 – Equipements, services de proximité et offre culturelle pour les populations présentes | 60 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Fiche-action n°2.2 - Accès de tous à un habitat approprié et mobilités durables | 66 |
| Fiche-action n°3.1 – Innovation et développement des filières émergentes et à fort potentiel | 72 |
| Fiche-action n°3.2 – Alimentation durable, agriculture locale et circuits courts | 77 |
| Fiche-action n°3.3 – Une filière territorialisée d’économie circulaire | 81 |
| Fiche-action n°4.1 - Dynamique économique des filières pêche et aquaculture | 85 |
| Fiche-action n°4.2 - Qualité environnementale des filières pêche et aquaculture | 90 |
| Fiche-action n°5.1 – Coopération pour un développement économique, social et environnemental intégrés et inclusif | 96 |
| Fiche-action n°5.2 – Coopération en faveur du développement local et de nouvelles dynamiques dans les zones rurales..... | 100 |
| Fiche-action n°5.3 – Coopération en faveur d’une transition bleue des filières de la pêche et de l’aquaculture | 103 |
| Fiche-action n°6.1 – Animation et gestion du programme interfonds | 107 |
| VI. Plan de financement de la stratégie par fonds..... | 109 |
| VII. Description des mécanismes d’animation, de communication, de gestion, de suivi et d’évaluation de la stratégie | 110 |
| 1. Structure porteuse et organisation avec les intercommunalités composant le territoire | 110 |
| 2. Moyens d’ingénierie mobilisés et missions assurées..... | 111 |
| 3. Modalités de communication sur la stratégie et les projets..... | 114 |
| VIII. Description du processus de mobilisation et de participation des acteurs locaux dans la stratégie | 116 |
| 1. Rôle et structuration du Groupe d’Action Locale..... | 116 |
| 2. Comités pour tous les objectifs prioritaires (sauf EBD)..... | 117 |
| 3. Comités pour l’objectif prioritaire 4 - EBD | 121 |
| 4. Articulation avec les comités existants | 124 |
| IX. Engagement du territoire pour la mise œuvre de la stratégie de développement local en Nouvelle Aquitaine..... | 126 |
| X. Résumé | 127 |
| Annexes..... | 132 |

Engagement de la structure portant la candidature

Le tableau ci-dessous détaille l'ensemble des documents disponibles en annexe 1 et démontrant l'engagement de la structure portant la candidature et des intercommunalités composant le territoire pour désigner la structure portant la candidature puis pour indiquer leur accord avec la stratégie déposée.

| Document | Structure | Délibérations / décisions associées | Date du document |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------|------------------|
| Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché de prestation intellectuelle « <i>accompagnement à la construction d'une approche territoriale pour la mise en œuvre d'un Interfonds européens dans le cadre de la réponse à l'appel à candidature de la Région Nouvelle-Aquitaine</i> » | PETR ¹ Marennes Oléron | 02/04/2021 | 17/09/2021 |
| | Communauté d'Agglomération Rochefort Océan | 22/04/2021 | |
| | Communauté d'Agglomération Royan Atlantique | 26/04/2021 | |
| Convention de partenariat 2022 relative à la coordination de la candidature du territoire Bassin de Marennes – Île d'Oléron – Royan Atlantique – Rochefort Océan (MO2R) pour la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens | PETR Marennes Oléron | 26/11/2021 | 17/12/2021 |
| | Communauté d'Agglomération Rochefort Océan | 02/12/2021 | |
| | Communauté d'Agglomération Royan Atlantique | 06/12/2021 | |
| Courriers d'approbation de la candidature | PETR Marennes Oléron | Avant le 30/09/2021 | 17/06/2022 |
| | Communauté de communes du Bassin de Marennes | | 09/06/2022 |
| | Communauté de communes de l'Île d'Oléron | | 01/06/2022 |
| | Communauté d'Agglomération Rochefort Océan | | 09/06/2022 |
| | Communauté d'Agglomération Royan Atlantique | | 01/06/2022 |
| Statuts du PETR « Pole Marennes Oléron » | PETR Marennes Oléron | 05/12/2019 | 18/12/2019 |

¹ Pôle d'Equilibre Territorial et Rural

Coordonnées du territoire

Nom du territoire

Iles et Estuaires Charentais

Structure porteuse

Pôle d'équilibre territorial rural (PETR) Marennes Oléron

22 rue Dubois-Meynardie 17320 MARENNES-HIERS-BROUAGE

Représentant légal/qualité :

Michel PARENT

Président du PETR Marennes Oléron

Contact technique (nom, adresse, téléphone, mail)

Michaël SPADA

22 rue Dubois-Meynardie 17320 MARENNES-HIERS-BROUAGE

05 46 36 70 12 - 06 16 46 59 58

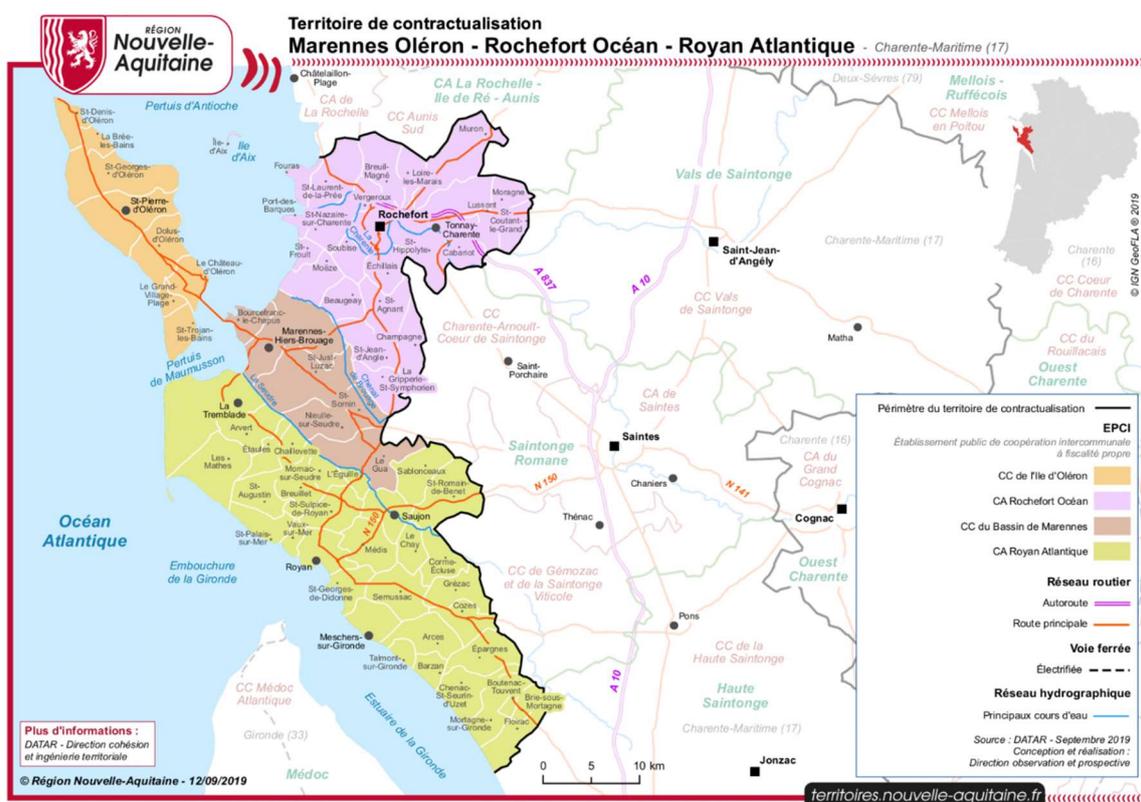
m.spada@marennnes-oleron.com

I. Présentation de la zone géographique et de la population concernées par la stratégie

1. L'organisation politique du territoire

Le territoire est composé de 4 intercommunalités : la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan (CARO), la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA), la Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (CCIO) et la Communauté de Communes du Bassin de Marennes (CCBM), auxquelles s'ajoute le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron (PMO).

Carte 1 : Territoire Marennes – Oléron – Rochefort Océan - Royan Atlantique



Source : Région Nouvelle-Aquitaine, DATAR-DITP

1.1. La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, un territoire structuré par trois façades maritimes et estuariennes

La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA) fédère 33 communes, 83 171 habitants et 25 930 emplois (Insee, RP 2018). Le territoire s'articule autour d'une façade littorale, d'espaces baignés par la Seudre, de communes riveraines de l'estuaire de la Gironde et d'un arrière-pays plutôt tourné vers les activités agricoles. Il s'étire le long du littoral entre la commune de Floirac au sud et la commune de La Tremblade, à l'embouchure de la Seudre. Son organisation s'adosse sur un continuum urbain littoral associant les villes de Royan, Vaux-sur-Mer, Saint-Palais-sur-Mer et Saint-Georges-de-Didonne, qui concentrent une grande partie des équipements structurants de l'agglomération et dont le fonctionnement est très marqué par la saisonnalité touristique. L'armature territoriale prend

également appui sur un réseau de pôles intermédiaires (Saujon, La Tremblade, Cozes), de pôles de proximité et de communes plus rurales.

1.2. La Communauté d'Agglomération Rochefort Océan : entre marais et mer des Pertuis charentais, un territoire innervé par la Charente

La Communauté d'Agglomération Rochefort Océan (CARO) compte 65 communes, 63 200 habitants et 24 959 emplois (Insee, RP 2018). Ancré sur l'estuaire de la Charente et maillé par un réseau structurant de zones humides (50% de la superficie communautaire), le territoire de la CARO se compose de : la ville de Rochefort, fondée dans les marais par Colbert en 1666 afin d'y implanter un arsenal militaire et maritime en tirant parti des ressources offertes par la Charente et la mer des pertuis ; la frange nord du marais de Brouage et les communes de l'ancien rivage du golfe de Saintonge ; les marais nord de Rochefort et les anciennes îles, aménagés par les ingénieurs hollandais au XVII^{ème} siècle ; les communes de Fouras et de l'Île d'Aix, ancrées sur la mer des pertuis. Le territoire de la CARO est structuré par le pôle urbain de Rochefort, qui concentre 40% de la population et deux tiers des emplois de l'agglomération, et par un réseau de pôles d'équilibres (Tonnay-Charente, Fouras et Echillais) qui assurent le maillage du territoire.

1.3. La Communauté de Communes du Bassin de Marennes, une presqu'île dominant les marais de Brouage et de la Seudre et ouverte sur l'estran de la mer des Pertuis

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes compte 6 communes, 15 436 habitants et 4 315 emplois (Insee, RP 2018). Elle est structurée par la « dorsale » reliant l'agglomération de Saintes à l'île d'Oléron. Celle-ci domine de part et d'autre les marais de la Seudre et de Brouage et dessert un chapelet de bourgs polarisé par la commune nouvelle de Marennes-Hiers-Brouage. Le territoire de la presqu'île se prolonge sur l'estran, véritable trait d'union entre le continent et l'île d'Oléron, approprié et valorisé par les « paysans de la mer ».

1.4. La Communauté de Communes de l'île d'Oléron, plus grand territoire insulaire de la façade Atlantique

La Communauté de Communes de l'île d'Oléron compte 8 communes, 22 092 habitants et 7 595 emplois (Insee, RP 2018). La communauté de communes est établie dans les limites de l'île d'Oléron, du Phare de Chassiron au nord de l'île à la Pointe de Gatseau au sud. L'île d'Oléron est, avec une superficie de 174 km², la deuxième plus grande île française métropolitaine après la Corse. Elle est structurée autour des pôles urbains de Saint-Pierre-d'Oléron (6 600 habitants), Le Château-d'Oléron (4 200 habitants) et Dolus d'Oléron (3 100 habitants). L'île d'Oléron possède 60 km de plages de sable, 2 729 ha de forêts, des côtes rocheuses, des marais, une flore variée et des espèces d'oiseaux protégées. La population décuple en haute-saison et profite à tous les secteurs : tourisme, restauration, activités sportives, agriculture, pêche, artisanat, commerce de proximité.

1.5. Des coopérations territoriales de plus en plus nombreuses

Des coopérations entre les intercommunalités voisines du territoire sont mises en œuvre sur le territoire afin de traiter conjointement des enjeux de développement et de travailler sur les potentiels de développement.

Le PETR Marennes Oléron a été créé en 2006 avec pour missions principales l'élaboration du SCOT à l'échelle des deux intercommunalités et la promotion touristique. Il a la charge de l'animation d'un observatoire territorial et d'un Système d'Information Géographique. Le PETR a également la compétence de gestion des fonds européens dans le cadre des programmes Leader et DLAL FEAMP du Pays Marennes Oléron pour la période de programmation 2014-2020.

Par ailleurs, de nombreuses coopérations à 2, 3 ou 4 intercommunalités se sont mises en place depuis le début des années 2010 pour la gestion des zones humides : élaboration d'un diagnostic et d'un projet transversal et partagé sur l'estuaire de la Seudre entre la CA Royan Atlantique et la CC Bassin de Marennes ; le projet d'opération Grand Site sur les marais des Brouage entre la CA Rochefort Océan et la CC Bassin de Marennes ; le projet de Parc Naturel Régional et la Croissance bleue entre les 4 intercommunalités.

D'autres sujets d'intérêt ont fait également l'objet d'une approche coopérative commune à l'échelle des 4 intercommunalités : le programme DLAL FEAMP 2014-2020, le contrat de ruralité 2017-2020, le programme territoire d'industrie 2018-2023, le contrat de cohésion et de dynamisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine. Cette dynamique coopérative, multi-échelle et multi-acteur, mobilise des logiques partenariales tant horizontales (entre intercommunalités) que verticales (avec le Département de la Charente-Maritime et la Région Nouvelle-Aquitaine notamment).

2. Un espace littoral, estuarien et insulaire remarquable mais fragile

Le territoire intègre une part importante de l'espace littoral charentais. Il comporte une partie estuarienne (estuaires de la Charente, de la Seudre et de la Gironde), des marais (Oléron, Brouage, Seudre et Gironde, plus des marais intérieurs) et des îles (Oléron, Aix, Madame).

Cette situation géographique et la diversité de son patrimoine naturel lui confèrent une très forte attractivité et le soumettent à de fortes contraintes (marais, zones submersibles, ressources en eau potable, disponibilité foncière, etc.). Ce paysage riche et atypique fait l'objet d'une attention politique accrue dans un souci de préservation et de valorisation des ressources naturelles et patrimoniales.

2.1. Les marais du littoral charentais : un paysage riche et atypique, fruit d'un travail d'appropriation des sociétés humaines à travers le temps

Les marais du littoral charentais résultent tous d'un processus historique de conquête, d'appropriation, de gestion et de valorisation par les sociétés qui se sont succédées. Le territoire possède une palette de marais très diversifiée, liée au gradient eau douce-eau salée, à l'hydromorphie, à la topographie ainsi qu'à leurs modalités de gestion. La salinité des eaux ainsi que les pratiques culturelles ont également un impact important sur la biodiversité présente au sein du marais. Les marais salés, doux ou saumâtres sont composés d'une mosaïque d'habitats (littoraux, humides et aquatiques) typiques de l'interface « terre-mer ». Trois marais principaux sont localisés sur le territoire : le marais de Brouage, les marais d'Oléron et le marais de la Seudre.

2.2. Les estuaires de la Gironde, de la Charente et de la Seudre

La conjonction de trois fleuves (la Charente, la Seudre et la Gironde) offre des situations estuariennes très contrastées sur le territoire. Les travaux conduits dans le cadre du projet du Parc Naturel Régional des marais sur le littoral charentais soulignent « la démesure de l'estuaire girondin à la grande

sophistication de celui de la Charente avec tous les aménagements liés à l’Arsenal de Rochefort, ou à la prégnance de l’activité ostréicole de l’estuaire de la Seudre, perceptible dans ses villages et ses claires ». Les bassins versants des trois cours d’eau révèlent ainsi « trois mondes plus ou moins lointains » :

- L’Estuaire de la Seudre, face à l’île d’Oléron, jusqu’à la campagne saintongeaise ;
- L’Estuaire de la Charente qui traverse les deux départements éponymes et prend sa source aux portes du Massif Central ;
- L’Estuaire de la Gironde est le débouché aval de la Garonne et de la Dordogne qui prennent leur source, respectivement, dans les Pyrénées et dans le Massif central.

2.3. Les îles et presqu’îles

Le territoire est structuré par une alternance de presqu’îles et d’îles, orientées du sud-est vers le nord-ouest, entrecoupées des anciennes terres immergées qui ont été ensuite conquises à travers les différents marais :

- L’île d’Aix, accessible uniquement par voie maritime, est située dans le prolongement de la pointe de la Fumée à Fouras et à l’est de l’île d’Oléron ;
- L’île d’Oléron, deuxième plus grande île au large de la France métropolitaine après la Corse et reliée au continent par un pont depuis 1966 ;
- L’île Madame est située sur la rive gauche de l’estuaire de la Charente entre la presqu’île de Fouras et l’île d’Aix au nord, et le petit port ostréicole de Port-des-Barques, commune à laquelle elle est administrativement rattachée, au sud ;
- La presqu’île de l’Aiguille à Fouras est située au nord du large estuaire de la Charente. La pointe de la Fumée située à son extrémité constitue une étroite avancée de terre dont l’île d’Aix se situe en prolongement ;
- La presqu’île d’Arvert située au nord-ouest du Royannais forme une région naturelle bordée par l’estuaire de la Seudre, le pertuis de Maumusson et l’océan Atlantique, ce qui lui confère une grande variété de paysages.

Les travaux conduits dans le cadre du projet de Parc Naturel Régional mettent en lumière un archipel d’îles et de presqu’îles qui fonctionnent « comme un système territorial de doigts de gant entremêlés qui créent une alternance de hautes terres et de basses terres, comme autant d’écosystèmes et de continuités, soumis pour ces dernières au cycle de l’eau et à la concurrence entre eaux douces et eaux salées ».

2.4. Les « terres-hautes »

Le territoire est structuré autour de son littoral, ses estuaires et ses marais. Plus précisément, c’est l’articulation entre les hautes terres et les basses terres qui structure le territoire depuis les origines. Les travaux conduits dans le cadre du projet de Parc Naturel Régional soulignent que « la complémentarité entre terres hautes et terres basses est la matrice fondatrice » du territoire. Les terres basses sont dominées par l’eau et font l’objet, pour certaines, d’une appropriation par l’homme depuis plusieurs siècles pour profiter de la richesse de ses sols. Les terres hautes, calcaires, offrent deux visages : des coteaux propices à la culture de la vigne et des plateaux céréaliers. Les terres-hautes sont les lieux d’habitation et de vie du territoire. La vigne y occupait une grande place jusqu’à la fin du 19^{ème} siècle. La forêt de pins maritimes, forêt de protection, est quant à elle plantée sur une grande frange littorale (Forêt de la Coubre) et redessine la dorsale de la presqu’île d’Arvert jusqu’à l’île d’Oléron.

3. Dynamique démographique et caractéristiques socio-économiques de la population

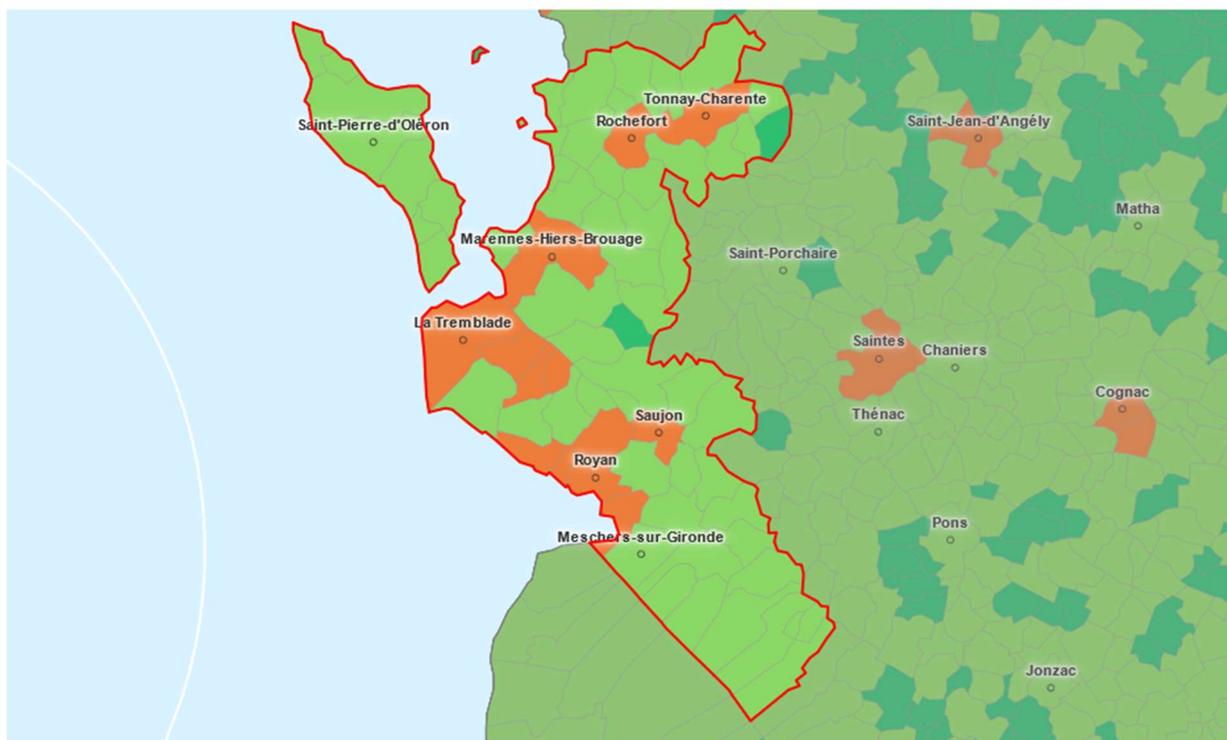
3.1. Une armature territoriale homogène

Le territoire Îles et Estuaires Charentais, considéré dans son ensemble, présente un équilibre entre rural et urbain. La population se situe en effet pour moitié en zone rurale et pour moitié en zone urbaine (Données Insee s'appuyant sur la nouvelle définition du Rural de 2021, traitement région Nouvelle-Aquitaine, DATAR-DITP). Le territoire est composé de communes peu denses et de densité intermédiaire assurant un certain équilibre.

Le territoire est structuré autour d'une armature territoriale reposant sur deux pôles urbains et un maillage de bourgs structurants. Le territoire est ainsi animé par 2 pôles urbains, Rochefort et Royan, respectivement 16 981 et 9 686 emplois (Insee, RP 2018), et les pôles secondaires de La Tremblade, Marennes, Tonnay-Charente, Saujon, Vaux-sur-Mer, Saint-Georges-de-Didonne et Saint-Pierre d'Oléron comptant entre 1500 et 3000 emplois chacun (Insee, RP 2018).

Carte 2 : Grille communale de densité, Territoire des Îles et Estuaires Charentais

Grille communale de densité - Source : Insee, 2021



■ Espaces densément peuplés (774) ■ Espaces de densité intermédiaire (3 419) ■ Espaces peu denses (18 761) ■ Espaces très peu denses (12 011)

Source : ANCT, Observatoire des territoires, traitement NADEM

3.2. Une croissance de la population soutenue sur un territoire attractif

Le territoire Îles et Estuaires Charentais compte 183 919 habitants (Insee, RP 2018). Il possède une superficie de 1 389 km², soit 20% de la superficie de la Charente Maritime. La densité de population est élevée (133 hab. /km² contre 98,6 en France de province).

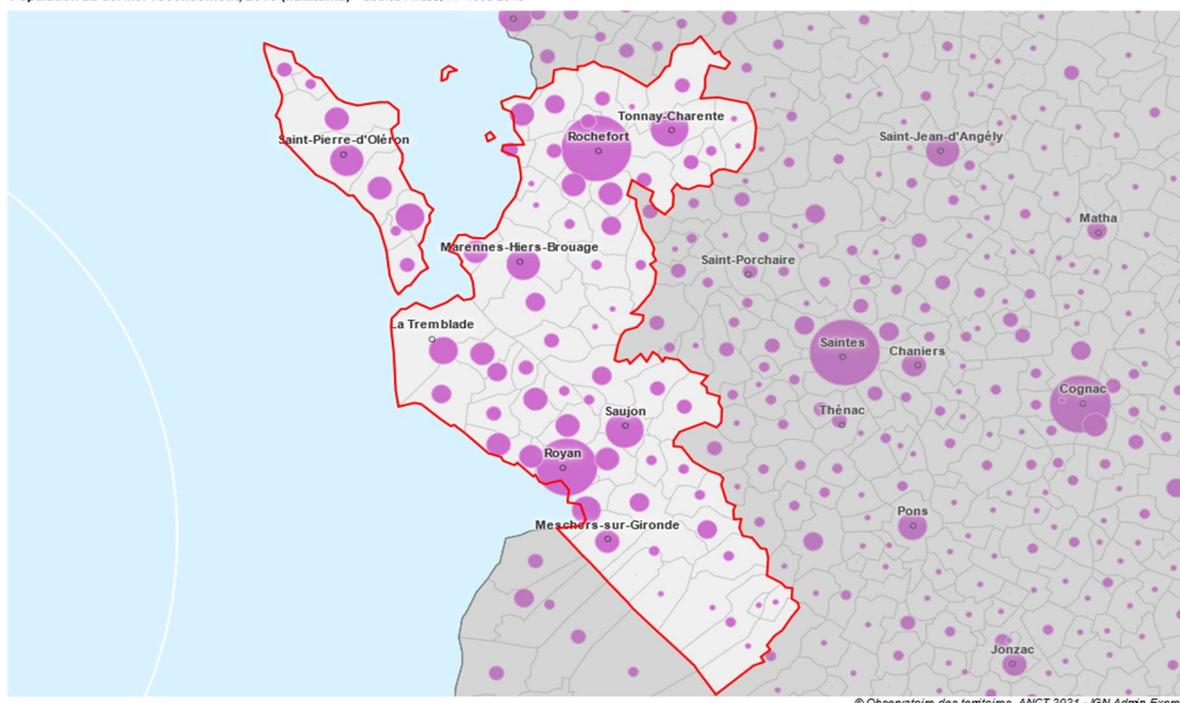
Le territoire se caractérise par une très forte attractivité démographique. La progression démographique observée dans le territoire (+0,24% par an entre 2013 et 2018, données Insee RP) prend appui sur un solde migratoire élevé. Le territoire bénéficie sur le temps long d'une croissance démographique soutenue. Néanmoins, bien que toujours positive, la période récente montre un ralentissement de la dynamique démographique.

Le territoire, dans son ensemble, bénéficie d'une attractivité résidentielle soutenue avec pour conséquence une augmentation régulière de sa population. De plus, il bénéficie d'une forte attractivité touristique qui génère des variations de population très fortes en haute-saison (une population multipliée par 3, par exemple, sur la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique avec une forte concentration le long du littoral).

Enfin, le territoire est caractérisé par une forte représentation de retraités et de classes moyennes actives. L'héliotropisme conditionne ainsi en partie la sociologie du littoral charentais, qui se caractérise notamment par une surreprésentation de personnes retraitées dans la population. La population du territoire apparaît âgée, comparativement à la Nouvelle-Aquitaine et à la France de province. Ce constat est vrai de longue date mais le phénomène s'accroît. Par ailleurs, la typologie des emplois proposés sur le territoire explique la forte proportion d'ouvriers parmi les habitants de 15 ans ou plus. La dynamique d'installation de primo-accédants sur les espaces rétro-littoraux et le long des principaux axes de mobilité explique aussi pourquoi les employés et les professions intermédiaires sont bien représentés sur le territoire. Inversement, le territoire est faiblement doté en cadres et professions intellectuelles supérieures

Carte 3 : Population au dernier recensement (habitants), 2018, Territoire des Îles et Estuaires Charentais

Population au dernier recensement, 2018 (habitants) - Source : Insee, RP 1999-2018



© Observatoire des territoires, ANCT 2021 - IGN Admin Express

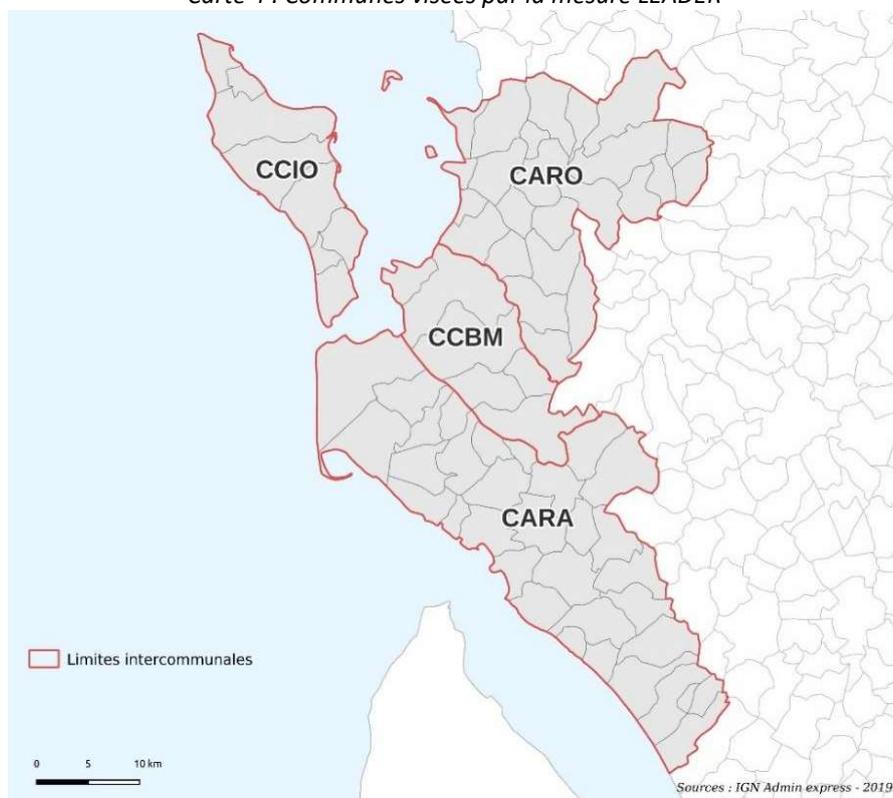
Source : ANCT, Observatoire des territoires, traitement NADEM

4. Périmètre LEADER

Les territoires ruraux couverts par la mesure LEADER sont les 72 communes appartenant aux 4 intercommunalités parties prenantes de la présente stratégie de développement dans le cadre du volet

territorial. Aucune commune ne compte plus de 25 000 habitants sur le territoire selon les données issues du recensement de la population de l'Insee de 2017. Le territoire fait le choix de souscrire à la proposition régionale concernant ce seuil et de ne pas adopter de critère plus restrictif.

Carte 4 : Communes visées par la mesure LEADER



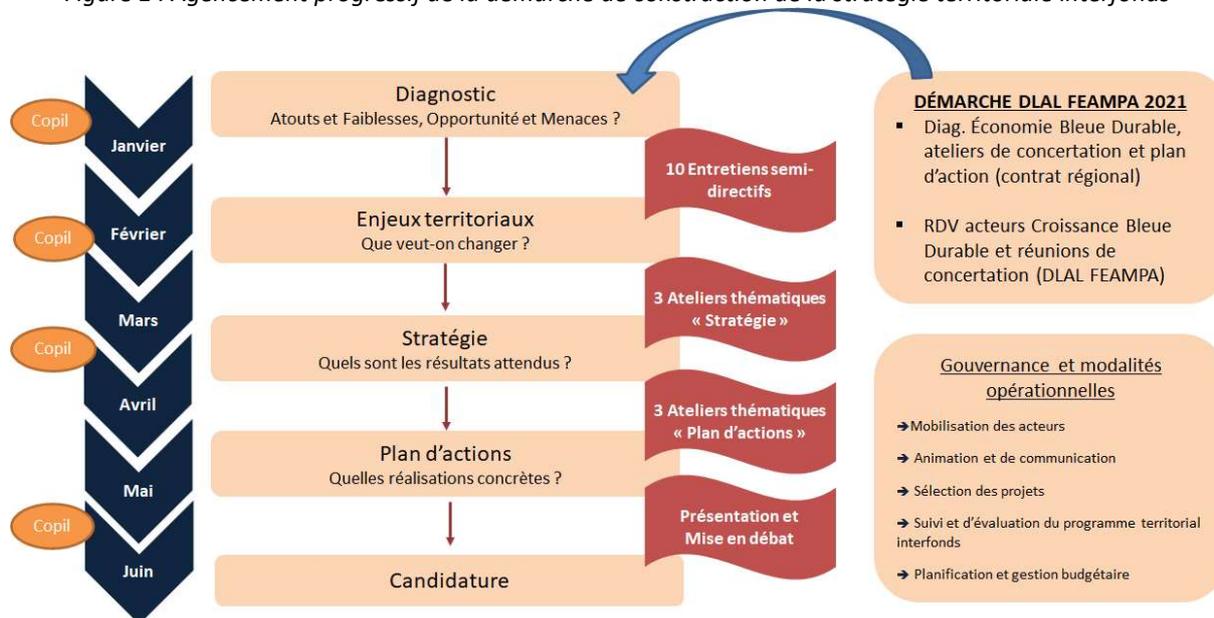
II. Descriptif des modalités de mobilisation des acteurs locaux pour la préparation de la candidature

Nous proposons ici une présentation de la méthodologie mobilisée pour la préparation de la candidature du territoire. La démarche ascendante a constitué le leitmotiv de la construction de la stratégie, de l'écriture du diagnostic à la validation de la stratégie territoriale, en passant par la définition des enjeux, la construction des objectifs stratégiques et du plan d'actions. Nous détaillerons par ailleurs les travaux relatifs à l'économie bleue durable qui s'inscrivent sur un temps plus long et qui ont débuté dès septembre 2020.

1. Une stratégie territoriale construite de manière partenariale, collaborative et participative

La démarche de construction de la stratégie territoriale interfonds a suivi un agencement progressif dans l'intérêt d'une collaboration et d'une co-construction continue avec les parties prenantes. Les éléments intégrés à la stratégie territoriale proviennent d'une démarche collaborative et participative incluant l'ensemble des acteurs du territoire : élus et techniciens des collectivités locales, chambres consulaires, membres d'associations locales, membres des conseils de développement, acteurs privés, etc.

Figure 1 : Agencement progressif de la démarche de construction de la stratégie territoriale interfonds



1.1. De la construction du diagnostic socio-économique et environnemental du territoire à la définition des enjeux

1.1.1. L'engagement politique de la démarche

Un premier Comité de pilotage s'est tenu le 14 janvier 2022 à Rochefort pour lancer la démarche. Il a réuni les présidents des quatre intercommunalités, plusieurs élus référents ainsi que les techniciens en charge des questions territoriales. Ce temps de travail a permis de lancer politiquement la

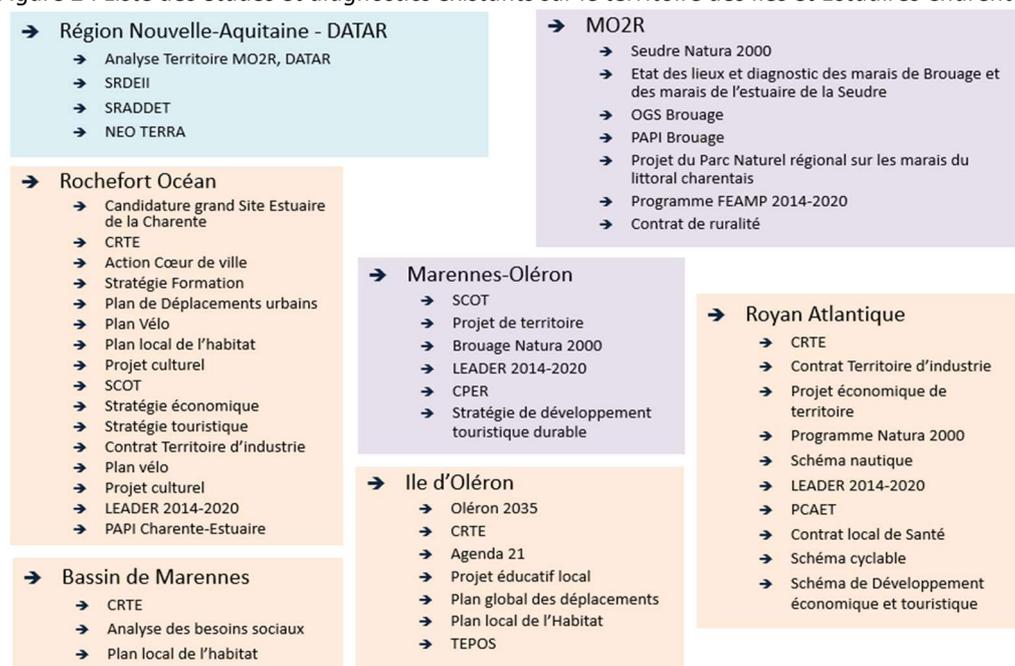
démarche avec un soutien important accordé à l'approche ascendante et à la mobilisation des acteurs du territoire.

1.1.2. Mobilisation des études et diagnostics existants sur le territoire et compléments quantitatifs et qualitatifs

Le diagnostic a été construit en s'appuyant sur un ensemble d'études et de diagnostics existants sur le territoire, produits, pour la majorité d'entre eux, depuis le début des années 2010 à différentes échelles territoriales (une ou plusieurs intercommunalités). L'accent a été mis tout particulièrement sur les thématiques supportées dans le cadre du volet territorial des fonds européens. Les travaux conduits par la Région Nouvelle-Aquitaine (Datar-DITP) ont été mobilisés comme point d'entrée pour la construction du diagnostic dans un souci d'objectivité et de mise en cohérence des travaux conduits aux échelles régionales et locales.

La liste des études et diagnostics récents existants témoigne de réflexions nombreuses sur le territoire, à différentes échelles, sur de nombreuses thématiques : développement économique et touristique, schéma cyclable, schéma nautique, habitat et logement, protection de l'environnement, gestion des zones humides, etc. Ces travaux mobilisent, pour certains d'entre eux, une démarche participative. Le travail conduit dans la démarche interfonds s'inscrit ainsi dans le prolongement des travaux conduits par ailleurs, offrant une base de travail solide. La liste des études mobilisées souligne également la capacité des intercommunalités à coopérer autour des enjeux territoriaux à une échelle interterritoriale pertinente selon les thématiques et les enjeux adressés. Les acteurs possèdent une habitude de travail collectif qui s'est accentuée ces dernières années. La construction du diagnostic élaboré dans le cadre du volet territorial des fonds européens s'inscrit dans le prolongement des travaux précédents : contrat régional de dynamisation et de cohésion 2018-2021, programme Territoire d'industrie 2020-2022, Contrat de ruralité, Projet du Parc Naturel Régional sur les marais du littoral charentais (2021).

Figure 2 : Liste des études et diagnostics existants sur le territoire des Iles et Estuaires Charentais



La liste détaillée des documents mobilisés est disponible dans le diagnostic complet en annexe 2.

Des compléments ont été apportés lorsque nécessaire afin de produire des données et des éléments d'analyse actualisés. Des données statistiques provenant de l'Insee (dynamiques démographiques, économiques et environnementales) et de l'Urssaf (données Acof sur l'emploi privé) ont été mobilisées en ce sens.

1.1.3. Une approche qualitative pour passer des constats aux enjeux

Des entretiens semi-directifs ont été conduits auprès des acteurs du territoire afin : i) de compléter les analyses produites dans le diagnostic territorial et de consolider les constats préétablis grâce à l'étude des travaux existants ; ii) de définir les enjeux prioritaires du territoire.

Ce travail a permis de mettre en exergue les besoins du territoire, puis d'arrêter les priorités et de définir les enjeux en termes de développement local sur le territoire. Ces entretiens adoptaient, en premier lieu, une entrée thématique large (selon les connaissances et compétences des acteurs mobilisés) afin d'identifier les enjeux au sens large du territoire. Dans un second temps, un travail de resserrement des enjeux autour des thématiques portées par le volet territorial avait lieu afin de préciser les enjeux et débiter le ciblage des thématiques prioritaires.

Ces temps d'échange ont ciblé principalement des élus et des techniciens des quatre collectivités parties prenantes de la démarche, des membres des chambres consulaires (CCI, CA), un acteur du Département de la Charente-Maritime, l' élu régional référent du territoire ainsi que le directeur du Comité régional de la Conchyliculture.

Tableau 1 : Acteurs visés par un entretien semi-directif, février 2022

| | NOM | ENTREPRISE / ORGANISATION | FONCTION |
|----|---------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Sébastien BOURBIGOT | CA Rochefort Océan | Vice-Président CARO économie touristique et mobilités douces Président GAL CARO 2014-2020 Adjoint au maire Tonnay-Charente Président Office du tourisme Rochefort Océan |
| 2 | Michel PARENT | CC Ile d'Oléron - CCIO | Président CCIO Président PETR Marennes Oléron Maire de la commune du Château d'Oléron |
| 3 | Joseph HUGHES | CC Ile d'Oléron - CCIO | DGS CCIO |
| 4 | Patrice BROUHARD | CC Bassin de Marennes | Président CCBM Vice-Président PETR Marennes Oléron Maire de la commune du Gua |
| 5 | Alain BOMPARD | CC Bassin de Marennes | Vice-Président CCBM Conseiller syndical du PETR Marennes Oléron Conseiller municipal de la commune de Marennes-Hiers-Brouage |
| 6 | Joël BARREAU | CC Bassin de Marennes | DGS CCBM |
| 7 | Rémi JUSTINIEN | Région Nouvelle-Aquitaine | Conseiller Régional de Nouvelle-Aquitaine Élu référent Rochefort - Royan et Marennes-Oléron Adjoint au Maire de Tonnay-Charente Conseiller communautaire de l'agglomération de Rochefort Océan |
| 8 | Laurent CHAMPEAU | Comité Régional de la Conchyliculture | Directeur du CRC 17 |
| 9 | Jean-Marc ROBERT | Département Charente-Maritime | Délégué territorial Royan - Jonzac |
| 10 | Pascal FERCHAUD | CA Royan Atlantique | Maire de Saujon. Vice-Président CARA Développement économique et Politiques contractuelles |
| 11 | Xavier PASTEAU | CA Royan Atlantique | Direction des Politiques contractuelles et de l'ingénierie territoriale |

| | | | |
|----|------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| 11 | Magali TRIOREAU | Chambre de Commerce et d'Industrie | Responsable d'Antenne Royan |
| 12 | Pascale GUIBERT | CA Rochefort Océan | Responsable du Pôle Ressources et Financements Direction Commune des Finances |
| 13 | Catherine JOURDY | CA Rochefort Océan | DGS |
| 16 | Gabriel BELMONTE | Chambre d'Agriculture Charente-Maritime | Conseiller en développement local Pôle Economie & Développement local 17-79 |

1.1.4. La validation politique du diagnostic et des enjeux

Un comité de pilotage réunissant les présidents des quatre intercommunalités ainsi que les élus et techniciens référents des questions territoriales s'est tenu le 9 mars à Royan à la suite des travaux conduits précédemment. Ce Comité a permis une appropriation et une validation politique du diagnostic socio-économique et environnemental du territoire. Les élus ont validé les enjeux issus des entretiens semi-directifs, dessinant ici un premier cadre et permettant le lancement des travaux associant les acteurs du territoire.

1.2. Des enjeux aux objectifs stratégiques

1.2.1. Les ateliers thématiques « Stratégie »

Trois ateliers thématiques « Stratégie » ont été organisés sur le territoire autour d'une thématique réunissant des acteurs de l'ensemble des quatre intercommunalités. Trois sous-thématiques étaient discutées pour chaque atelier, résultant à un total de 9 thématiques traitées pendant les 3 ateliers.

Les trois ateliers ont été organisés sur le modèle « world café ». Ce processus créatif a permis de faciliter un dialogue constructif et un partage de connaissances et d'idées. Les participants étaient installés autour de tables disposées en îlots afin d'échanger sur un sujet précis sur un temps limité (chaque sujet était traité entre 20 et 25 minutes). Chaque table disposait d'un animateur local. Les participants tournaient de table en table afin d'échanger sur l'ensemble des sujets dans une logique de construction collective.

Figure 3 : Ateliers participatifs « Stratégie », Mars 2022



La diversité des acteurs mobilisés a été très riche : élus et techniciens des collectivités (communes et intercommunalités), dirigeants d'entreprise, membres d'associations locales, acteurs des chambres consulaires, membres des Conseils de développement, etc.

Ce processus a permis de créer un réseau d'échanges et d'actions. Il a permis de faire émerger des objectifs nombreux et de premières pistes d'action. Le foisonnement d'idées était extrêmement dense soulignant l'importance de la mobilisation des acteurs du terrain.

Figure 4 : Exemple de comptes-rendus pour une thématique travaillée lors de l'atelier 1 à Rochefort

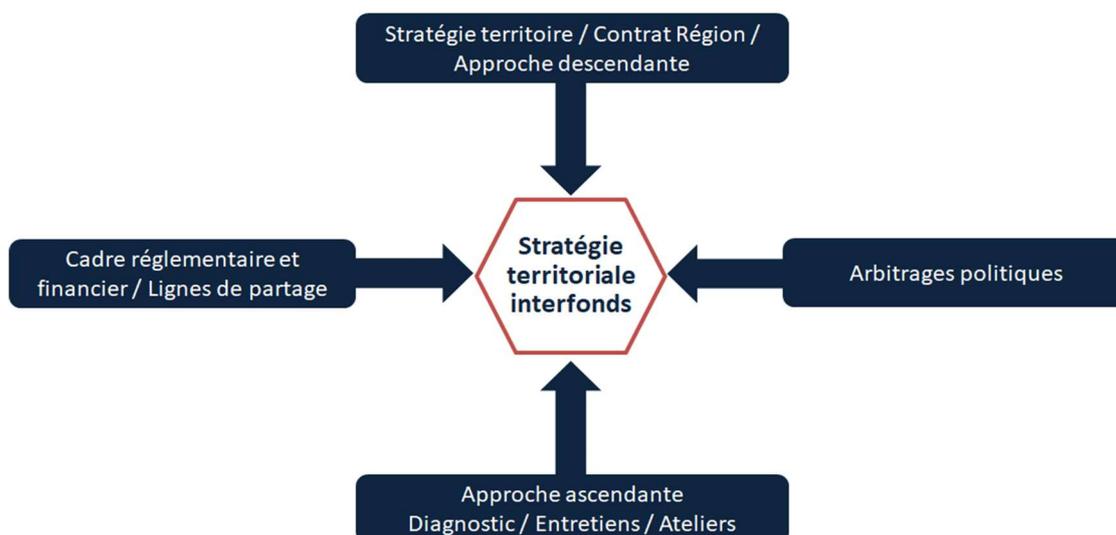
1.2.2. La validation politique de la stratégie territoriale

Les travaux conduits en ateliers collectifs ont permis de préciser la stratégie territoriale interfonds. Un Comité de pilotage réunissant, le 11 avril à Marennes, les présidents des 4 intercommunalités ainsi que les élus référents sur la question territoriale a validé les contours de la stratégie telle que définie par l'approche ascendante. Des ajustements ont été conduits au regard de la réflexion sur les lignes de partage.

La stratégie territoriale a été construite en suivant les étapes suivantes :

1. Définition de la stratégie territoriale interfonds reposant sur l'approche ascendante et l'ensemble des travaux en ateliers participatifs.
2. Le croisement avec la stratégie du territoire défini dans le cadre du Contrat de Développement et de Transitions de la Région Nouvelle-Aquitaine
3. Une analyse des lignes de partage au regard du cadre réglementaire et financier qui guide le volet territorial des fonds européens
4. Les arbitrages politiques des élus membres du Comité de pilotage.

Figure 5 : Construction de la stratégie territoriale interfonds



1.3. Des objectifs stratégiques au plan d'actions

Une deuxième série d'ateliers thématiques a été organisée en itinérance sur le territoire.

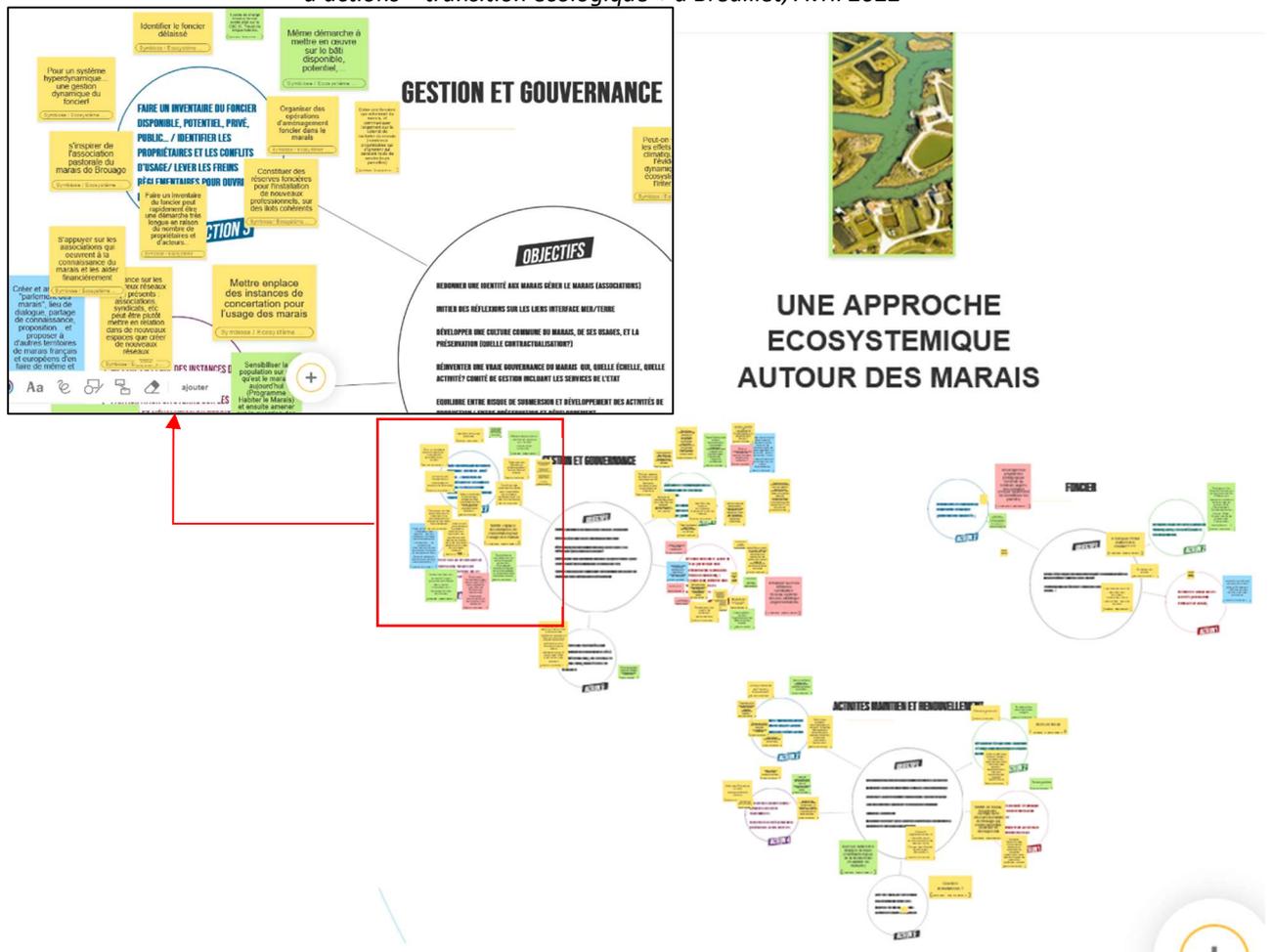
Trois ateliers thématiques « Plan d'actions » ont été organisés sur le territoire autour d'une thématique réunissant des acteurs de l'ensemble des quatre intercommunalités.

Ils ont été organisés en mobilisant l'outil numérique « Klaxoon », outil d'animation de l'intelligence collective. A partir des objectifs stratégiques et des pistes d'actions issus de la première série d'ateliers, chaque participant pouvait contribuer, valider ou invalider, préciser, compléter les types d'actions proposés à l'écran. Les participants avaient également la possibilité d'ajouter des types d'actions nouvelles. L'application numérique a été utilisée comme un outil pour capter des informations par l'intermédiaire de post-it numériques. Elle a également et surtout été un vecteur pour faciliter l'échange entre les participants. Le plan d'action a ainsi été co-construit grâce aux contributions et aux échanges entre les acteurs. Les formulations utilisées dans la présentation de la stratégie et du plan d'actions sont ainsi le résultat direct des contributions des acteurs du territoire.

Figure 6 : Ateliers participatifs « Plan d'actions », Avril 2022

| | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>Développement économique</p> <p>Atelier n°4 FOURAS 9h30 – 12h00</p> <p>➤ 30 participants</p> | <p>Développement rural</p> <p>Atelier n°5 FOURAS 14h30 – 17h00</p> <p>➤ 30 participants</p> | <p>Transition écologique</p> <p>Atelier n°6 BREUILLET 14h30 – 17h00</p> <p>➤ 28 participants</p> |  |
|  | | | | |

Figure 7 : Constellation des idées, Exemple de contributions sur une sous-thématique lors de l'atelier « Plan d'actions – transition écologique » à Breuillet, Avril 2022



1.4. Présentation, mise en débat et validation de la stratégie territoriale interfonds

1.4.1. Présentation et mise en débat lors du Comité de préparation du programme

Un dernier évènement a été organisé sur le territoire au Château-d'Oléron le 17 mai réunissant l'ensemble des acteurs ayant participé à la démarche ascendante. Des élus du territoire ainsi que l' élu régional, M. Rémi Justinien, ont participé à ce temps d'échanges au côté des acteurs locaux.

La stratégie territoriale interfonds, incluant ses objectifs stratégiques et son plan d'actions, a été présentée aux acteurs locaux. Elle a été mise en débat une dernière fois avant discussion et validation en Comité de pilotage.

Des ajustements et des précisions à la stratégie et au plan d'actions ont été apportés à la suite de cet évènement. Le choix final de mettre l'accent sur certains sujets dans la stratégie est également le résultat de cette ultime mise en débat de la stratégie territoriale interfonds sur le territoire.

1.4.2. Consultation en ligne et foire aux questions

A la suite de la mise en débat, une consultation en ligne a été lancée pour solliciter les réactions des acteurs locaux et apporter des réponses aux questions éventuelles. Pour cela, la stratégie territoriale

interfonds a été mis à disposition via un site internet dédié avec la possibilité de réagir et soumettre des remarques et des questions.



Consultation en ligne - Stratégie du GAL des îles et estuaires charentais & Foire aux Questions

La participation des acteurs du territoire à la construction de la candidature au volet territorial des fonds européens 2021-2027 se fait en 4 temps:

- Une série d'ateliers sur les enjeux
- Une série d'ateliers sur le plan d'action
- Une réunion de présentation et de mise en débat de la stratégie
- Une consultation en ligne pour entrer encore plus dans le détail de la proposition que nous vous faisons aujourd'hui.

Dans le cadre de cette consultation en ligne, vous trouverez au lien suivant la dernière version de la stratégie et des fiches-actions (encore en cours de construction):

En parallèle, nous mettons en ligne une Foire Aux Questions (FAQ) accessible au lien suivant: <https://marennes-oleron.notion.site/Foire-Aux-Questions-1e99a3f41fafcf1a366e049d5a4f1f9>

Si vous ne trouvez pas la réponse à vos questions dans la FAQ ou bien si vous avez des commentaires à nous faire remonter, nous vous invitons à nous en faire part via ce formulaire en ligne. Nous pourrions traiter vos retours jusqu'au 6 juin.

Pour toutes autres questions, vous pouvez prendre contact avec vos référents habituels sur les fonds européens.

Cordialement,

1.4.3. La validation politique de la stratégie territoriale interfonds

Un quatrième et dernier Comité de pilotage réunissant les présidents des quatre intercommunalités ainsi les élus et techniciens référents des questions territoriales s'est tenu à Rochefort le 24 mai 2022 à la suite des travaux conduits précédemment sur la définition de la stratégie et du plan d'actions. Ce Comité a permis une appropriation et une validation politique de la stratégie territoriale interfonds dans son ensemble, y inclus les éléments propres à la stratégie et au plan d'actions ainsi que les éléments relatifs à la gouvernance et aux modalités opérationnelles. Les derniers ajustements ont été réalisés sur la base des échanges et des décisions prises collectivement.

La validation finale et officielle de la stratégie par les organes délibératifs des 4 EPCI et du PETR Marennes Oléron sera produite d'ici au 30 septembre 2022.

1.5. Bilan de la mobilisation des acteurs locaux

145 personnes ont participé à un ou plusieurs évènements s'inscrivant dans la démarche ascendante (ateliers « Stratégie », ateliers « Plan d'actions », présentation et mise en débat). La base de données compte 376 personnes, soit un taux de participation de 40% à au moins un évènement pendant la

phase de définition de la stratégie territoriale interfonds. Bien que n'ayant pas directement participé aux évènements, 231 personnes ont été informé de l'avancée des travaux.

Tableau 2 : Participants à au moins un évènement local s'inscrivant dans la démarche ascendante

| Périmètre d'action | Consulaire | Elu | Privé | Technicien public | Total général |
|---------------------------|------------|-----------|-----------|-------------------|---------------|
| CA Royan Atlantique | | 9 | 15 | 14 | 38 |
| CA Rochefort Océan | | 7 | 9 | 20 | 36 |
| Pays Marennes Oléron | | 5 | 8 | 26 | 39 |
| Département 17 | 4 | 2 | 8 | 9 | 22 |
| Région Nouvelle-Aquitaine | | 1 | 2 | 3 | 7 |
| Autre | | | | 2 | 1 |
| Total général | 4 | 24 | 42 | 74 | 145 |

Sur le plan qualitatif, la richesse des échanges et le taux très satisfaisant du niveau de participation démontrent le succès de la démarche ascendante pour la construction de la stratégie territoriale interfonds. Le mix d'acteurs publics et privés est également un succès témoignant de la capacité du territoire à mobiliser largement au-delà du cercle des élus et des techniciens des collectivités parties prenantes. Les temps de mobilisation des acteurs ont constitué une ressource précieuse en vue de la constitution future du GAL.

La liste détaillée des acteurs locaux ayant participé à un évènement ou plus est disponible en annexe 3.

2. De la mission interterritoriale Croissance bleue à la stratégie territoriale interfonds

La stratégie territoriale dédiée à la transition bleue en faveur des filières Pêche et aquaculture, présentée sous l'objectif 4, a fait l'objet d'un travail partenarial et collectif intense sur le territoire entre septembre 2020 et juin 2022. Celui-ci s'inscrit, tout d'abord, dans le prolongement des programmes FEP et FEAMP des périodes de programmation précédentes avec l'intégration progressive des enjeux propres à la nouvelle période de programmation et un élargissement de leurs périmètres. Il s'intègre, d'autre part, dans le cadre de la mission Croissance bleue, lancée sur le territoire en septembre 2020 en application de la stratégie régionale.

La mission Croissance bleue propose un cadre stratégique transversal. Celle-ci a permis de définir les ambitions du territoire et d'identifier l'ensemble des priorités en matière d'économie bleue durable, au-delà du seul cadre réglementaire des fonds européens et au-delà des seules filières pêche et aquaculture. Les travaux relatifs au DLAL FEAMPA adoptent une approche plus opérationnelle et s'inscrivent dans le cadre règlementé de la priorité 3 du programme européen FEAMPA.

Les résultats de ces deux démarches ont été intégrés, d'une part, l'une à l'autre, puis aux travaux portant sur l'ensemble de la stratégie territoriale interfonds FEDER– LEADER– FEAMPA. Ces différents niveaux ont permis une mise en cohérence de l'ensemble des travaux et ont apporté une réflexion sur les lignes de partage internes. La démarche ascendante relative à la stratégie territoriale interfonds présentée précédemment a intégré pleinement les travaux conduits parallèlement dans le cadre de la mission Croissance bleue et du DLAL FEAMPA.

2.1. La mission Croissance bleue

La mission Croissance bleue a été lancée en septembre 2020 avec le recrutement d'un chargé de mission dédié. Localisée à Royan, au sein de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique, cette mission couvre le périmètre des quatre intercommunalités associées au sein de la présente stratégie territoriale.

La mission Croissance bleue a pour objectif de définir une ambition territoriale avec un enjeu de durabilité autour des 11 filières identifiées à l'échelle régionale. S'inscrivant dans une approche transversale, elle a pour objectif plus spécifique d'identifier le potentiel de développement local des filières de la croissance bleue.

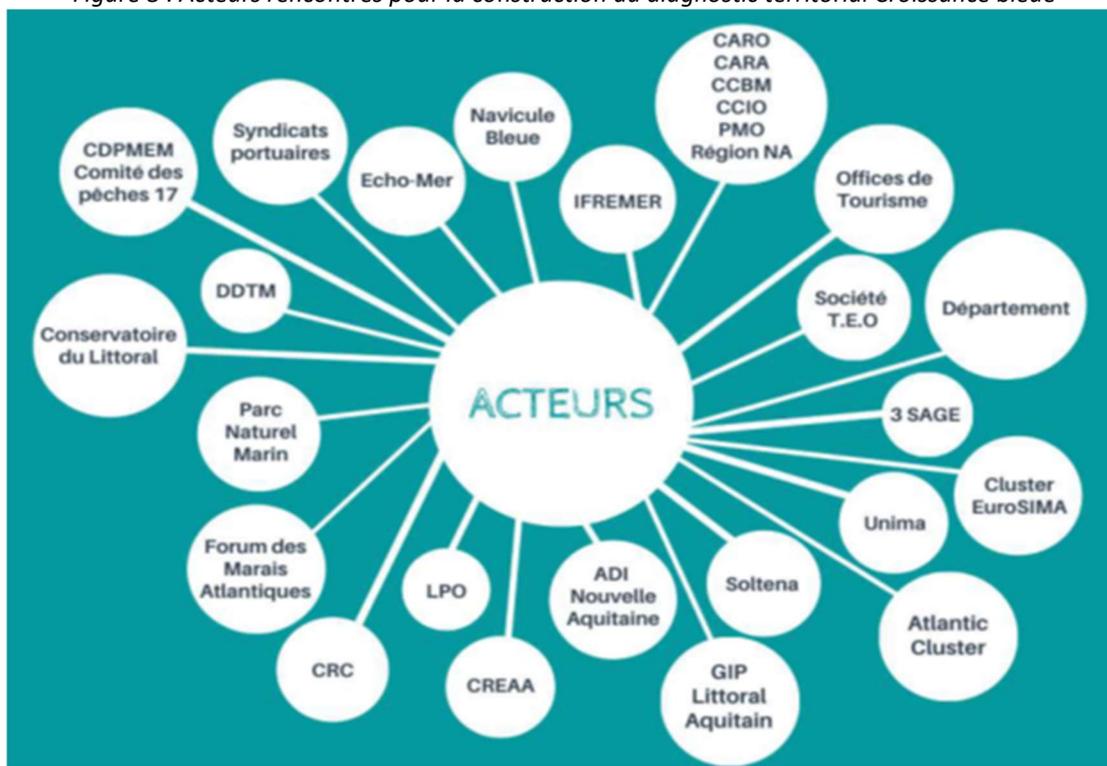
La mission offre un cadre d'analyse et de réflexion nouveau permettant de dépasser le cadre technique des comités de suivi du programme FEAMP et d'associer l'ensemble des acteurs de l'économie bleue durable à la démarche. La conduite des différentes phases de travail s'est faite en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux s'inscrivant, de ce fait, pleinement dans une démarche ascendante autour des principes du Développement local mené par les acteurs locaux.

2.1.1. Organisation temporelle de la mission

La mission s'est organisée en 4 temps :

- La production d'un diagnostic territorial ciblé sur les priorités de la croissance bleue et l'identification des enjeux. Ce travail, conduit au premier semestre 2021, a mobilisé de nombreux acteurs locaux et a constitué une base solide pour la rédaction du diagnostic socio-économique et environnemental mobilisé dans le cadre de la présente stratégie.

Figure 8 : Acteurs rencontrés pour la construction du diagnostic territorial Croissance bleue



- La construction d'une culture commune et l'appropriation des thématiques de la croissance bleue par l'ensemble des acteurs du territoire. Ce temps a fait l'objet d'échanges entre les acteurs. La journée d'échange et de travail du 8 juillet 2021 à Breuillet a constitué un marqueur fort avec l'organisation d'un premier événement dédié à la croissance bleue sur le territoire permettant la mise en commun des résultats issus du diagnostic, une meilleure interconnaissance et une meilleure compréhension des préoccupations des acteurs locaux.
- La définition d'une stratégie territoriale Croissance bleue. La stratégie territoriale Croissance bleue a été organisée autour de 4 axes qui ont fait l'objet de 4 ateliers thématiques sur le territoire à l'automne 2021 : i) la montée en compétence ; ii) l'économie circulaire ; iii) la valorisation et la transformation des produits de la mer ; iv) la transition écologique et énergétique.
- La définition du plan d'actions avec l'identification des partenaires et des financements mobilisables pour mener les actions et atteindre les objectifs.

2.1.2. Identification des filières locales de l'Economie bleue durable

La phase de diagnostic et de mobilisation des acteurs a permis de conclure à la présence de 8 filières de l'Economie bleue durable sur le territoire parmi les 11 filières présentes au sein de la Région Nouvelle-Aquitaine : pêche et aquaculture marines ; industries nautiques et navales ; glisse ; tourisme littoral ; ports et infrastructures portuaires ; protection et surveillance du littoral ; énergies marines renouvelables ; ressources biologiques marines.

Les acteurs de ces filières ont été par la suite mobilisés lors d'ateliers afin de construire une culture commune croissance bleue et d'identifier des actions prioritaires à mener.

Il convient de spécifier que sur ces 8 filières, le secteur des énergies marines renouvelables n'a pas de structure représentative à l'échelle du territoire. A l'inverse, les biotechnologies, non identifiées dans le diagnostic, peuvent être représentées à l'échelle locale par un acteur disposant de compétences plus générales (le centre technique CAPENA).

2.2. La démarche spécifique au DLAL FEAMPA

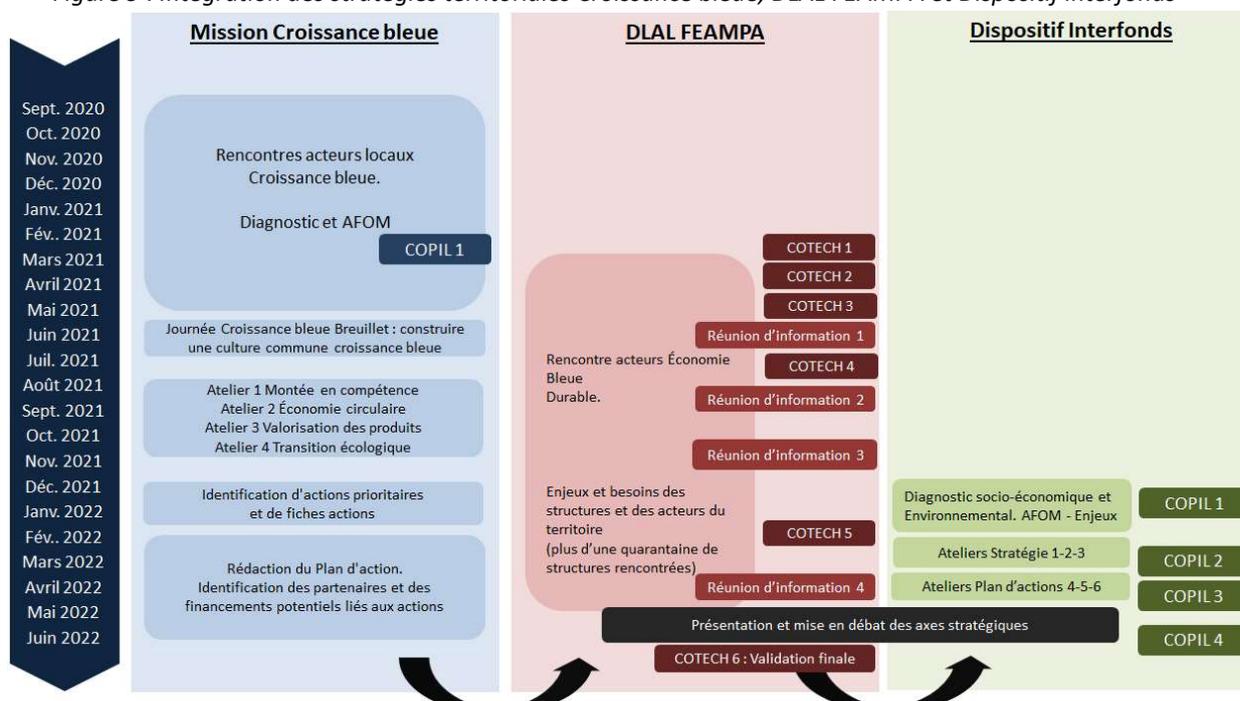
Une démarche plus opérationnelle s'est mise en place progressivement à partir de mars 2021 pour préparer la stratégie territoriale FEAMPA qui est présentée dans le présent dossier de candidature. La construction de la stratégie territoriale spécifique au FEAMPA a d'abord fait l'objet d'un travail séparé, permis notamment par le fait que les acteurs étaient déjà mobilisés dans le cadre du précédent programme FEAMP 2014-2020. Les travaux suivants ont été menés :

- Des Comités techniques ont eu lieu au printemps 2021 puis au 1^{er} semestre 2022 réunissant en premier lieu les acteurs associés au programme FEAMP 2014-2020 puis les acteurs « nouveaux » relevant de l'économie bleue durable sur le territoire.
- Des rencontres bilatérales ont été conduites avec une quarantaine d'acteurs locaux pour identifier les enjeux et les besoins des structures ainsi que des acteurs du territoire. Ces entretiens bilatéraux ont constitué une ressource précieuse pour la définition des orientations stratégiques et l'identification des actions à conduire prioritairement sur le territoire.

- Des réunions d'information ont été organisées à différents temps pour informer les acteurs de l'avancée des travaux et maintenir une participation active de ceux-ci dans l'ensemble de la démarche.

Les travaux conduits dans le cadre du DLAL FEAMPA ont été intégrés à l'ensemble de la stratégie territoriale interfonds au 1^{er} semestre 2022.

Figure 9 : Intégration des stratégies territoriales Croissance bleue, DLAL FEAMPA et Dispositif interfonds



3. Un nom pour le territoire

3.1. Enjeux sur le choix du nom du territoire

Le nom du territoire « Iles et Estuaires Charentais » a lui aussi fait l'objet d'une réflexion collective tout au long du processus de construction de la stratégie territoriale.

L'acronyme MO2R pour Marennes – Oléron – Royan – Rochefort a été longtemps utilisé. Les acteurs du territoire ont émis le souhait de trouver un nom qui donne **une réelle identité au territoire**, autant pour les élus et les acteurs locaux qui seront parties prenantes du dispositif et qui vont faire vivre la stratégie territoriale dans les années à venir, que pour les acteurs départementaux, régionaux et nationaux afin de caractériser le territoire.

Le choix d'un nom, aussi simple que peut paraître la démarche a priori, est en fait un exercice complexe qui nécessite une réflexion collective pour remporter une adhésion la plus large possible. Le nom peut renvoyer à des caractéristiques historiques, géographiques, culturelles générant l'imagination des acteurs.

Enfin, l'échelle territoriale mobilisée dans la présente stratégie territoriale est également celle utilisée dans le cadre d'autres programmes régionaux ou nationaux : Contrat de développement et de transition de la Région Nouvelle-Aquitaine, programme national Territoire d'industrie, etc.

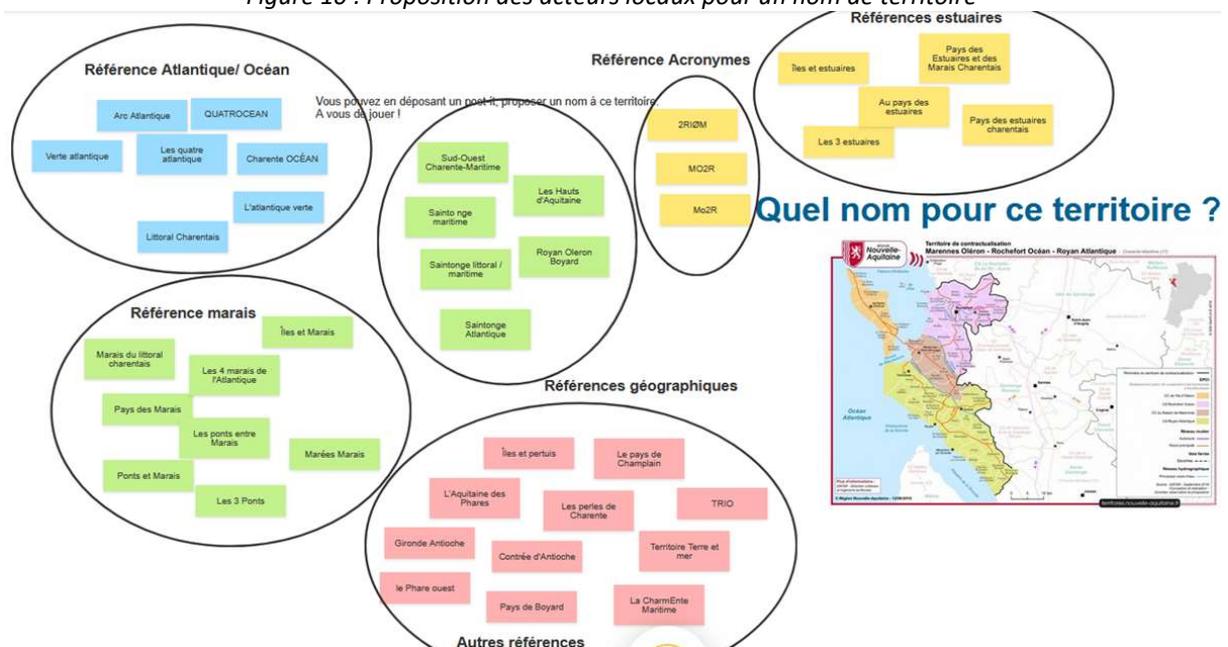
3.2. Du foisonnement des idées au choix par les élus représentatifs

Les ateliers collectifs ont été l'opportunité de mobiliser les acteurs locaux sur le choix du nom à donner au territoire. Le choix du nom a été, lui aussi, inscrit pleinement dans la démarche ascendante.

Les acteurs locaux ont ainsi eu l'opportunité de soumettre une proposition de nom pour le territoire via l'outil numérique Klaxoon.

Plus de 40 propositions ont été soumises avec des références à l'Océan Atlantique, aux marais, aux estuaires ou encore à la situation géographique du territoire. Parmi les propositions, une liste raccourcie a été soumise aux élus intégrant des noms comme « Charente Océan », « Saintonge maritime », « Saintonge littorale », « Îles et pertuis », « Îles et estuaires », « les 3 estuaires », « Entre îles, ponts et marais » ...

Figure 10 : Proposition des acteurs locaux pour un nom de territoire



Le choix final a été effectué par les élus des quatre intercommunalités à l'unanimité lors du Comité de pilotage du 11 avril 2022 : « Îles et estuaires », auquel il a été décidé d'ajouter l'adjectif « charentais » pour permettre d'identifier le territoire aux échelles régionales et nationales. Ce choix s'est effectué par le souci d'identifier le territoire par des caractéristiques communes aux quatre intercommunalités.

III. Analyse des besoins et du potentiel de développement du territoire

Un diagnostic socio-économique et environnemental du territoire a été produit à l'échelle du territoire Îles et Estuaires Charentais. Il a été construit en adéquation avec les attentes du dossier de candidature en s'appuyant sur une méthodologie mixte reposant sur l'étude des diagnostics existants, la production de données complémentaires mises à jour et la conduite d'entretiens semi-directifs.

Une synthèse organisée par grande dynamique propose une lecture d'ensemble des sujets traités dans le cadre du diagnostic. Chaque dynamique territoriale (dynamique démographique et Aménagement du territoire ; dynamiques socio-économiques ; dynamiques environnementales) fait l'objet d'un travail de définition des atouts, faiblesses, opportunités et menaces (AFOM) et d'une grille des besoins et potentiels de développement (B&PT). Une conclusion d'ensemble à l'échelle du territoire propose une synthèse soulignant les points clés à retenir. Compte tenu de la taille du document, il a été fait le choix de placer le diagnostic complet et détaillé en annexe 2 et d'intégrer une synthèse de celui-ci dans le corps du dossier de candidature. Le diagnostic complet n'en demeure pas moins un document à part entière du présent dossier de candidature.

1. Objectifs et méthodologie

Le diagnostic socio-économique et environnemental du territoire vise à identifier les besoins et potentiels de développement du territoire. Le diagnostic constitue le socle pour la construction de la stratégie territoriale. Il s'appuie sur des données de contexte chiffrées : contexte social, économique et environnemental du territoire mettant en évidence les principaux défis et perspectives pour l'avenir. Il s'agit d'une description quantitative et qualitative des principales caractéristiques du territoire.

Figure 8 : Cheminement du diagnostic territorial



La construction du diagnostic socio-économique et environnemental du territoire repose sur une méthodologie de travail mixte mobilisant analyse bibliographique, analyse statistique et analyse qualitative.

2. Synthèse du diagnostic territorial, AFOM, Besoins et Potentiels de développement

Une synthèse du diagnostic complétée des analyses AFOM et des grilles Besoins et Potentiels de développement organisées par grande thématique sont proposées ci-après.

DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ATOUTS ET FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

| ATOUTS | FAIBLESSES |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un territoire très attractif, notamment auprès d'une population de jeunes retraités avec des revenus conséquents. Une forte valorisation du cadre de vie. ➤ Une armature territoriale équilibrée autour de deux pôles urbains et plusieurs pôles intermédiaires. Un équilibre urbain – rural à l'échelle du territoire qui offre des complémentarités. ➤ Des pôles bien dotés en équipements, commerces et services. ➤ Un réseau cyclable dense maillant largement le territoire. Une préoccupation sur les mobilités douces sur l'ensemble des intercommunalités. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une pression foncière importante liée à l'urbanisation (résidentiel/tourisme) et aux réglementations environnementales (espaces protégés). ➤ Forte tension sur le marché immobilier : des jeunes actifs et des familles contraintes par les prix. Des problématiques de logement pour les actifs permanents. ➤ Une population âgée et vieillissante, qui génère un déséquilibre entre actifs et inactifs. ➤ Une fragilisation de l'armature « historique » du territoire autour des pôles urbains de Rochefort et Royan. Déséquilibre entre les offres de services sur le territoire. Des secteurs en tension pour les équipements et les services de santé. ➤ Dépendance accrue à la mobilité entre des communes qui se « résidentialisent » et des pôles urbains qui ont conservé leur poids économique. Certaines centralités urbaines fragilisées. ➤ Une offre d'infrastructures cyclables essentiellement développée en faveur d'un usage touristique. ➤ Une fracture socio-territoriale : Des communes littorales composées de personnes seules ou de couples sans enfants dotés de revenus plutôt confortables ; un arrière-pays plus familial composé d'actifs dont la vie sociale est subordonnée à la mobilité. |
| OPPORTUNITES | MENACES |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un regain d'attractivité des villes moyennes et petites. ➤ Un potentiel de développement des activités présentes. ➤ Un potentiel de développement en Silver Economy : des activités Santé humaine et Action sociale en forte croissance. ➤ Marché du thermalisme et soins en expansion (Saujon, Rochefort). ➤ Un territoire traversé par plusieurs grandes véloroutes. ➤ Création d'un pôle de formation supérieur à Rochefort. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ La mise à mal des espaces naturels, agricoles et forestiers et des continuums écologiques. ➤ Un exode des jeunes après leur scolarité. ➤ Un marché de l'offre et de la demande foncière souvent régi par le prix du marché. ➤ Une affluence touristique estivale aggravant l'accès aux services de santé des habitants. ➤ Une accessibilité routière et ferroviaire indirecte depuis les grands pôles métropolitains. |

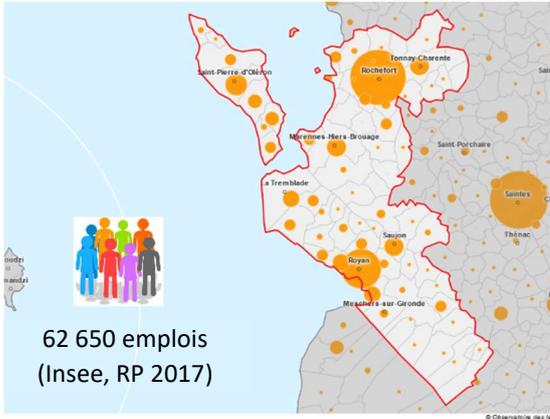
BESOINS ET POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT

| BESOINS | POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des équipements et des services de proximité de l'arrière-pays. Réflexion à porter en lien avec la question des mobilités. ➤ Une meilleure maîtrise du foncier. ➤ Des logements pour les actifs permanents : pour les familles, les jeunes, logement social, logement personnes isolées... ➤ Une ingénierie territoriale pour accompagner les projets du territoire ➤ Une approche nouvelle sur la question du vieillissement : implication en termes d'aides et de suivi ; question du maintien à domicile ; problématique pour trouver des professionnels formés. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des mobilités douces et collectives pour les résidents ➤ Une identité culturelle du territoire. |

DYNAMIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Une répartition homogène de l'emploi

Nombre d'emplois au lieu de travail, 2018 (emplois) - Source : Insee, RP 1075-2018



62 650 emplois
(Insee, RP 2017)

➤ **UNE DYNAMIQUE D'EMPLOI MODERÉE,
UN CHOMAGE STRUCTURELLEMENT PLUS ÉLEVÉ**

Des contrastes par intercommunalité

| EPCI | taux de croissance | | Situation relative du territoire | | |
|-----------------------------------------|--------------------|--------------|----------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------|
| | population | emploi | croissance population | croissance emploi | croissance emploi effective par rapport à l'attendu |
| CA Rochefort Océan | 0,69% | 1,08% | médiane | forte | supérieure |
| CA Royan Atlantique | 3,20% | -0,10% | forte | médiane | conforme |
| CC de l'île d'Oléron | 1,90% | 0,76% | médiane | forte | conforme |
| CC du Bassin de Marennes | 1,90% | -4,06% | médiane | faible | très inférieure |
| <i>Territoire de contractualisation</i> | <i>2,05%</i> | <i>0,19%</i> | | | |
| <i>Région Nouvelle-Aquitaine</i> | <i>2,58%</i> | <i>0,80%</i> | | | |
| <i>France métropolitaine</i> | <i>1,99%</i> | <i>0,21%</i> | | | |

| EPCI | Taux de chômage | | Situation relative du territoire | | | |
|------------------------------|-----------------|--------------|----------------------------------|----------------------|--------------------------------|------------------|
| | 2010-2014 | 2015-2019 | chômage initial | dynamique chômage | taux de croissance de l'emploi | dynamique emploi |
| CA Rochefort Océan | 15,8% | 16,6% | fort | conforme à l'attendu | 1,1% | forte |
| CA Royan Atlantique | 15,1% | 16,1% | fort | conforme à l'attendu | -0,1% | médiane |
| CC de l'île d'Oléron | 15,6% | 16,3% | fort | conforme à l'attendu | 0,8% | forte |
| CC du Bassin de Marennes | 15,5% | 16,1% | fort | conforme à l'attendu | -4,1% | faible |
| <i>Nouvelle-Aquitaine</i> | <i>12,3%</i> | <i>13,3%</i> | | | <i>0,8%</i> | |
| <i>France métropolitaine</i> | <i>12,8%</i> | <i>13,5%</i> | | | <i>0,2%</i> | |

➤ LES ACTIVITES ECONOMIQUES CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE

Agriculture – Aquaculture – Pêche

3 686 emplois

- ♦ La conchyliculture, filière d'excellence de Marennes-Oléron
- ♦ La pêche : professionnelle, artisanale et compétitive
- ♦ Elevage, Viticulture, Maraichage et Cultures céréalières

Fabrication de matériels de transport

1 696 emplois

- ♦ Construction aéronautique : Airbus Atlantique et de nombreux sous-traitants
- ♦ Filière nautique : un tissu de TPE-PME

Tourisme

3 671 emplois

(Hébergements et Restauration)

- ♦ Des stations balnéaires pour un tourisme de masse
- ♦ Une renommée nationale
- ♦ De nombreux hébergements collectifs et résidences secondaires

Activités présentiellees en croissance

- ♦ Commerce
- ♦ Santé humaine et action sociale

16 455 emplois

➤ ETABLISSEMENTS DE +200 SALARIES

| Principaux établissements | Tranche d'effectifs salariés | Activité principale | Commune |
|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------|
| AIRBUS ATLANTIC | 1 000 à 1 999 | Construction aéronautique et spatiale | Rochefort |
| CENTRE HOSPITALIER DE ROCHEFORT | 500 à 999 | Activités hospitalières | Rochefort |
| CENTRE HOSPITALIER ROYAN-ATLANTIQUE | 500 à 999 | Activités hospitalières | Vaux-sur-Mer |
| COMMUNE DE ROCHEFORT | 250 à 499 | Administration publique générale | Rochefort |
| COMMUNE DE ROYAN | 250 à 499 | Administration publique générale | Royan |
| SOCIETE DISTRIBUTION ROYANNAISE SA | 250 à 499 | Autres commerces de détail spécialisés divers | Royan |
| LEO LAGRANGE SUD OUEST | 250 à 499 | Accueil de jeunes enfants | Marennes-Hiers-Brouage |
| MALICHAUD ATLANTIQUE | 250 à 499 | Construction aéronautique et spatiale | Rochefort |
| AUNIS-DISTRIBUTION - DISTRIBUTION ROCHEFORTAISE - EN ABREGE AUDIS DISROCH | 250 à 499 | Hypermarchés | Rochefort |
| LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX | 250 à 499 | Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire | Rochefort |
| CA ROCHEFORT OCEAN | 200 à 249 | Administration publique générale | Rochefort |
| DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME | 200 à 249 | Action sociale sans hébergement | Rochefort |
| SAS BONNEMIE ILE O DIS | 200 à 249 | Commerce de gros non spécialisé | Saint-Pierre-d'Oléron |

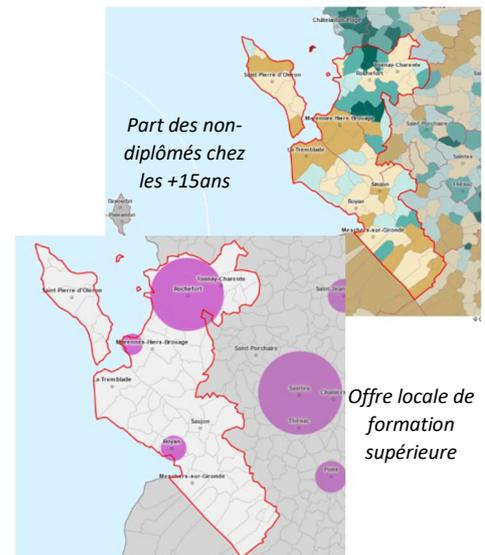
Source : Insee, SIRENE, janvier 2022, traitement NADEM

➤ UN TERRITOIRE, DES IDENTITES ECONOMIQUES



➤ UN DEFICIT DE FORMATION

Un faible niveau de formation et l'absence de formation du supérieur



Offre locale de formation supérieure

DYNAMIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES

ATOUTS ET FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

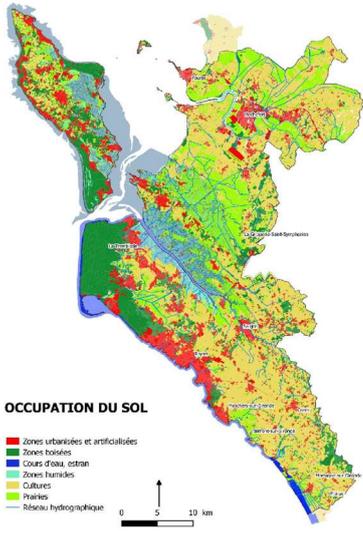
| ATOUTS | FAIBLESSES |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des spécialisations économiques fortes et bien identifiées (aéronautique, nautisme, pêche – conchyliculture, tourisme, commerce, santé-social). ➤ Une dynamique globale de l'emploi modérée. Une dynamique de l'emploi privée supérieure à celle observée en région et en France. ➤ Une filière touristique très développée favorisée par de nombreuses aménités, des sites réputés et un espace littoral très attractif. Une forte densité d'hébergement touristique. ➤ Forte dynamique des activités présentielle : commerce, santé humaine et action sociale. ➤ Une spécialisation dans les activités de conchyliculture et de pêche. Un territoire leader national dans l'ostréiculture. ➤ Un leader mondial du secteur de la construction aéronautique (Airbus Atlantique) et un réseau de sous-traitants locaux dynamiques. ➤ Un tissu dense de PME-PMI dans la filière nautique. Des démarches pour le développement et la valorisation de l'identité maritime. ➤ Une petite offre de formation existante dans les domaines de spécialisation du territoire (Lycée de la mer et du littoral notamment). ➤ Des inégalités moins prononcées, mais des différences spatiales. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des déséquilibres territoriaux : hausse de l'emploi à Rochefort Océan et Île d'Oléron, baisse à Royan Atlantique et Bassin de Marennes. ➤ Une recherche privée peu dynamique : prépondérance d'entreprises de petite taille peu portées sur l'innovation. ➤ Peu de filières exportatrices (ostréiculture, viticulture...). ➤ Des capacités d'implantation d'entreprises limitées (coût du foncier, faible offre immobilière...). ➤ Une économie peu diversifiée, fortement dépendante de l'activité présentielle, notamment touristique. ➤ Un secteur touristique trop dépendant de la haute-saison et du tourisme de masse. Une offre trop limitée au littoral et au balnéaire. ➤ Des emplois précaires et saisonniers (tourisme, ostréiculture...). Des problématiques de logement pour les saisonniers et les apprentis. ➤ Forte baisse de l'emploi dans la filière nautique. ➤ Un taux de chômage élevé et un plus faible niveau de qualification. ➤ Des difficultés d'insertion plus prononcées, notamment pour les jeunes. Part faible des diplômés du supérieur. ➤ Un manque de formations supérieures répondant aux besoins du territoire. Un faible niveau de qualification des demandeurs d'emploi |
| OPPORTUNITES | MENACES |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Volonté de développer les circuits courts. Un potentiel pour un dynamisme nouveau aux activités du secteur primaire ➤ Mise en place du programme territoire d'industrie ➤ Le bassin d'emploi voisin de La Rochelle arrive à saturation. Une attraction possible de Rochefort Océan. ➤ Le marché du thermalisme et du bien-être : une opportunité pour attirer une clientèle à l'année. ➤ Volonté collective pour développer un tourisme orienté nature (slow tourisme, itinérance, tourisme fluvial...). ➤ Des filières émergentes à identifier et soutenir (équino, chanvre...) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Fort impact de la crise sanitaire : des secteurs clés fortement touchés. ➤ Le maintien de milieux humides conditionne des activités économiques cruciales (cultures primaires, pastoralisme, tourisme) ➤ Une offre saisonnière développant des emplois précaires ➤ Une diminution des durées de séjours ➤ L'érosion du littoral ➤ Une concurrence mondiale faisant la part belle à l'agriculture intensive ➤ Tension sur le marché immobilier : des jeunes actifs et des familles contraintes par les prix de l'immobilier. |

BESOINS ET POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT

| Besoins | Potentiels de développement |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des formations pour accompagner les salariés et les entreprises. ➤ Valoriser l'innovation au sens large, y compris celle incrémentale des petites et moyennes entreprises. ➤ Soutenir des projets structurants et exemplaires pour monter en gamme. ➤ Des solutions d'accueil pour les travailleurs saisonniers (tourisme, aquaculture, agriculture, etc.) ➤ Des expérimentations pour lutter contre le chômage de longue durée (Vs des problématiques de recrutement dans certains secteurs). ➤ Adresser la question de la saisonnalité et de la précarité des emplois. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des compétences et des savoir-faire transversaux aux secteurs industriels du territoire (aéronautique, naval et nautisme). ➤ Valoriser les filières économiques émergentes ➤ Une offre touristique nouvelle et alternative pour répondre à une demande qui évolue (tourisme nature, slow tourisme, itinérance...) ➤ Le tourisme thermal et plus largement de l'économie du bien-être ➤ Une offre d'hébergement qualitative et adaptée : de taille plus modeste, dans des environnements qualitatifs... ➤ La valorisation des produits locaux et de la gastronomie locale : produits d'excellence (huîtres, moules, caviar, crevettes royales), produits halophiles (salicorne...), autres produits agricoles (élevage...) |

DYNAMIQUES ENVIRONNEMENTALES

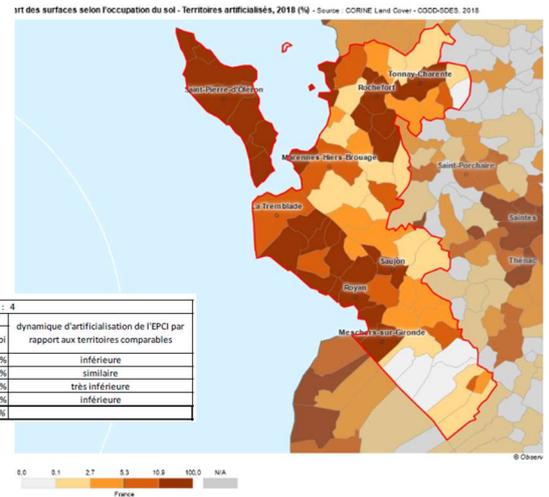
UN NIVEAU DEJA ELEVE D'ARTIFICIALISATION DES SOLS



10,3% de sols artificialisés sur le territoire (5,3% en France)

Une dynamique d'artificialisation ralentie

| EPCI | taux d'artificialisation 2009 | Taux de croissance annuel moyen 2008-2015 | | | | dynamique d'artificialisation de l'EPCI par rapport aux territoires comparables |
|---------------------------|-------------------------------|-------------------------------------------|------------|---------|--------|---------------------------------------------------------------------------------|
| | | surfaces urbanisées | population | ménages | emploi | |
| CA Rochefort Océan | 12,7% | 0,46% | 0,13% | 0,91% | -0,32% | inférieure |
| CC de l'île d'Oléron | 22,9% | 0,28% | 0,19% | 0,78% | -0,35% | similaire |
| CA Royan Atlantique | 12,8% | 0,55% | 0,94% | 1,39% | 0,33% | très inférieure |
| CC du Bassin de Marennes | 9,6% | 0,47% | 0,59% | 1,29% | 1,36% | inférieure |
| Région Nouvelle-Aquitaine | 7,4% | 0,80% | 0,57% | 1,01% | 0,13% | |



UN ESPACE LITTORAL, ESTUARIEN ET INSULAIRE REMARQUABLE MAIS FRAGILE

Des espaces naturels remarquables et nombreux

Les îles et presqu'îles

Îles d'Aix, d'Oléron, Madame

Les presqu'îles d'Arvert et de Fouras

Les terres hautes

Les lieux d'habitation et de cultures céréalières et viticoles

Les estuaires

La Gironde, la Charente et la Seudre

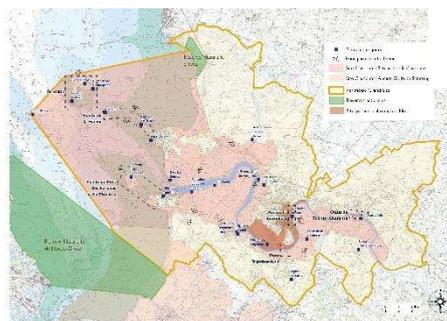
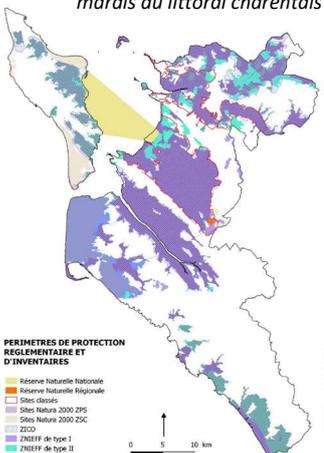
Les marais du littoral charentais

Marais de Brouage, de la Seudre, d'Oléron et de l'estuaire de la Gironde

Un paysage riche et atypique, fruit d'un travail d'appropriation des sociétés humaines à travers le temps

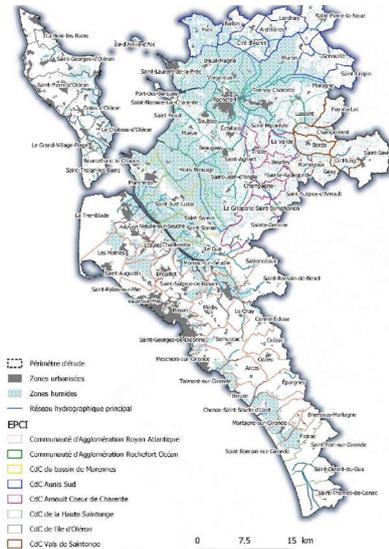
Des espaces protégés à fort intérêt écologique : des sites classés, sanctuaire de biodiversité, de préservation des habitats naturels et inscrit dans des continums

Projet de Parc naturel régional des marais du littoral charentais



Parc Naturel Marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis

Une réflexion collective interterritoriale pour la gestion des ressources patrimoniales



585 km² de périmètres d'intérêt écologique, soit 48 % du territoire

DYNAMIQUES ENVIRONNEMENTALES

ATOUTS ET FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

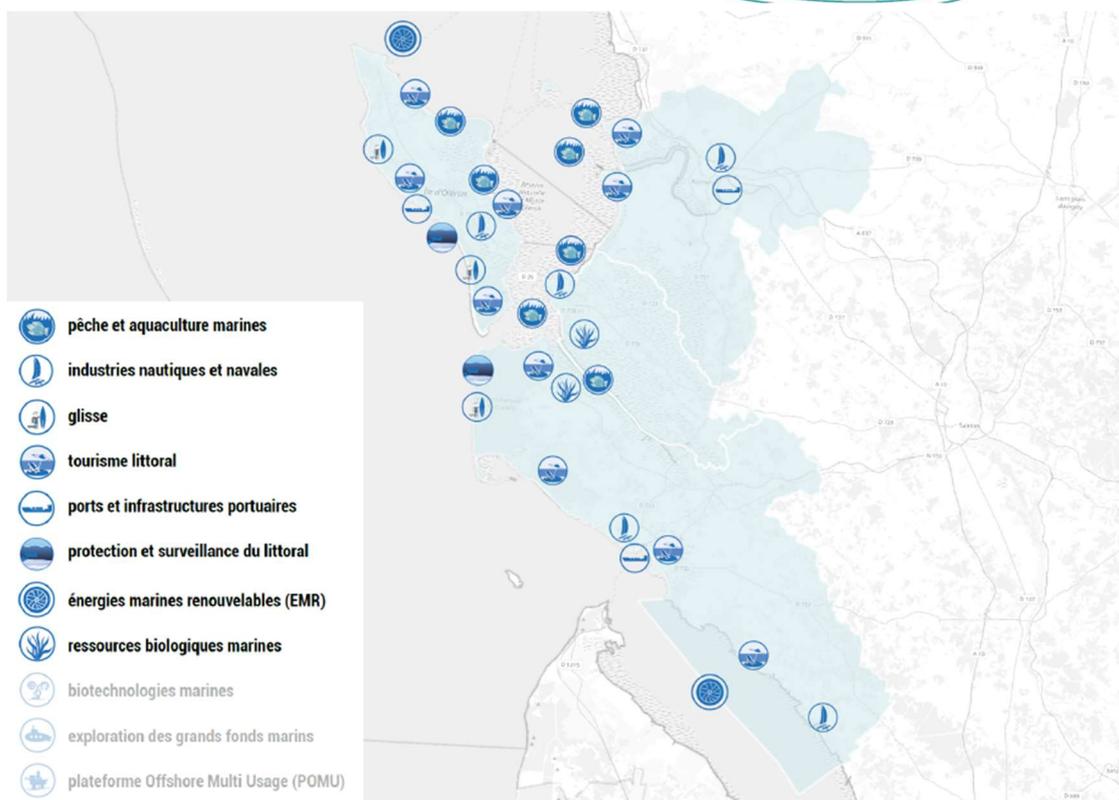
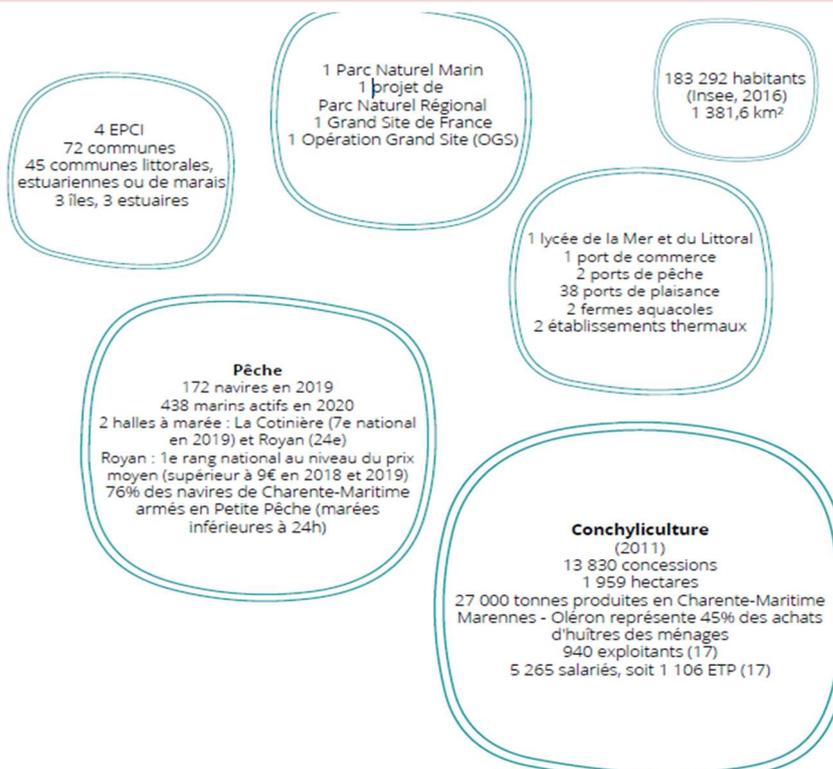
| ATOUTS | FAIBLESSES |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Grande richesse paysagère et biologique : marais, dunes, estrans, massifs forestiers. ➤ Des paysages contrastés et variés et de vastes espaces naturels remarquables et protégés ➤ D'importantes zones humides et de surfaces en eau : fleuve, estuaire et marais qui forgent l'identité du territoire. Des programmes pour leur protection et leur valorisation. Des réserves de biodiversité. ➤ Intégration dans des continuums écologiques suprarégionaux ➤ Présence du Parc Naturel Marin de l'Estuaire de la Gironde et de la mer des pertuis. ➤ Une dynamique territoriale pour le développement de filières de recyclages | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les taux d'artificialisation sont déjà très élevés et supérieurs au taux régional sur l'ensemble des EPCI du territoire ➤ Pressions multiples sur le territoire : démographique, touristique, foncière, infrastructures, renforcées par la régression de l'élevage. ➤ Une organisation autour des déchets et de l'économie circulaire à améliorer. ➤ Une faible autonomie énergétique. ➤ Un potentiel éolien sous exploité du fait des mesures de protection paysagères, environnementales et patrimoniales. ➤ Un bâti résidentiel et collectif assez vétuste et peu performant en matière énergétique ➤ Une filière EMR peu appropriée par le territoire. Une faible connaissance des services rendus par l'océan en matière d'énergie et climat |
| OPPORTUNITES | MENACES |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un projet de création d'un Parc Naturel Régional à l'échelle des Iles et Pertuis Charentais. ➤ La présence d'acteurs de sensibilisation sur le milieu littoral. ➤ Des dynamiques nouvelles lancées dans le cadre des Contrats territoriaux de relance et de transition énergétique (CRTE) et des Contrat de transition écologique (CTE) & référentiel économie circulaire ➤ Une volonté politique de développer l'économie circulaire. ➤ Un territoire à fort potentiel pour le développement des énergies renouvelables, notamment de la filière EMR (éolien, hydrogène, houle...) ➤ Des démarches locales porteuses de dynamiques et de projets : Grand Site de France Estuaire de la Charente et de l'Arsenal de Rochefort, OGS du marais de Brouage, démarche autour du marais de la Seudre. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Problématique de la qualité des eaux en raison de pollutions (nitrate, produits phytosanitaires) ➤ Impact du changement climatique ➤ La présence d'espèces exotiques envahissantes dans les zones humides (ragondins...) ➤ Des réglementations sur l'environnement pouvant être perçus comme des contraintes ➤ La fragilité du territoire face aux risques (inondations, submersion marine, élévation du niveau de la mer) et aux phénomènes météorologiques violents ➤ Une dégradation des milieux liée à une fréquentation touristique ou de loisirs excessives ➤ Un territoire vulnérable au regard des effets du changement climatique (risques naturels, canicules, sécheresses...) ➤ L'acceptabilité difficile des projets éoliens. |

BESOINS ET POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT

| BESOINS | POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Entretien et valorisation des zones humides ➤ Une meilleure organisation autour des déchets. ➤ Adopter une approche systémique des marais ➤ Maintien de l'élevage pour la préservation des marais ➤ Garantir la qualité des eaux, condition transversale des activités clés du territoire. ➤ Préservation des habitats et de la biodiversité dans les espaces naturels ➤ Maintenir l'harmonie des activités anthropiques avec leur environnement proche | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Economie circulaire ➤ Tendre vers une autonomie énergétique territoriale ➤ Les énergies renouvelables, notamment l'éolien et les Energies marines renouvelables (EMR). ➤ Valoriser les espaces naturels du territoire partie intégrante de l'identité du territoire |

CROISSANCE BLEUE

UNE PREDOMINANCE DES ACTIVITES PECHE ET AQUACULTURE MARINES



CROISSANCE BLEUE

ATOUTS ET FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

| ATOUTS | FAIBLESSES |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une variété de production dans les marais : conchyliculture, saliculture, pénéculture... ➤ Une filière aquaculture très ancrée, des acteurs socio-professionnels dynamiques et porteurs de nombreux projets ➤ L'ostréiculture : filière d'excellence du territoire. ➤ Les marais, espaces singuliers, territoires de projets ➤ Des démarches engagées pour le développement de la filière nautique ➤ Un tourisme littoral très développé, moteur de l'économie locale, favorisée par un patrimoine naturel d'exception. ➤ Présence de deux ports de pêche et d'un port de commerce, ainsi de nombreux ports de chenaux, mixant professionnels et plaisanciers ➤ Présence d'acteurs de sensibilisation sur le milieu littoral et protection des espaces naturels (ex. Parc Naturel Marin) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des emplois précaires et saisonniers. Le manque d'offres de formations locales liées aux métiers de la mer. ➤ Une filière pêche au faible ancrage territorial ➤ Une flotte vieillissante : un renouvellement difficile à cause des coûts et d'une réglementation trop stricte ➤ La valorisation et le traitement difficile des déchets marins. ➤ Le manque de connaissances des marais littoraux et du lien avec les activités économiques maritimes ➤ Des filières qui manquent de structuration : gestion des déchets, glisse... ➤ Le manque de valorisation des emplois conduisant à des difficultés de recrutement et de transmission ➤ La production de déchets plastiques liée aux activités, peu valorisables. ➤ La déconstruction et le recyclage des bateaux, une filière peu développée malgré les outils et solutions existantes |
| OPPORTUNITES | MENACES |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'émergence de nouvelles filières pour reconquérir des espaces parfois abandonnés : algues, sel, crevettes... ➤ Une forte politique de réduction des déchets et de leurs impacts sur le milieu marin. ➤ Un établissement de formations dédié aux métiers de la mer. ➤ Les nombreuses actions de sensibilisation en lien avec la mer (nautisme notamment) auprès des jeunes. ➤ La présence ou la proximité d'entreprises innovantes et de laboratoires de recherche (La Rochelle) ➤ Les marais comme territoires pouvant permettre l'émergence de nouvelles activités en compatibilité avec le milieu ➤ Un territoire à fort potentiel pour l'accueil de la filière surf ➤ Un renouveau du tourisme : thermalisme, itinérance, slow tourisme... ➤ Filière des énergies marines renouvelables. Le verdissement des ports | <ul style="list-style-type: none"> ➤ La pérennité de la filière aquacole face aux enjeux climatiques et la qualité de la ressource en eau ➤ Un territoire vulnérable face aux enjeux du changement climatique (submersion, montée des eaux, recul du trait de côte) et aux pollutions ➤ Le difficile redéveloppement économique de certains espaces de marais ➤ Des conflits d'usage entre les filières de l'économie bleue ➤ La sédimentation très importante des bassins portuaires ➤ Absence de stratégie globale sur l'évolution du trait de côte ➤ L'acceptabilité difficile des projets d'énergie marine renouvelable, notamment éoliens. |

BESOINS ET POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT

| BESOINS | POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Traiter la question de la qualité des eaux marines, préalables à l'ensemble des activités littorales ➤ Appréhender et anticiper les effets du changement climatique ➤ Valoriser l'ensemble des métiers de la mer et domaines d'activités pour les jeunes ➤ L'amélioration de la connaissance du risque submersion et de l'évolution du trait de côte ➤ Mesurer le poids économique local des filières croissance bleue | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des activités économiques nouvelles des marais (algues, hydrogène, crevettes, énergies marines, productions pharmaceutiques...) ➤ Valoriser les produits de la mer en développant les circuits courts ➤ Développer une filière, de réemploi, de recyclage et de valorisation des déchets marins ➤ Une structuration de la filière glisse ➤ Des stratégies de développement durable des ports ➤ Une offre touristique renouvelée |

SYNTHESE

ATOUTS ET FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

| Atouts | Faiblesses |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un territoire très attractif qui bénéficie d'un très bon cadre de vie. Forte attractivité résidentielle et touristique. ➤ Une qualité environnementale avec des paysages et des espaces naturels. Grande richesse paysagère et biologique : littoral, estuaires, marais, dunes, estrans, massifs forestiers. ➤ Des spécialisations économiques fortes et complémentaires (industrie, tourisme, activités présentielle, agriculture-pêche-aquaculture) ➤ L'ostréiculture, filière d'excellence ➤ Une filière touristique très développée favorisée par de nombreuses aménités, des sites réputés et un espace littoral très attractif. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Niveau de formation de la population assez faible. ➤ Le manque d'offres de formations locales, notamment du supérieur ➤ Fracture socio-territoriale liée à des tensions sur le marché immobilier : des jeunes actifs et des familles contraintes par les prix de l'immobilier. ➤ Problématique du logement pour les actifs permanents ➤ Forte saisonnalité et précarité des emplois (tourisme, ostréiculture...) ➤ Une économie peu diversifiée, forte dépendance aux activités présentielle, notamment touristique. |
| Opportunités | Menaces |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Energies renouvelables (éolien, EMR). ➤ Vieillesse de la population : des activités Santé humaine et Action sociale en forte croissance. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un territoire vulnérable face aux enjeux du changement climatique (submersion, montée des eaux, recul du trait de côte) ➤ Qualité des eaux ➤ Pressions multiples sur le territoire (démographique, touristique, foncière, infrastructures) renforcées par la régression de l'élevage. |

BESOINS ET POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT

| BESOINS | POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des équipements et des services de proximité dans l'arrière-pays. Réflexion à porter en lien avec la question des mobilités. ➤ Une meilleure maîtrise du foncier. Des logements pour les actifs permanents et les travailleurs saisonniers. ➤ Des formations pour accompagner les salariés et les entreprises. ➤ Valoriser l'innovation au sens large, incrémentale des PME-TPE ➤ Une approche systémique des marais et des zones naturelles. ➤ Garantir la qualité des eaux marines. ➤ Préserver les habitats et la biodiversité | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des mobilités douces pour les résidents ➤ Des compétences et des savoir-faire transversaux aux secteurs industriels du territoire ➤ Des filières économiques émergentes, dont l'économie circulaire ➤ Une offre touristique nouvelle et alternative. ➤ Des produits locaux et de la gastronomie locale ➤ Les énergies renouvelables |

3. Enjeux territoriaux

La définition des atouts, faiblesses, opportunités et menaces, d'une part, et des besoins et potentiels de développement, d'autre part, ont conduit à la définition de quatre grands enjeux territoriaux.

La réflexion sur les enjeux visait à répondre à la question *Que veut-on changer sur le territoire ?*



3.1. Enjeu 1 – Soutenir le renouveau et la résilience du tissu économique

Le territoire compte plusieurs secteurs clés qui portent la dynamique économique du territoire : industrie aéronautique, industrie nautique, pêche – aquaculture, tourisme, commerce, santé humaine et action sociale. Le tourisme, l'industrie aéronautique et les activités agricoles – aquacoles et pêche - , constituent les principaux moteurs du tissu économique local. La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a fortement impacté les deux premiers soulignant l'importance d'une stratégie de diversification et de résilience du tissu économique local. Le maintien de ces activités à court, moyen et long-terme requiert des approches nouvelles et nécessitent de repenser les modèles de développement.

Le tourisme exerce de fortes pressions sur le littoral et est concentré sur une frange littorale étroite. L'activité est aussi fortement saisonnière et orientée vers les populations extérieures au territoire. Si elle reste un atout majeur du territoire, l'offre touristique dite « de masse » interroge sur la durabilité du modèle, tant sur le plan environnemental qu'en matière d'aménagement.

Les activités agricoles, aquacoles et pêche sont soumises à des contraintes (notamment environnementales) qui amènent à repenser certains modèles (diversification des marais par exemple). La question alimentaire est devenue une préoccupation centrale avec une réflexion portée sur l'ensemble des chaînes de valeur et d'approvisionnement. Le modèle économique agricole requiert une reprise en main par les acteurs locaux afin d'accompagner la nécessaire transition agricole et tisser des liens plus étroits entre lieux de production et lieux de consommation.

Enfin, des secteurs, plus modestes aujourd'hui, nouveaux parfois, font l'objet d'une attention particulière : la diversification des productions dans les marais, des activités nouvelles en soutien de la diversification de l'offre touristique vers un tourisme orientée nature, une réflexion sur les activités de bien-être (autour du thermalisme par exemple), des filières nouvelles (filière équine par exemple). Le soutien aux filières d'excellence et aux filières d'avenir du territoire constitue un enjeu fort pour le maintien et le développement de l'emploi sur le territoire. Il pose la question du soutien et de la diversification du tissu économique local dans un objectif de résilience et de développement d'activités pensées au service des populations présentes. L'identification et l'accompagnement des démarches innovantes sur le territoire, qui passent trop souvent sous les radars des mesures traditionnelles de développement économique, constituent des enjeux sous-jacents.

Ce premier enjeu a été structuré autour de 3 sous-enjeux afin de favoriser les échanges lors des ateliers participatifs sur le territoire :

- *Développer un tourisme durable / slow tourisme*

- *Soutenir les filières émergentes et à fort potentiel*
- *Développer des réseaux de circuits courts du producteur au consommateur*

3.2. Enjeu 2 - Répondre aux besoins des populations présentes et nouvelles

Le territoire est fortement attractif, notamment auprès d'une population de jeunes retraités recherchant un cadre de vie agréable. Cette pression démographique est un atout. Toutefois, elle génère des problématiques nouvelles, accrues par ailleurs depuis la crise sanitaire, en matière d'accès au logement notamment. La forte attractivité (résidentielle et touristique) interroge les besoins des populations nouvelles et présentes sur le territoire et leurs conditions d'accueil.

Tout d'abord, le maillage du territoire constitue un enjeu de premier ordre : i) le développement d'une ruralité active, dynamique et de proximité ; ii) le maintien de centres urbains structurants ; iii) l'attractivité et le rayonnement des pôles intermédiaires (Saujon, Marennes-Hiers-Brouage, La Tremblade, Tonnay-Charente, etc.).

Par ailleurs, le maintien des actifs et d'un tissu familial sur l'ensemble du territoire constitue un enjeu fort du territoire enclin, d'une part, à un déséquilibre important entre actifs et inactifs et, d'autre part, à une réelle fracture socio-territoriale entre la frange littorale et l'arrière-pays.

Enfin, la dynamique des centres-villes et des centres-bourgs, la présence d'équipements structurants, l'accès aux services, notamment à des services de santé de proximité, la question des mobilités, y inclus les infrastructures cyclables pour les déplacements du quotidien, l'offre culturelle, constituent autant d'enjeux cruciaux pour une approche systémique en matière d'aménagement du territoire.

Cet enjeu a été structuré autour de 3 sous-enjeux afin de favoriser les échanges lors des ateliers participatifs sur le territoire :

- *Équiper les territoires et améliorer l'accès aux services des populations*
- *Reconquérir le foncier et l'habitat*
- *Favoriser les mobilités douces du quotidien*

3.3. Enjeu 3 – Favoriser la symbiose des activités anthropiques dans leur environnement

Le territoire possède pour caractéristique forte d'avoir une grande diversité paysagère qui fait l'objet d'une attention particulière et de protections via différents programmes. L'espace littoral est cependant soumis à de fortes pressions. Le territoire est également l'un des premiers impactés par le changement climatique avec la problématique de la montée des eaux et la répétition de phénomènes naturels extrêmes. Enfin, les réglementations en vigueur sur le patrimoine bâti et architectural constituent des freins, voire des blocages, pour l'intégration de sources d'énergies renouvelables sur une grande partie du territoire.

Maintenir un écosystème viable et durable, notamment dans les marais, trait d'union entre les quatre intercommunalités, constitue un enjeu fort pour la préservation de la biodiversité et des habitats, la qualité des eaux et, plus largement, l'harmonie des activités humaines dans leur environnement proche : les activités agricoles en premier lieu, mais aussi les activités touristiques, culturelles, etc. La prise en compte des relations et des interdépendances entre les êtres vivants et le milieu dans lequel

ils vivent constitue un enjeu pour favoriser la conservation et l'utilisation durable et soutenable des ressources naturelles.

Enfin, l'amélioration des pratiques de déplacement et d'habitat pour tendre vers une forte réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment dans l'environnement urbain, constitue un enjeu fort pour le territoire.

Cet enjeu a été structuré autour de 3 sous-enjeux pendant les échanges lors des ateliers participatifs sur le territoire.

- *Préserver et valoriser les marais*
- *Protéger la biodiversité et les habitats naturels*
- *Inscrire le territoire dans une démarche de transition énergétique et de réduction des GES*

3.4. Enjeu 4 – Préserver le capital maritime et littoral en faveur des filières de la pêche et de l'aquaculture

Les filières « pêche et aquaculture » constituent des secteurs d'activité clés sur le territoire. La conchyliculture, et plus spécifiquement l'ostréiculture, forme une filière d'excellence bénéficiant d'une reconnaissance nationale et internationale. Au-delà des enjeux spécifiques à l'organisation de la filière, le territoire fait face à des enjeux nombreux impactant directement ces deux grandes filières locales. La question de la qualité des eaux, préalable à la qualité des productions locales, la prévention des risques, la gestion des marais, etc. sont autant d'enjeux territoriaux ayant un impact direct sur les filières « pêche et aquaculture ».

La création d'une dynamique collective et partenariale intégrant l'ensemble des acteurs regroupés sous le vocable de l'économie bleue durable constituent des enjeux forts pour l'avenir de ces activités sur le territoire. La mise en réseau et la coordination des acteurs de l'ensemble des filières appartenant à l'économie bleue durable forment des enjeux majeurs pour une meilleure compréhension des attentes et des besoins de chacun et une meilleure capacité d'action collective au bénéfice de l'ensemble du territoire. Le soutien à une dynamique coopérative parmi des acteurs partageant une ressource identique (la mer et le littoral) mais pouvant être sujets à des conflits d'usage forme une condition pour la définition et la mise en œuvre d'actions communes permettant de dépasser les « frontières » des pratiques sectorielles.

Cette logique partenariale devra permettre de participer communément à l'atteinte des objectifs de l'Union Européenne en matière de prévention de l'environnement et de lutte contre le changement climatique.

Cet enjeu a été structuré autour de 2 sous-enjeux pendant les échanges lors des ateliers participatifs sur le territoire.

- *Maintenir une bonne qualité économique des filières Pêche & Aquaculture*
- *Maintenir une bonne qualité environnementale*

IV. Description de la stratégie et de ses objectifs

La stratégie territoriale interfonds a été construite à une échelle territoriale nouvelle, en synergie avec les acteurs du territoire. Elle s'inscrit en cohérence avec les stratégies régionales déjà déployées pour le développement économique et l'innovation (le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation SRDEII et le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation SRESRI), pour un aménagement durable et équilibré du territoire (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires SRADDET), et pour l'accompagnement de la transition globale face au changement climatique (NEOTERRA). Sa construction partenariale contribue à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'Union européenne pour la période 2021-2027 et à ceux des objectifs de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

La stratégie territoriale présentée ci-après est déclinée en 4 objectifs prioritaires comprenant eux-mêmes plusieurs sous-objectifs. Ceux-ci trouvent un écho par la suite dans les fiches-actions détaillées et présentées en section 5° du dossier de candidature.

La proposition actuelle permet de cibler les thématiques soutenues par le territoire dans le cadre du volet territorial. Elle est le fruit du travail conduit pendant la phase préparatoire de la stratégie dans le cadre de la démarche ascendante mobilisant les acteurs locaux. Elle offre un cadre et une organisation pertinente et spécifique au volet territorial répondant aux besoins, potentiels de développement et enjeux transversaux identifiés précédemment.

Au besoin, après évaluation par les services régionaux, certaines fiches-actions pourront être fusionnées ou réorganisées.



1. Objectif stratégique 1 : Stimuler les pratiques humaines durables en préservant et en valorisant le patrimoine territorial

Dans le cadre du programme territorial interfonds, le territoire se donne pour objectif de modifier les pratiques humaines pour tendre vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement, des paysages caractéristiques et du patrimoine territorial.

➤ 1.1. Accompagner la mutation de l'économie touristique

Le territoire ambitionne de rééquilibrer son positionnement touristique en sortant du tout balnéaire et en développant une offre touristique plus qualitative, plus durable et respectueuse du patrimoine local :

- Développer une offre touristique plus qualitative, plus durable, plus inclusive et accompagnant sa sortie de la dépendance saisonnière ;
- Moderniser et adapter les infrastructures et les équipements touristiques pour des pratiques plus vertueuses ;
- Accompagner l'emploi touristique ;

- Diversifier l'offre d'hébergements touristiques pour une offre plus qualitative et durable ;
 - Accompagner le développement par une communication numérique adéquate ;
 - Mettre en réseau les acteurs et soutenir les démarches partenariales.
- **1.2. Adopter une approche écosystémique autour des paysages et du patrimoine naturel du territoire**

L'objectif est ici de valoriser une approche transversale sur le territoire en adoptant une entrée par les paysages caractéristiques du territoire : les marais en premier lieu, les estuaires, les dunes, les forêts, les estrans... L'ambition sous-jacente est de faire de la préservation et de la valorisation du patrimoine naturel et de la qualité des paysages un atout pour le développement local :

- Valoriser, restaurer et protéger les espaces sensibles et la biodiversité ;
 - Développer et mettre en œuvre des stratégies transversales autour des marais et autres paysages caractéristiques du territoire ;
 - Préserver la qualité environnementale et les fonctions écosystémiques du territoire ;
 - Sensibiliser aux ressources et aux richesses naturelles du territoire.
- **1.3. Préserver et promouvoir le patrimoine bâti et architectural**

La valorisation de l'identité architecturale locale constitue un objectif transversal, tant en matière paysagère, touristique et de qualité de vie. Par ailleurs, le territoire souhaite travailler sur la problématique des énergies renouvelables sur le patrimoine bâti et architectural en liant préservation de ce patrimoine et promotion des énergies renouvelables :

- Accompagner le développement soutenable des principaux sites patrimoniaux bâtis ;
- Rechercher des solutions pour concilier la préservation du patrimoine bâti et architectural tel que défini dans les réglementations en vigueur et l'intégration des énergies renouvelables sur les bâtiments ;
- Mieux faire connaître le patrimoine maritime et littoral ;
- Définir des seuils de fréquentation en lien avec un développement soutenable pour le territoire.

2. Objectif stratégique 2 : Renforcer l'attractivité et les aménités du territoire pour ses habitants

Dans le cadre du programme territorial interfonds, le territoire se donne pour objectif de développer une ruralité active et de permettre aux centralités de jouer leur rôle, de retrouver une maîtrise du foncier et de la politique de l'habitat, d'équiper tous les territoires, d'améliorer l'accès aux services pour tous les habitants et d'offrir aux populations présentes une offre de santé répondant à leurs besoins et des solutions pérennes en matière d'accès aux soins. Le programme interfonds propose de cibler son intervention autour de deux objectifs (cf. ci-dessous les parties 2.1 et 2.2).

➤ 2.1. Équiper les territoires et améliorer l'accès aux services des populations

Le territoire ambitionne d'améliorer et d'harmoniser le niveau des équipements et l'offre de service disponible sur le territoire en accompagnant les collectivités, en favorisant les mobilités et en soutenant une offre culturelle stimulant la vie locale pour l'ensemble des habitants :

- "Ré-enchanter" les centres-bourgs et les centres-villes. Accompagner l'élaboration et l'animation de stratégies globales de dynamisation des centres. Aider les pôles urbains à jouer leur rôle de centralité ;
 - Travailler l'attractivité des territoires en équipant et en accompagnant le développement de services pour les populations présentes ;
 - Développer des équipements et des services de proximité ;
 - Favoriser le maintien du commerce de proximité ;
 - Promouvoir une offre culturelle, artistique, sportive et de divertissement pensée pour les résidents permanents, à l'année et pour tous les publics ;
 - Garantir l'accès à la santé et aux soins.
- **2.2. Garantir l'accès de tous à un habitat approprié et favoriser les modes de déplacement durables**

Le territoire ambitionne de retrouver une certaine maîtrise de l'offre de logement disponible sur le territoire pour permettre un meilleur équilibre territorial et favoriser le parcours résidentiel des habitants, ainsi que de favoriser les mobilités du quotidien alternatives à l'usage de la voiture individuelle. Il vise le développement d'habitats et de mobilités plus économes en énergie et permettant d'atteindre les objectifs en matière de réduction de gaz à effet de serre :

- Proposer une offre de logement pour les résidents permanents, y compris des dispositifs pour personnes isolées, les jeunes et les personnes âgées ;
- Faciliter l'accès au logement des résidents permanents, notamment des familles et des jeunes actifs. Repenser la trajectoire résidentielle des habitants ;
- Répondre aux besoins de logements de publics spécifiques (saisonniers, étudiants, jeunes actifs, seniors, personnes handicapées, etc.) ;
- Rationaliser les maillages et les réseaux de transport pour les populations les plus éloignées ;
- Développer l'intermodalité et les services associés et améliorer la coordination des offres de transport ;
- Équiper et stimuler les usages des mobilités alternatives ;
- Expérimenter et faciliter les nouvelles formes de mobilités durables, notamment les déplacements doux (vélo...).

3. Objectif Stratégique 3 : Accompagner le renouveau et la résilience du tissu économique au service des transitions sociales, sociétales et environnementales

Dans le cadre du programme territorial interfonds, le territoire se donne pour objectif de soutenir et d'accompagner la diversification du tissu économique local dans un objectif de résilience et de développement de produits et de services pour les populations présentes. L'accent est mis sur les filières économiques territorialisées permettant de créer de la valeur ajoutée localement.

➤ **3.1. Soutenir l'innovation et le développement des filières émergentes et à fort potentiel**

Le territoire ambitionne de soutenir et faire émerger des filières d'excellence nouvelles en s'appuyant sur les ressources et les forces vives du territoire et en valorisant un développement économique endogène pour :

- Impulser l'émergence et la structuration de filières territorialisées à fort potentiel ;
- Développer l'attractivité du territoire dans une logique de renforcement et de diversification des filières.

➤ **3.2. Relocaliser l'agriculture, favoriser l'alimentation durable et organiser les filières courtes**

Le territoire ambitionne de structurer une offre agricole et de produits alimentaires pensée au service des habitants du territoire, résidents permanents et saisonniers. Plus spécifiquement, il vise à renforcer des liens plus étroits entre production et consommation locale :

- Construire et déployer les projets alimentaires territoriaux (PAT) ;
- Favoriser une alimentation saine, sûre, de qualité et locale ;
- Préserver les modes de commercialisation, en soutenant l'investissement matériel ou immatériel nécessaire à la transformation, à la logistique et aux stockages ;
- Organiser et renforcer les circuits courts ;
- Valoriser l'alimentation et la gastronomie locale ;
- Organiser les filières, mobiliser les agriculteurs et penser le modèle économique ;
- Professionnaliser les filières ;
- Accompagner la transition écologique des exploitations agricoles ;
- Sécuriser le foncier agricole dans les marais.

➤ **3.3. Dynamiser une filière territorialisée d'économie circulaire – du déchet à la ressource**

Le territoire ambitionne de structurer et d'intégrer de nouvelles pratiques à l'échelle du territoire en tissant des liens plus directs entre la production et la consommation locale, en soutenant la diversification des productions et en travaillant sur leur complémentarité :

- Accompagner la réflexion des filières existantes pour faire des déchets ou de la biomasse des ressources nouvelles génératrices de valeur-ajoutée ;
- Soutenir les stratégies de réduction et de valorisation des déchets ;
- Favoriser la réduction et la valorisation des déchets ;
- Soutenir les actions en faveur l'économie circulaire.

4. Objectif Stratégique 4 : Une transition bleue en faveur de la pêche et de l'aquaculture pour la préservation d'un territoire maritime et littoral situé entre estuaires et marais

Le territoire ambitionne d'accompagner le développement d'une transition écologique, inclusive et respectueuse de l'environnement, parmi l'ensemble des filières de l'économie bleue au service des filières pêche et aquaculture. Il vise à diminuer l'empreinte environnementale des filières bleues tout en maintenant leurs dynamiques économiques et à valoriser l'identité maritime du territoire.

➤ **4.1. Préserver une bonne dynamique économique des filières pêche et aquaculture**

Le territoire vise à conforter les dynamiques économiques des filières tout en développant de nouvelles perspectives (nouvelles productions, diversification et nouveaux modèles économiques)

➤ **Dynamiser une filière d'économie circulaire - du déchet à la ressource**

Le territoire vise à modifier les pratiques en matière de gestion des déchets, notamment pour tendre vers un affranchissement des déchets plastiques. Les changements visent des pratiques de tri mieux encadrées pour utiliser moins de plastique et valoriser des filières nouvelles de réemploi, de réparation et de recyclage :

- Encourager la mise en place des filières de réparation, collecte, traitement et valorisation des déchets produits et existants ;
- Développer de nouveaux matériaux et soutenir l'éco-conception ;
- Limiter la production des déchets, accompagner de nouvelles pratiques et sensibiliser les acteurs.

➤ **Accompagner durablement les productions : valoriser l'identité maritime du territoire**

Le territoire ambitionne de stimuler et d'accompagner les productions, actuelles et nouvelles, du territoire en valorisant les produits, en encourageant la diversification et en accompagnant les besoins des professionnels. L'accompagnement des démarches innovantes sera recherché (produits, procédés, commercialisation, organisations) :

- Ancrer la culture maritime et diffuser les informations sur les métiers maritimes ;
- Valoriser, améliorer la connaissance des produits et la culture gastronomique du territoire, les circuits courts et les démarches labellisées ;
- Accompagner des productions nouvelles.

➤ **4.2. Maintenir une bonne qualité environnementale des filières pêche et aquaculture**

Le territoire vise à préserver une bonne qualité environnementale, support de production des filières pêche et aquaculture tout en anticipant les futurs défis climatiques.

➤ **Accroître la résilience et l'adaptation des filières face aux effets du changement climatique**

Le territoire vise à modifier les pratiques et à accroître la sensibilisation des acteurs aux effets du changement climatique. Il vise à identifier des voies d'amélioration et à développer des pratiques aux impacts positifs. Au-delà, l'objectif est une meilleure adéquation des pratiques anthropiques aux équilibres écosystémiques :

- Impulser des actions en faveur d'une transition énergétique pour tendre vers une sobriété énergétique ;
- Préserver les milieux littoraux, champions de la séquestration du carbone, et mieux comprendre les effets du changement climatique ;
- Restaurer les habitats et préserver la biodiversité pour maintenir les services écosystémiques.

- **Maintenir une bonne qualité des eaux, dénominateur commun de toutes les activités littorales**

Le territoire a pour objectif de maintenir et d'améliorer la qualité des eaux qui constituent un vecteur commun à toutes les filières de l'économie bleue durable.

- Limiter les apports de polluants dans le milieu ;
- Communiquer, labelliser et certifier pour la mise en place de pratiques durables.

5. Objectif Stratégique 5 : Coopérer pour un développement économique, social et environnemental qui valorise les complémentarités entre les territoires

Dans le cadre du programme territorial interfonds, le territoire se donne pour objectif de soutenir le développement et l'amorçage de coopérations avec d'autres territoires localisés en région Nouvelle-Aquitaine, en France, en Europe et hors Union Européenne afin d'améliorer les stratégies locales et la mise en œuvre opérationnelle du plan d'actions. Il est plus spécifiquement attendu ici une meilleure compréhension des enjeux locaux et des solutions possibles à mettre en œuvre localement à travers l'échange de bonnes pratiques et d'expériences sur des initiatives conduites sur d'autres territoires et portant intérêt pour le territoire, ainsi que par le développement conjoint de stratégies et la mise en œuvre conjointe d'actions visant à répondre à des problématiques communes et à stimuler les complémentarités entre les territoires. L'expérimentation sera encouragée.

- **5.1. Coopérer pour soutenir des pratiques humaines durables, préserver le patrimoine et renforcer l'attractivité et les aménités du territoire**

L'ambition est d'encourager des pratiques coopératives autour des thématiques du tourisme durable, du patrimoine naturel, de la préservation de l'environnement et de la valorisation du patrimoine bâti :

- Stimuler des pratiques humaines durables en préservant et en valorisant le patrimoine territorial ;
- Renforcer l'attractivité et les aménités du territoire pour ses habitants.

- **5.2. Coopérer pour soutenir le développement de filières économiques territorialisées**

L'ambition est d'encourager des pratiques coopératives autour de la résilience du tissu économique et l'émergence de filières économiques territorialisées :

- Favoriser la diversification du tissu économique local ;
- Soutenir les filières économiques émergentes et à fort potentiel ;
- Agir pour l'économie circulaire ;
- Promouvoir une agriculture locale et une alimentation durable.

- **5.3. Coopérer pour accompagner une transition bleue en faveur des filières de la pêche et de l'aquaculture**

L'ambition est d'encourager des pratiques coopératives autour de la transition bleue en faveur des filières de la pêche et de l'aquaculture :

- Dynamiser une filière d'économie circulaire ;
- Favoriser la transition énergétique des filières de l'économie bleue ;

- Diversifier les productions locales et valoriser l'identité maritime du territoire ;
- Encourager une répartition spatiale des activités adaptée aux capacités du territoire ;
- Contribuer au bon développement du marais ;
- Accroître la résilience et l'adaptation des filières aux effets du changement climatique.

➤ **5.4. Un axe de coopération transversal : la francophonie, levier de développement local**

Le territoire souhaite mobiliser la francophonie comme levier de développement local pour favoriser un gain d'expérience chez les participants, qu'il s'agisse des élus, des agents de la collectivité ou des habitants du territoire, notamment les jeunes :

- S'appuyer sur l'histoire (territoire de pionniers) pour envisager un futur positif et ambitieux ;
- Donner un rayonnement national et international à notre territoire (visites diplomatiques, place au sein d'un réseau, attractivité) ;
- Offrir des opportunités à l'international aux habitants et aux entreprises ;
- Mobiliser les élus, les partenaires, les équipes autour de projets originaux (aller ailleurs pour réfléchir ensemble).

6. Objectif Stratégique 6 : Animer la stratégie territoriale interfonds localement et assurer une gestion efficace et harmonieuse dans le respect des règles régionales et européennes

L'ambition du territoire est de faire émerger des projets qualitatifs, innovants et inspirants permettant d'atteindre les objectifs définis dans la stratégie territoriale interfonds :

- Faire vivre le programme territorial interfonds ;
- Accompagner les porteurs de projets de l'idée de projet à la clôture administrative du dossier ;
- Répondre à l'ensemble des exigences et contraintes réglementaires en matière d'audit et d'évaluation ;
- Apporter un soutien aux instances de décisions ;
- Permettre des relations verticales de qualité avec l'Autorité de gestion et entretenir des relations partenariales coopératives localement.

V. Présentation du plan d'actions

Le plan d'actions présenté ci-après propose une lecture à la fois détaillée et inclusive. Des précisions nombreuses ont été apportées afin de cadrer au mieux les attentes du territoire pour les futurs porteurs de projets.

Le plan d'actions intègre ainsi des références aux cadres stratégiques territoriaux, régionaux et européens : le lien avec les objectifs stratégiques de la présente stratégie territoriale interfonds, les lignes de partage avec les autres dispositifs européens, la cohérence avec les typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé et la contribution aux 11 objectifs de la feuille de route NEO TERRA. Il détaille les types d'actions soutenues en apportant, le cas échéant, des précisions et en définissant des zones d'exclusions éventuelles. Il liste le type de dépenses éligibles, les bénéficiaires potentiellement visés, les indicateurs de suivi et les cofinancements mobilisables.

Aussi détaillé soit-il, le plan d'actions décrit ci-après a également adopté une approche inclusive afin de laisser l'opportunité aux futurs membres du GAL d'apporter des éléments de cadrage plus précis en cohérence avec les enjeux du territoire. Ainsi, d'ici le conventionnement avec la Région Nouvelle-Aquitaine, puis lors du lancement du programme, différents mécanismes permettront de préciser le contenu des fiches-actions :

- La réflexion sur les critères de sélection permettra de préciser les attentes au-delà des caractéristiques essentielles en matière de cohérence avec la stratégie territoriale interfonds, d'innovation et de durabilité des opérations.
- Le territoire se donne également la possibilité de recourir à des appels à projets pour préciser encore plus la typologie d'actions soutenues, le type de bénéficiaires, ou tout autre élément utile à la bonne mise en œuvre de la stratégie territoriale interfonds. L'utilisation d'appels à projets offre plusieurs avantages : i) une égalité de traitement des porteurs de projets pour éviter que les premiers arrivés ne consomment toute l'enveloppe disponible au détriment d'autres porteurs de projets qui auraient besoin de plus de temps pour que leur projet arrive à maturité ; ii) la possibilité pour le programme de mettre en avant une thématique en mettant en œuvre une communication spécifique lors de l'appel à projets ; iii) la possibilité de caractériser de manière précise les attentes du programme sur un élément bien spécifique.
- La mise en place de seuils planchers et/ou plafonds, en sus de ceux définis réglementairement, permettra de cadrer les sommes allouées aux futurs bénéficiaires. Les taux d'intervention pourront également être précisés.



Fiche-action n°1.1 - Une offre touristique qualitative et durable

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 1. Stimuler des pratiques humaines durables en préservant et en valorisant le patrimoine territorial | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | FEDER | 750 000 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : Le territoire ambitionne de rééquilibrer son positionnement touristique en faveur d'une offre plus qualitative et plus durable, pensée comme une offre de loisirs plus complète et diversifiée et surtout moins dépendante d'un tourisme de masse très saisonnier. ➤ Objectifs opérationnels : Les actions soutenues visent à renforcer l'émergence et la structuration de nouveaux modèles de développement touristique, à réduire les inégalités territoriales et à prendre soin des ressources naturelles. ➤ Effets territoriaux : Au contraire d'une offre touristique concentrée sur le balnéaire, le programme territorial interfonds propose de soutenir toutes les initiatives permettant de développer une offre touristique plus durable, accessible et respectueuse de son environnement immédiat. Cette offre vise de manière égale l'ensemble du territoire (le littoral qui reste l'atout d'attractivité premier du territoire, les zones rurales et les zones urbaines). ➤ Les effets attendus concernent le développement d'offres touristiques nouvelles reposant sur les atouts du territoire, l'accompagnement des initiatives portées par les acteurs locaux et l'aménagement de sites afin d'accompagner l'évolution qualitative de l'offre touristique. ➤ La plus-value du DLAL repose sur la capacité du programme à soutenir des projets dans une approche ascendante venant d'acteurs locaux et contribuant à l'objectif global de diversification de l'offre touristique locale. Le DLAL permet l'émergence de projets nouveaux, qui reposent sur la créativité des acteurs du territoire, et n'est pas dicté par une stratégie locale descendante reposant sur un modèle écrit de développement touristique. Le développement d'une offre alternative repose sur le foisonnement d'idées nouvelles provenant des acteurs locaux et valorisant les ressources territoriales. | |
| <p>Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues s'inscrivent en cohérence avec la typologie d'actions soutenues sous l'OS5 du FEDER : <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie renforcée, y inclus ingénierie généraliste pour l'animation d'une stratégie locale et interterritoriale ; ingénierie de projet thématique, permettant notamment de mutualiser et assurer un maillage des expertises interterritoriales ; ingénierie d'amorçage de projets ; ingénierie de mise en réseau ou de coopération thématique et interterritoriale. - Actions favorisant les dynamiques d'innovation et de reconversion territoriale : actions, aménagements, équipements touristiques durables, y compris la dynamisation de stations touristiques existantes ; actions et investissements valorisant les territoires et leur environnement ; aménagement des itinéraires touristiques fluviaux ; actions de valorisation touristique de sites emblématiques ou potentiels. | |
| <p>Types d'actions soutenues</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues concernent : <ul style="list-style-type: none"> - L'adaptation, la diversification et la montée en gamme de l'hébergement touristique et de la restauration ; | |

- La valorisation de la gastronomie locale ;
- L'initiation à de nouveaux usages (activités thermo-ludiques et sportives) ;
- L'encouragement de pratiques actives (cyclo, pédestre, équestre, nautique, culturelles et artistiques...), complémentaires au balnéaire, "slow tourisme", etc. ;
- L'orientation de l'offre pour les publics locaux ou proches pour allonger la saisonnalité ;
- La mise en réseau des acteurs, leur professionnalisation et le soutien à des démarches partenariales afin d'améliorer la gouvernance locale sur cette problématique ;
- L'encouragement à des modes de déplacements doux et aux circuits d'itinérance en favorisant le décroisement des publics cibles (touristes/habitants).

➤ **Précisions et zones d'exclusion :**

- **Sur l'hébergement touristique :** le volet territorial n'a pas vocation à soutenir massivement la création, l'aménagement et l'équipement d'hébergements touristiques privés. Des opérations précises, ciblées et ayant fait l'objet d'un accompagnement en amont par les autorités du programme pourront être soutenues dans ce cadre. Ces projets devront démontrer leur excellence en matière environnementale (selon des critères à préciser ultérieurement), leur capacité à accompagner un tourisme durable en dehors du tout-balnéaire et leur potentiel d'exemplarité pour des projets similaires (tant sur le plan économique qu'environnemental).
- **Sur les mobilités douces à vocation touristique :** le volet territorial n'a pas vocation à financer des infrastructures et des investissements touristiques de grande ampleur. A ce titre, la création de grands itinéraires cyclables, type véloroute / voie verte, sera exclue. Des actions pourront être soutenues à la marge dans le cadre de projets plus englobants et répondant directement aux objectifs de la présente fiche-action en matière de tourisme durable.

➤ **Exemples de projets (liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples) :**

- Offre touristique autour de l'agrotourisme (ferme, visite d'entreprise, marché fermier nocturne, ...) basée sur l'expérience ou la découverte d'activités locales (pêche à pied, etc.)
- Création de circuits découverte
- Mise en place de scénographies permettant la découverte du territoire dans ses différentes facettes patrimoniales et paysagères
- Développement des événements pour faire découvrir les paysages et le territoire (trail des marais, randonnées pédestres et gourmandes, par exemple)
- Mise en place d'accompagnements pour les hébergements qui ne sont pas professionnels (à destination des agriculteurs par exemple)
- Création d'une offre d'hébergement insolite ayant une vocation structurante sur le territoire.
- Création de guides « slow-tourisme » sous la forme de circuits de visite (type la route des saveurs maritimes)
- Création de lieux d'accueil et d'hébergement cheval + cavalier
- Petits aménagements et petits équipements cyclables (bornes de gonflage, parking,...)
- Création de visites et de produits touristiques permettant de mieux comprendre

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>le territoire et de répondre aux attentes des publics (ex. visites accessibles, rallye pour les familles...)</p> <p>- ...</p> |
| Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention | <p>➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.</p> <p>➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie territoriale, ainsi que ses frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et a vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul Office de tourisme communautaire. - La mise en réseau des acteurs ; - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics ; - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements ; <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes) | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics, dont les Offices de tourisme communautaires - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations, organisations à but non lucratif - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés.</p> |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <p>➤ Région Nouvelle-Aquitaine : règlement Tourisme / aides aux entreprises / politique contractuelle</p> <p>➤ Département de la Charente-Maritime</p> |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Lignes de partage avec les autres dispositifs</p> | <p>➤ Communes et EPCI</p> <p>➤ Le volet territorial : L'OS5 du programme régional FEDER soutient de manière importante le développement de nouvelles activités durables à vocation touristique avec un objectif d'accompagner les dynamiques d'innovation et de reconversion territoriale.</p> <p>➤ Lignes de partage externes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les projets de mobilité douce à vocation touristique pourront être soutenus sous l'OS5 du FEDER sur l'ensemble du territoire. Les actions relatives aux modes de déplacement doux s'inscrivant dans des plans de mobilités urbains et interurbains ou dans une démarche de report modal seront soutenues par l'axe 3 du programme régional FEDER (CA Royan Atlantique et Rochefort Océan) ou l'objectif 2 du volet territorial relatif au développement d'une mobilité propre et durable pour les collectivités « rurales » (CC Bassin de Marennes et Ile d'Oléron). <p>➤ Lignes de partage internes à la stratégie territoriale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les projets multi partenariaux impliquant les acteurs de l'économie bleue durable, bénéficiant aux filières de la pêche et/ou de l'aquaculture et répondant notamment aux enjeux et à l'objectif stratégique 4, seront étudiés dans le cadre du DLAL FEAMPA. Dans le cas contraire, ils pourront être étudiés dans le cadre de l'OS5 du FEDER ou du LEADER. <p>➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes FEDER- FSE - FEADER- FEAMPA mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial.</p> |
| <p>Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)</p> | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues - Nombre de projets intégrés de développement territorial soutenus - Nombre de projets permettant la mutation de l'économie touristique en proposant une offre touristique nouvelle et en sortant d'une offre centrée sur le balnéaire - Nombre d'équipements, aménagements et création de structures nouvelles favorisant le développement touristique du territoire. <p>➤ Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'emplois créés - Fréquentation des sites touristiques |
| <p>Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique</p> | <p>3 - La transition des entreprises par le développement d'un modèle de production sobre 4 - Les mobilités propres par le développement des transports collectifs et alternatifs 8 - La préservation de la biodiversité en réconciliant biodiversité et activités humaines</p> |

Fiche-action n°1.2 - Une approche innovante et écosystémique autour des paysages et du patrimoine naturel du territoire

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 1. Stimuler des pratiques humaines durables en préservant et en valorisant le patrimoine territorial | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | FEDER | 250 000 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : L'objectif est ici de valoriser une approche transversale sur le territoire en adoptant une entrée par les paysages caractéristiques du territoire : les marais en premier lieu, les estuaires, les dunes, les forêts, les estrans... L'ambition sous-jacente est de faire de la préservation et de la valorisation du patrimoine naturel et de la qualité des paysages un atout pour le développement local. La stratégie vise plus spécifiquement à sensibiliser la population, annuelle et saisonnière, à l'importance d'une approche écosystémique pour la préservation et la valorisation du patrimoine naturel. ➤ Objectifs opérationnels : Les actions soutenues contribueront à développer, valoriser, restaurer et protéger les espaces sensibles et la biodiversité : Développer et mettre en œuvre des stratégies transversales autour des marais et autres paysages caractéristiques du territoire; Améliorer la connaissance des milieux et des espaces naturels ; Préserver, renforcer et valoriser les paysages ; Mettre en place des instances d'échange et de concertation et d'engagement des acteurs locaux ; travailler à l'identité des paysages naturels, y compris en milieu urbain. ➤ Effets territoriaux : La stratégie vise l'ensemble du territoire, mais s'adresse plus directement aux espaces sensibles : marais, dunes, estrans, estuaires, forêt, etc. La stratégie s'adresse cependant à tous les publics avec un objectif de sensibilisation et de démonstration. ➤ Les effets attendus concernent une meilleure intégration des écosystèmes naturels dans les stratégies globales du territoire, ainsi que l'expérimentation in-situ de solutions pour appréhender la gestion des paysages naturels. ➤ La plus-value du DLAL repose sur la capacité des acteurs locaux à intégrer d'emblée l'approche écosystémique dans les projets, afin de ne pas traiter de manière isolée chaque problématique (l'eau, la biodiversité, le changement climatique, ...). Le DLAL offre la possibilité aux acteurs de proposer des actions ciblées pour les publics du territoire afin de sensibiliser et démontrer la valeur ajoutée d'une approche écosystémique pour la préservation et la valorisation du patrimoine naturel et des paysages caractéristiques du territoire. Le DLAL offre enfin la possibilité d'innover, d'expérimenter de nouveaux outils, de nouvelles pratiques en vue d'atteindre les objectifs, en sortant des approches standards. Enfin, le DLAL offre un cadre commun aux acteurs pour se réunir et traiter collectivement ces sujets en proposant des modes de gouvernance innovants et adaptés aux spécificités locales. | |
| Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues s'inscrivent en cohérence avec la typologie d'actions soutenues sous l'OS5 du FEDER relatif au développement social, économique et environnemental intégré ainsi qu'au patrimoine naturel : <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie renforcée, y inclus Ingénierie généraliste, pour l'animation d'une stratégie locale et interterritoriale ; Ingénierie de projet thématique, permettant notamment de mutualiser et d'assurer un maillage des expertises interterritoriales ; Ingénierie d'amorçage de projets ; Ingénierie de mise en réseau ou de coopération thématique | |

| | |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>et interterritoriale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions favorisant l'attractivité durable du territoire et l'accès aux services : Renaturation et aménagement paysager de sites déqualifiés. - Actions favorisant les dynamiques d'innovation et de reconversion territoriales : Actions et investissements valorisant les territoires et leur environnement ; Actions concourant au développement de la forêt publique, à visée récréative, économique, paysagère ; Développement de projets culturels et patrimoniaux. |
| Types d'actions soutenues | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues concernent les actions et investissements adoptant une entrée territoriale et écosystémique autour des espaces identitaires du territoire : Marais de Brouage, Marais de la Seudre, Marais d'Oléron, Estuaire de la Gironde, marais intérieurs, périmètre du projet du Parc Naturel Régional, Grand Site Estuaire de la Charente et Arsenal de Rochefort, etc. ; ➤ Les actions suivantes seront particulièrement encouragées : <ul style="list-style-type: none"> - Les projets développant une approche écosystémique et multithématique, en adoptant une entrée par le patrimoine naturel et les paysages caractéristiques du territoire et en démontrant la contribution au développement du territoire. - Les projets favorisant la mise en réseau et la coordination des acteurs pour une meilleure gestion du patrimoine naturel et des paysages caractéristiques du territoire. - Les projets ayant valeur de démonstrateurs avec le souhait d'expérimenter et de rechercher des solutions innovantes. Le caractère innovant sera ici recherché afin de tester des solutions nouvelles. - Les projets de suivis et de diagnostics, la mise en place d'observatoires de la biodiversité à l'échelle des marais. ➤ Précisions et zones d'exclusion : <ul style="list-style-type: none"> - Evènements et manifestations culturelles, artistiques et sportives : Des critères plus stricts seront appliqués afin de stimuler une offre qui réponde aux besoins des populations présentes à l'année : i) seules les manifestations nouvelles ou émergentes (moins de 5 ans d'existence) seront soutenues - les évènements plus anciens ne seront pas accompagnés ; ii) les aides seront dégressives répondant à l'ambition du programme de bénéficiaire d'un effet levier lors du lancement de l'initiative. Elles seront également limitées dans le temps (maximum 3 ans), les organisateurs étant encouragés à réfléchir au modèle économique durable de la manifestation ; iii) seuls les évènements permettant une offre culturelle à l'année seront soutenus. Ainsi, aucune manifestation ne sera soutenue en haute-saison (comprise ici du 1^{er} juillet au 31 août). ➤ Exemples de projets (liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples) <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie de projet pour accompagner les projets du territoire et apporter une expertise en matière d'innovation territoriale sur cette thématique. - Mise en place et soutien aux instances de concertation locales : parlement des marais, association pastorale des marais de Brouage, etc. - Etudes sur les freins réglementaires sur la question du foncier : par exemple, pour trouver une interprétation commune des documents liés à la préservation (loi littoral et Natura 2000) |

| | |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Actions visant à engager une participation citoyenne sur les projets et l'évolution du territoire. - Accompagnement de l'innovation autour des ressources locales et structuration des filières ad-hoc - Communication sur la plus-value de la production locale - Projets de R&D associant des acteurs universitaires et des acteurs locaux : thèse Cifre par exemple, valorisation des « paysans chercheurs » qui expérimentent sur le territoire. - Amélioration et communication sur la connaissance de l'interface mer/terre - Créer une monnaie locale « marais » - Organisation d'un évènement local annuel, type « journée mondiale des zones humides » ou « Fête de la Nature » - Évènement et action culturelle dans les marais - Carnet des paysages, signalétique d'interprétation et autres dispositifs et actions de médiation sur les paysages adaptés à différents publics (enfants, familles, personnes en situation de handicap...) - Accompagnement des agriculteurs et conchyliculteurs à l'intégration paysagère des exploitations - Actions de reconquête des paysages ruraux pour soutenir la valorisation du petit patrimoine bâti en lien avec la préservation des espaces (barrières et cabanes de marais, ponts, ouvrages hydrauliques...) - Formation des médiateurs aux paysages |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs. ➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre : <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie thématique et l'animation territoriale, ainsi que leurs frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics, évènements locaux relatifs à la thématique. - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements ayant valeur de démonstrateurs ; - La mise en réseau des acteurs ; - L'amélioration ou le développement d'instances de gouvernance locale, etc. ➤ Modalités d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics, dont les Offices de tourisme communautaires - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations, organisations à but non lucratif - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Universités, laboratoires et centres de recherche ➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique. ➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés. |
| <p>Cofinancements potentiellement mobilisables</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Région Nouvelle-Aquitaine ➤ Département de la Charente-Maritime ➤ EPCI ➤ Communes |
| <p>Lignes de partage avec les autres dispositifs</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le volet territorial : <ul style="list-style-type: none"> - L'OS5 du programme régional FEDER soutient les actions en faveur du développement économique, social et environnemental en adoptant une approche intégrée. Il accompagne les initiatives sur le patrimoine naturel. L'OS5 permet d'intervenir dans les projets s'inscrivant dans une approche systémique et innovante du territoire. Il met l'accent sur l'importance de l'ingénierie et des dispositifs de concertation pour traiter les questions de développement territorial. - Le programme interfonds adopte une entrée par les paysages caractéristiques du territoire, notamment les marais mais aussi les estuaires, qui singularisent le territoire en Nouvelle-Aquitaine et forgent l'identité de celui-ci. Il vise à traiter de manière écosystémique l'ensemble des sujets en mettant l'accent sur la gouvernance, l'innovation et la gestion écosystémique des paysages naturels. ➤ Lignes de partage externes <ul style="list-style-type: none"> - Une ligne de partage existe avec l'axe 2 du programme régional Feder qui soutient les actions et investissements visant à accélérer la transition énergétique. L'axe 2.7 met l'accent sur la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité en renforçant les infrastructures vertes, notamment en milieu urbain, et en réduisant les formes de pollutions. De plus, les 2.4 et 2.5 mettent respectivement l'accent sur les effets du changement climatique et la gestion de l'eau. - Une ligne de partage existe également avec la mesure 73.04 du FEADER concernant la préservation et la restauration du patrimoine naturel et forestier, dont les sites Natura 2000. Cette mesure vise à répondre à plusieurs besoins identifiés dans le programme stratégique national : l'atténuation du changement |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>climatique et l'adaptation à ce dernier, ainsi qu'aux énergies durables ; la protection de la biodiversité, l'amélioration des services écosystémiques et la préservation des habitats et les paysages ; la résilience des systèmes ; la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les pratiques agricoles. L'Objectif spécifique F du PSN « Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages » met particulièrement l'accent sur le lien entre les pratiques agricoles et la biodiversité.</p> <p>➤ Lignes de partage internes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions traitant des problématiques propres aux marais ayant pour vocation d'être au bénéfice de la pêche et l'aquaculture et adoptant une approche multi partenariale seront fléchées vers l'objectif 4 sur le DLAL FEAMPA. <p>➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes Feder - FSE - Feader - Feampa mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial.</p> |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues - Nombre de projets intégrés de développement territorial soutenus <p>➤ Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'emplois créés |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | <p>1 - L'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique et solidaire</p> <p>8 - La préservation de la biodiversité en réconciliant biodiversité et activités humaines</p> <p>9 - La préservation de la ressource en eau pour mieux consommer et garantir la qualité de l'eau</p> <p>10 - La préservation des terres agricoles et forestières par une agriculture diversifiée et la préservation de la richesse de ces paysages et de ces milieux naturels</p> |

Fiche-action n°1.3 - Préservation et promotion du patrimoine bâti et architectural

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 1. Stimuler des pratiques humaines durables en préservant et en valorisant le patrimoine territorial | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OSS / LEADER / FEAMPA) | FEDER | 450 000 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : Le territoire ambitionne de préserver et promouvoir le patrimoine bâti et architectural en conciliant développement touristique, animation culturelle et promotion des énergies renouvelables. Le patrimoine bâti et architectural contribue à l'identité paysagère du territoire, y compris pour ce qui concerne le patrimoine du XXème siècle. Les acteurs ambitionnent de travailler sur les questions réglementaires en cherchant à lever les barrières en matière de développement des énergies renouvelables sur le patrimoine bâti et architectural. La valorisation de l'identité architecturale locale constitue un objectif transversal, tant en matière paysagère que touristique. Elle contribue à l'identité du territoire et à la promotion de la qualité de vie locale. ➤ Objectifs opérationnels : Les actions soutenues contribueront à accompagner le développement soutenable des principaux sites patrimoniaux bâtis et mieux faire connaître le patrimoine maritime et littoral. ➤ Effets territoriaux : La stratégie vise l'ensemble du territoire. L'ambition est de tendre vers une harmonie patrimoniale sur le territoire pour un équilibre entre les différents espaces. ➤ Les effets attendus concernent des connaissances accrues en matière de préservation du patrimoine bâti en adéquation avec les grands enjeux environnementaux, notamment ceux liés à la transition énergétique et au développement d'un tourisme durable. ➤ La plus-value du DLAL concerne la prise en compte des spécificités territoriales en matière paysagère, notamment celles relatives aux contraintes réglementaires (loi Littoral, Bâtiments de France...) qui génèrent des blocages sur des projets de transition énergétique dans les espaces et sur les sites protégés. Le DLAL offre enfin la possibilité d'innover, d'expérimenter de nouveaux outils, de nouvelles pratiques en vue d'atteindre les objectifs, en sortant des approches standards. Enfin, le DLAL offre un cadre commun aux acteurs pour se réunir et traiter collectivement ces sujets en proposant des modes de gouvernance innovants et adaptés aux spécificités locales. Le DLAL offre un espace de travail collaboratif pour traiter les sujets de préservation et de valorisation du patrimoine bâti dans le respect des réglementations sur les paysages. Il permet d'adopter une approche territoriale sur ce sujet. | |
| <p>Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues s'inscrivent en cohérence avec la typologie d'actions soutenues sous l'OSS du FEDER relatif au développement social, économique et environnemental intégré ainsi qu'au patrimoine naturel : <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie renforcée, y inclus Ingénierie généraliste, pour l'animation d'une stratégie locale et interterritoriale ; Ingénierie de projet thématique, permettant notamment de mutualiser et assurer un maillage des expertises interterritoriales ; Ingénierie d'amorçage de projets ; Ingénierie de mise en réseau ou de coopération thématique et interterritoriale. - Actions favorisant l'attractivité durable du territoire et l'accès aux services : Renaturation et aménagement paysager de sites déqualifiés ; Création, réhabilitation, équipement de bâtiments en appui à des projets de développement dans les secteurs | |

| | |
|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>culturels et patrimoniaux, sportifs, des loisirs, et de l'enfance/jeunesse.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions favorisant les dynamiques d'innovation et de reconversion territoriales : Actions et investissements valorisant les territoires et leur environnement ; Actions de valorisation touristique de sites emblématiques ou potentiels ; Développement de projets culturels et patrimoniaux. |
| Types d'actions soutenues | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues concernent les actions et investissements cherchant à préserver et promouvoir le patrimoine bâti et architectural du territoire, notamment le patrimoine maritime et littoral (villages emblématiques, châteaux et forts, Royan années 50, Grand Site Estuaire de la Charente et Arsenal de Rochefort, Brouage, Villes pays d'art et d'histoire, carrelets, cabanes ostréicoles, bateaux anciens, sites patrimoniaux remarquables, etc.) : gestion de la fréquentation ; restauration, préservation et valorisation des sites et petits patrimoines bâtis ; aménagement pour l'ouverture au public ; signalétique ; communication. ➤ Les actions suivantes seront particulièrement soutenues : <ul style="list-style-type: none"> - Les projets (ingénierie, étude, expertise...) permettant de lever les freins aux barrières réglementaires sur la question de la transition énergétique dans les espaces et sites protégés - Les expérimentations permettant de tester des technologies nouvelles conciliant transition énergétique et respect des contraintes patrimoniales (architecturales, paysagères...). Le caractère innovant sera ici recherché afin de tester des solutions nouvelles. - Les projets favorisant la mise en réseau et la coordination des acteurs pour une meilleure gestion du patrimoine bâti et architectural. ➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>) <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie de projet pour accompagner les projets du territoire et apporter une expertise sur les questions réglementaires et technologiques - Etude sur les blocages réglementaires et technologiques - Mise en réseau des acteurs locaux, régionaux et nationaux (DREAL, ADEME, Bâtiments de France, etc.) - Développement de stratégies partenariales sur la gestion des paysages et la préservation du patrimoine bâti et architectural - Petits aménagements pour valoriser les sites patrimoniaux ayant un objectif de valorisation des aménités du territoire ou de développement touristique - Restauration de petits patrimoines bâtis (bateaux, ponts, cabanes...) - Projets innovants (nouveaux usages) - ... |
| Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs. ➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre : <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie thématique et l'animation territoriale, ainsi que leurs frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics ; - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements permettant de préserver et promouvoir le patrimoine bâti et architectural ; - La mise en réseau des acteurs ; - L'amélioration ou le développement d'instances de gouvernance locale, etc. <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes) | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics, dont les Offices de tourisme communautaires - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Bailleurs sociaux - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés.</p> |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <p>Région Nouvelle-Aquitaine</p> <p>EPCI</p> <p>Département de la Charente-Maritime</p> |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <p>➤ Le volet territorial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'OS5 du programme régional FEDER soutient les actions en faveur du développement économique, social et environnemental en adoptant une approche intégrée. Il accompagne les initiatives sur les projets culturels et patrimoniaux. L'OS5 permet d'intervenir dans les projets s'inscrivant dans une approche systémique, territoriale et innovante du territoire. Il met l'accent sur l'importance de l'ingénierie et des dispositifs de concertation pour traiter les questions de développement territorial ayant une forte spécificité locale. - Le programme interfonds adopte une entrée par les paysages caractéristiques du |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>territoire. Les paysages locaux bénéficient de nombreuses réglementations qui génèrent des contraintes fortes sur les capacités d'intervention des acteurs sur les sites en matière de transition énergétique. L'OS5 du Feder permet de traiter la question de l'intégration des énergies renouvelables sur le cas spécifique des bâtiments relevant du patrimoine bâti et architectural, en intégrant les spécificités locales. Il permet de lier la question énergétique à celle de la préservation du patrimoine, mais aussi à la dimension culturelle, touristique et plus largement à la qualité de vie sur le territoire pour les populations.</p> <p>➤ Lignes de partage externes</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'axe 2 du programme régional Feder vise la transition énergétique et écologique : l'axe 2.1 soutient les mesures en matière d'efficacité énergétique et de réduction des gaz à effet de serre ; l'axe 2.2 cherche à favoriser le développement des énergies renouvelables. L'axe 2.1 s'adresse plus spécifiquement au parc tertiaire public et résidentiel et aux entreprises. <p>➤ Lignes de partage internes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les projets multi partenariaux impliquant les acteurs de l'économie bleue durable, bénéficiant aux filières de la pêche et/ou de l'aquaculture et répondant notamment aux enjeux et à l'objectif stratégique 4 seront étudiés dans le cadre du DLAL FEAMPA. Dans le cas contraire, ils pourront être étudiés dans le cadre de l'OS5 ou du LEADER. <p>➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes Feder - FSE - Feader - Feampa mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial.</p> |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues - Nombre de projets intégrés de développement territorial soutenus <p>➤ Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'emplois créés |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | <p>5 - Un urbanisme durable et résilient, économe en ressources, qui s'adapte aux risques naturels</p> <p>6 - Un nouveau mix énergétique par la valorisation des énergies renouvelables</p> |

Fiche-action n°2.1 – Equipements, services de proximité et offre culturelle pour les populations présentes

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Objectif prioritaire | 2. Renforcer l'attractivité et les aménités du territoire pour ses habitants | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | FEDER | 1 300 000 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : Le territoire ambitionne d'améliorer et d'harmoniser le niveau des équipements et l'offre de service disponible sur le territoire en accompagnant notamment les communes les plus éloignées des centres et pôles urbains (y inclus en renforçant la présence de la nature en milieu urbain), en soutenant une offre culturelle, artistique et sportive stimulant la vie locale pour l'ensemble des habitants et en développant des solutions pérennes en matière d'accès à la santé et aux soins. ➤ Objectifs opérationnels : Les actions soutenues contribueront à : Conforter les centres-villes et centres-bourgs dans l'ensemble de leurs fonctions ; Proposer une offre artistique, culturelle, sportive et de divertissement de qualité, à l'année et pour tous les publics ; garantir l'accès à la santé et aux soins pour la population du territoire sans oublier les publics spécifiques (touristes et curistes notamment). ➤ Effets territoriaux : La stratégie vise, en premier lieu, l'arrière-pays moins bien doté que le littoral dans un souci de rattrapage et d'équilibre de l'offre d'équipements et de services sur le territoire (y inclus en matière de santé et d'accès aux soins). Elle vise, en second lieu, le renforcement des centralités avec l'objectif d'un maillage adéquat du territoire. Le renforcement des pôles secondaires constitue un axe fort de la stratégie territoriale. ➤ Les effets attendus concernent le développement et l'amélioration des aménités du territoire pour ses habitants, en adoptant une approche systémique à l'échelle du territoire et en tenant compte des complémentarités existantes entre ceux-ci. Les actions soutenues contribueront au développement d'une ruralité active et au maintien ou au renforcement du rôle des centralités sur le territoire. ➤ La plus-value du DLAL repose sur la capacité du programme à soutenir des projets provenant du territoire, conduits par des acteurs locaux au service des acteurs locaux. Le DLAL donne la main aux acteurs du territoire, y compris ceux appartenant aux communes les plus éloignées des centres de décision. Les acteurs sont en capacité de porter des projets spécifiques, d'expérimenter et de tester des solutions pour répondre aux besoins spécifiques de leur territoire. Le DLAL offre une opportunité d'expérimenter des services nouveaux pour faire face aux enjeux précédemment définis et de lutter contre la fracture socio-territoriale qui s'accroît sur le territoire. Enfin, le DLAL constitue un espace de travail inédit et interterritorial pour permettre la mise en relation des acteurs locaux et supra-territoriaux (par exemple, les acteurs locaux avec le Département, la Région, l'ARS, etc. pour une gestion territoriale globale de la problématique de l'offre de santé et de l'accès aux soins). | |
| <p>Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues s'inscrivent en cohérence avec la typologie d'actions soutenues sous l'OS5 du FEDER : <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie renforcée, y inclus Ingénierie généraliste, pour l'animation d'une stratégie locale et interterritoriale ; Ingénierie de projet thématique, permettant notamment de mutualiser et assurer un maillage des expertises interterritoriales ; Ingénierie d'amorçage de projets ; Ingénierie de mise en réseau ou de coopération thématique | |

| | |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>et interterritoriale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions favorisant l'attractivité durable du territoire et l'accès aux services : les projets s'inscrivant dans une stratégie de dynamisation des centres bourgs, des villes ou des quartiers, tels que les équipements à vocation économique et de service ou l'aménagement d'espaces communs et le développement de services collectifs ; la création, la réhabilitation, l'équipement de bâtiments permettant la mutualisation de service aux publics ou encore la création, la réhabilitation, l'équipement de bâtiments en appui à des projets de développement dans les secteurs culturels et patrimoniaux, sportifs, des loisirs et de l'enfance/jeunesse ; le soutien à l'émergence de nouveaux services grâce à la création, la réhabilitation, l'équipement de bâtiments permettant le développement territorial de l'accès à la formation des publics ou encore la création, la réhabilitation, l'équipement de mutualisation d'équipements de lieux « hybrides » ; les infrastructures d'accueil des professionnels de santé (projets intégrant le développement de la télémédecine, la e-santé, le logement collectif pour les professionnels, les internats de santé...); - Actions favorisant les dynamiques d'innovation et de reconversion territoriale : les actions et les investissements valorisant le territoire et son environnement ; la création, la réhabilitation, l'équipement de bâtiments accueillant des tiers lieux, permettant notamment le développement du télétravail ; le développement de projets culturels et patrimoniaux ; le soutien aux projets culturels innovants et s'appuyant sur l'ESS et les droits culturels ; la reconversion et la requalification de friches concourant à la lutte contre l'étalement urbain et la consommation foncière. |
| Types d'actions soutenues | <p>➤ Les types d'actions soutenues concernent :</p> <p><i>Dans l'objectif de conforter et dynamiser les centres-villes et centre-bourgs dans l'ensemble de leurs fonctions :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et animation de stratégies globales de dynamisation des centres ; - Etudes préalables (opportunité, faisabilité, programmation...) au réinvestissement des friches à des fins d'urbanisation et/ou de renaturation ; - Amélioration, valorisation et réappropriation par les habitants des espaces publics, incluant notamment la végétalisation des espaces urbanisés et le renforcement de la place de la nature en ville - Maintien et développement des activités (bureaux, équipements et services publics...); - Facilitation de l'accès aux services publics (MSAP, France Services, conseillers numériques, etc.) ; - Actions en faveur du maintien et du développement du commerce en centre-ville ou centre-bourg (lutte contre les vacances commerciales et remise en activités des locaux vacants) ; - Adaptation de l'offre commerciale aux nouveaux modes de consommation) - Services aux familles (enfance, petite enfance...) <p><i>Dans l'objectif de proposer une offre artistique, culturelle et sportive de qualité à l'année pour tous les publics :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien aux événements culturels et aux festivals à fort ancrage local ; - Soutien à des manifestations sportives et à l'accueil de compétitions ; - Soutien à l'éducation et aux pratiques artistiques et culturelles ; - Création et réhabilitation d'équipements sportifs de proximité et développement d'activités de plein nature, terrestre et aquatique. |

Dans l'objectif de garantir l'accès à la santé et aux soins :

- Attractivité et accueil de nouveaux professionnels de santé (médecins généralistes, infirmiers, dentistes, spécialistes, médecins thermaux...)
- Promotion du territoire dans les facs de médecine de Nouvelle-Aquitaine, dans des congrès de professionnels de santé
- Aides à l'installation
- Equipements nécessaires à l'accès aux soins et adaptés aux nouvelles pratiques des professionnels de santé : maisons de santé pluridisciplinaires (MSP), pôles de santé, cabinets de groupes, centres de santé...

➤ **Précisions et zones d'exclusion**

- **Transversalité et durabilité des opérations :**

- i) **Les projets développant une approche systémique et multithématique**, à même de traiter plusieurs sujets conjointement, seront encouragés : traiter conjointement la question de la santé avec celle du logement et la dynamique des centres-bourgs, par exemple, constituent plusieurs facettes d'une problématique territoriale commune. Une approche territoriale systémique est encouragée auprès des porteurs de projets ;
- ii) **Durabilité des opérations** : Le volet territorial interfonds n'a pas vocation à financer des services de manière pérenne. L'accent est mis sur les démarches innovantes et sur l'effet levier. Les porteurs de projets devront démontrer qu'ils sont en mesure, lors du dépôt du dossier, ou qu'ils prévoient, pendant la mise en œuvre du projet, de développer un modèle économique viable dans le temps.

- **Réinvestissement des friches à des fins d'urbanisation et/ou de renaturation** : il est précisé que seules les études préalables pourront être financées dans le cadre du volet territorial. Les travaux directement liés aux investissements et infrastructures ne seront pas éligibles.

- **Evènements et manifestations culturelles, artistiques et sportives** : Des critères plus stricts seront appliqués afin de stimuler une offre qui réponde aux besoins des populations présentes à l'année : i) seules les manifestations nouvelles ou émergentes (moins de 5 ans d'existence) seront soutenues, les évènements plus anciens ne seront pas accompagnés ; ii) Les aides seront dégressives répondant à l'ambition du programme de bénéficier d'un effet levier lors du lancement de l'initiative. Elles seront également limitées dans le temps (maximum 3 ans), les organisateurs étant encouragés à réfléchir au modèle économique durable de la manifestation ; iii) Seuls les évènements permettant une offre culturelle à l'année seront soutenus. Ainsi, aucune manifestation ne sera soutenue en haute-saison (comprise ici du 1^{er} juillet au 31 août).

- **Actions relatives au soutien des centres-villes et centres-bourgs** : dans une logique de complémentarité des aides publiques, de limitation du nombre de cofinanceurs et d'une recherche d'équité entre les collectivités, le volet territorial des fonds européens a vocation à aider plus fortement les projets ne bénéficiant pas du concours du programme Petites Villes de Demain ou de l'AMI régional "Revitalisation des centres-villes et centres-bourgs".

- **Actions visant à garantir l'accès à la santé et aux soins :**

- i) Les projets soutenus devront démontrer leur conformité aux orientations

| | |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>définies dans les Contrats locaux de santé (CLS) lorsque ceux-ci sont disponibles.</p> <p>ii) Les projets visant à améliorer la gouvernance du territoire en mobilisant une approche multi-acteurs sur la problématique de la santé et de l'accès aux soins seront encouragés. La mise en réseau des acteurs locaux capables de développer une approche commune vis-à-vis des acteurs départementaux, régionaux et nationaux sera encouragée.</p> <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'espaces partagés pour faciliter le travail en espace dédié, type coworking - Création d'espaces dédiés à la formation à distance des publics - Création d'espaces hybrides et flexibles pour faciliter l'accueil de différentes activités - Développement des Maisons France Services (fixes ou mobiles) - Soutien d'activités connexes permettant de faire vivre les centres-bourgs - Création et équipement de garages solidaires et de tiers-lieux - Soutien d'initiatives d'entraides locales, type l'heure civique - Ingénierie et expertise pour accompagner les stratégies de dynamisation des centres-bourgs dans les communes rurales - Accueil d'internes en stage (pack accueil, aide au logement, incitation des médecins à devenir maîtres de stage, etc.) ; - Création de maisons de santé. - Actions visant à attirer voire à salarier des spécialistes (ophtalmos, dermatos, pédiatres, médecins thermaux...) - Dispositif visant à tisser des liens avec les Universités de Médecine - Animation territoriale visant la mise en relation des acteurs locaux et supra-territoriaux (ex : appui à la création et au fonctionnement des Communautés professionnelles territoriales de santé - CPTS) - Mise à disposition de logements temporaires pour l'accueil des internes ou des médecins remplaçants - Benchmark des initiatives conduites sur d'autres territoires - Création de sites protéiformes pour accueillir différents professionnels de santé - Facilitation de l'installation des familles des professionnels de santé, notamment sur la question de l'emploi du conjoint - Travail en collaboration avec les médecins et professionnels de santé locaux « maître de stage » - Création d'une structure légale capable d'employer des professionnels de santé intervenant sur plusieurs lieux - Education artistique et culturelle - ... |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <p>➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.</p> <p>➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre :</p> |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie territoriale, ainsi que ses frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et a vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation ; - Les équipements, les aménagements et les investissements ; - La mise en réseau et la coordination des acteurs, etc. <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes) | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics dont les Offices de tourisme - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Bailleurs sociaux - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés.</p> |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Etat (ARS) ➤ Région (RI DATAR, autres...) ➤ Conseil Départemental ➤ Communes et EPCI |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <p>➤ Le volet territorial : L'OS5 du programme régional FEDER soutient de manière importante l'équipement et le développement de services à destination des populations présentes sur le territoire. L'accent est double : développer et renforcer l'attractivité de tous les territoires en facilitant l'accès aux services et accompagner les dynamiques d'innovation et de reconversion territoriale. Il s'agit d'un axe central du volet territorial soutenu par l'OS5 du FEDER.</p> <p>➤ Lignes de partage externe :</p> |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Le numérique au service des citoyens et des services publics est traité dans l'axe 1.2 du programme régional FEDER. Il est fait ici référence aux projets : « smart territoires » associant transition sociale et économique, transition écologique et transition numérique, à travers des démarches de co-construction ; les systèmes d'information territoriaux multi-acteurs reposant sur la dématérialisation des services du territoire ; les projets de développement des services et usages numériques dans le domaine de la santé (télémédecine notamment). De même, les actions de développement de projets innovants autour de la donnée par les administrations (contenus, technologies, usages, gouvernance, organisation de l'écosystème) seront soutenues par l'axe 1.2 du FEDER. ➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes Feder - FSE - Feader - Feampa mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial. |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Indicateurs de réalisation <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues - Nombre de projets intégrés de développement territorial soutenus ➤ Indicateurs de résultat <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'emplois créés |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | 5 - Un urbanisme durable et résilient, économe en ressources, qui s'adapte aux risques naturels |

Fiche-action n°2.2 - Accès de tous à un habitat approprié et mobilités durables

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 2. Renforcer l'attractivité et les aménités du territoire pour ses habitants | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | FEDER | 739 724 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <p>➤ L'ambition : Le territoire ambitionne de réduire son empreinte écologique en encourageant des pratiques environnementales et sociales vertueuses sur l'habitat et les mobilités. Il ambitionne, d'une part, de retrouver une certaine maîtrise de l'offre de logements disponibles sur le territoire pour permettre un meilleur équilibre entre l'offre de logements non permanents (étudiants, alternants, stagiaires, saisonniers...) et l'offre pour les résidents à l'année et assurer le parcours résidentiel des habitants. Le territoire ambitionne, par ailleurs, de reporter une partie des transports individuels et polluants vers des modes de déplacement plus doux, durables et/ou collectifs.</p> <p>➤ Objectifs opérationnels : Les actions soutenues contribueront à : i) <i>sur l'habitat</i> : garantir l'accès de tous à un habitat approprié et économe en énergie : faciliter l'accès au logement des résidents permanents ; répondre aux besoins de logements des publics spécifiques ; ii) <i>sur la mobilité du quotidien</i> : favoriser les mobilités durables alternatives à la voiture individuelle émettrice de gaz à effet de serre : améliorer le maillage du territoire ; améliorer les connexions entre les lieux de résidence, d'étude et de travail ; modifier les usages pour les déplacements du quotidien.</p> <p>➤ Effets territoriaux : La stratégie vise sur l'ensemble du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces soumis aux pressions foncières et immobilières les plus fortes et difficiles d'accès pour les jeunes actifs, les primo-accédants, les publics fragiles ; - Les espaces moins attractifs et qui pâtissent d'un certain déséquilibre dans l'offre globale d'équipements et de services pour attirer les populations. <p>Sur l'objectif de la mobilité quotidienne, Les actions soutenues sous cette fiche-action couvriront les deux intercommunalités « rurales » : la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et la Communauté de Communes de l'Île d'Oléron, le caractère « rural » étant ici apprécié selon la typologie européenne opposant les Autorités organisatrices de la mobilité « urbaines » et celles « non-urbaines ».</p> <p>➤ Les effets attendus sont une meilleure maîtrise du foncier sur le territoire avec une capacité d'intervention de la puissance publique pour réguler certains espaces et développer une offre équilibrée au côté de l'offre privée gérée par le marché. Ils consistent également en un renouvellement des pratiques de déplacement au quotidien en faveur de mobilités durables plus respectueuses de l'environnement.</p> <p>➤ La plus-value du DLAL repose sur la possibilité offerte aux acteurs locaux d'initier des démarches et des projets cherchant à réduire les émissions de gaz à effet de serre liés aux mobilités du quotidien. Les démarches innovantes, les expérimentations et les projets inspirants seront valorisés afin de créer une dynamique positive sur le territoire. Le DLAL permet aux acteurs de se saisir directement de cette problématique en traitant un enjeu global par une action locale. Sur la thématique de l'habitat, une problématique majeure du territoire sous-jacente à de nombreuses autres (problématique de l'accueil des travailleurs permanents et saisonniers pour faire vivre le tissu économique, problématique de l'accueil des professionnels de santé, déséquilibre et fracture socio-</p> | |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>territoriale...), le DLAL contribuera à développer des dispositifs inédits pour répondre aux besoins du territoire.</p> |
| <p>Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <p>➤ Les types d'actions soutenues s'inscrivent en cohérence avec la typologie d'actions soutenues sous l'OS5 du FEDER :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie renforcée, y inclus Ingénierie généraliste, pour l'animation d'une stratégie locale et interterritoriale ; Ingénierie de projet thématique, permettant notamment de mutualiser et assurer un maillage des expertises interterritoriales ; Ingénierie d'amorçage de projets ; Ingénierie de mise en réseau ou de coopération thématique et interterritoriale. - Actions favorisant l'attractivité durable du territoire et l'accès aux services : Création et amélioration de logements sociaux (- de 20 logements) ; - Actions favorisant les dynamiques d'innovation et de reconversion territoriales : Reconversion et requalification de friches concourant à la lutte contre l'étalement urbain et la consommation foncière et répondant aux enjeux de cet axe ; Promotion de la mobilité durable par : i) des investissements dans les infrastructures de recharge et d'avitaillement de vecteurs énergétiques décarbonés pour la mobilité, ii) des aménagements de pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité favorisant l'intermodalité (sur un projet global : études et travaux) ; iii) l'extension et l'aménagement de pistes cyclables et vélos-routes/voies vertes favorisant notamment la mobilité quotidienne s'inscrivant dans des Schémas ou plans de mobilité ; iv) le développement du stationnement vélo et services aux cyclistes s'inscrivant dans une démarche de report modal. |
| <p>Types d'actions soutenues</p> | <p>➤ Les types d'actions soutenues concernent :</p> <p><i>Dans l'objectif d'une maîtrise de l'habitat :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Création ou rénovation de logements sociaux et communaux (-20 logements) ; - Dispositifs innovants facilitant l'accès au logement (bail réel solidaire...) ; - Logements pour étudiants, stagiaires et jeunes en alternance - Logements pour saisonniers et jeunes actifs - Logements d'urgence - Résidences intergénérationnelles et inclusives répondant aux objectifs de la présente fiche-action <p><i>Dans l'objectif de favoriser les mobilités alternatives à la voiture individuelle polluante :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Rationalisation des maillages et des réseaux de transport pour les populations les plus éloignées - Développement de l'intermodalité et des services associés et amélioration de la coordination des offres de transport - Équipement et stimulation des usages des mobilités alternatives. - Expérimentation et facilitation des nouvelles formes de mobilités durables, notamment les déplacements doux (vélo...) <p>➤ Précisions et zones d'exclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> - En général sur la question de l'habitat, une attention sera portée sur les critères environnementaux pour allier maîtrise de l'habitat sur le territoire et réduction de l'empreinte carbone des logements. - Sur la création et la rénovation de logements sociaux (-20 logements) : Le volet territorial n'a pas vocation à soutenir des grands projets qui mobiliseraient une |

part importante de l'enveloppe financière disponible. Les porteurs de projets devront démontrer que la mobilisation des fonds européens apporte un effet levier significatif. Par ailleurs, dans un objectif d'exemplarité, le projet devra démontrer son caractère innovant en comparaison à des projets similaires existants sur le territoire et qu'il s'inscrit dans une forme d'excellence environnementale. Le soutien financier sera également encadré par des plafonds ou des niveaux d'intervention qui seront précisés ultérieurement.

➤ **Précisions et zones d'exclusion :**

- Les projets développant une approche systémique et multithématique, à même de traiter plusieurs sujets conjointement, seront encouragés : traiter conjointement la question du logement avec celle de la santé et la dynamique des centres-bourgs, par exemple, constitue plusieurs facettes d'une problématique territoriale commune. Une approche territoriale systémique est encouragée auprès des porteurs de projets.
- Sur le logement : les projets visant à traiter la question du logement pour identifier les opportunités (bail réel solidaire, organisme foncier solidaire...) et les contraintes liées aux réglementations en vigueur seront encouragés. Les questions réglementaires et fiscales requièrent d'être traitées de manière minutieuse. Le recours à une ingénierie dédiée et à une expertise pour traiter la question sera encouragé.
- Sur la mobilité : les travaux onéreux de voirie ne sont pas éligibles au volet territorial.

➤ **Exemples de projets** (*liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples*)

Dans l'objectif d'une maîtrise de l'habitat :

- Inventaire sur le foncier disponible
- Recueil de données sur les résidences secondaires (par exemple, taux d'ouverture à l'année, investisseur-locatif, part de location AirBnB ou autre plateforme de location...)
- Création d'un parc de logements temporaires pour faciliter les trajectoires résidentielles
- Actions concourant à la création de « quartiers de logements sociaux inclusifs » (tous profils dont personnes âgées, travailleurs, saisonniers...)
- Aménagement des logements occupés par les personnes âgées pour permettre le maintien à domicile (lien avec la question de la santé)
- Facilitation des collocations intergénérationnelles (habitat partagé...)
- Création de logements inclusifs multi-services pour favoriser l'accueil de publics variés.
- Création de « campings saisonniers » communaux (emplacements mixtes, tentes, camions, mobil-homes) ou de zones d'accueil pour les saisonniers en habitat alternatif (camions aménagés par exemple)
- Sensibilisation des employeurs sur la question fondamentale du logement
- Campagne de mobilisation des personnes ayant de la place chez elles
- Partenariat avec les groupements d'employeurs pour la gestion de l'hébergement saisonnier
- Parangonnage sur la réglementation et la fiscalité

| | |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>- ...</p> <p><i>Dans l'objectif de favoriser les mobilités alternatives à la voiture individuelle polluante :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipements et services favorisant les mobilités douces du quotidien - Aménagement de pistes cyclables dédiées aux mobilités du quotidien (Transoléronaise par exemple) - Amélioration de la sécurité et la signalétique pour les déplacements à vélo du quotidien - Incitation (financière) à l'acquisition de vélos-cargos et de vélos électriques - Maillage des circuits cyclables et hiérarchisation des trajets (rapides et lents) - Valorisation des chemins ruraux - Ingénierie et expertise pour accompagner les stratégies de développement des mobilités - Etude sur les usages des aires de covoiturage : taux de remplissage, profils des usagers, maillage du territoire et besoins des usagers, etc. - Déploiement de bornes de chargement électrique - Expérimentation encourageant les alternatives au détriment de l'autosolisme : lignes de circulation dédiées au covoiturage, covoiturage solidaire avec aide financière au conducteur... - Navettes fluviales dédiées aux mobilités du quotidien (taxi fluvial) - Plan des mobilités et de l'intermodalité à l'échelle des quatre intercommunalités - Ingénierie et expertise pour accompagner les stratégies de développement des mobilités |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs. ➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre : <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie thématique et l'animation territoriale, ainsi que leurs frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation - Les équipements, les aménagements et les investissements ; - La mise en réseau des acteurs locaux, départementaux, régionaux et nationaux, etc. ➤ Modalités d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)</p> | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics dont les Offices de tourisme - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations, - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Bailleurs sociaux - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés.</p> |
| <p>Cofinancements potentiellement mobilisables</p> | <p>Région Nouvelle-Aquitaine</p> <p>EPCI</p> <p>Etat</p> |
| <p>Lignes de partage avec les autres dispositifs</p> | <p>➤ Le volet territorial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'OS5 du programme régional FEDER soutient explicitement i) la création et l'amélioration de logements sociaux de – 20 logements et ii) la mobilité du quotidien des intercommunalités non « urbaines ». Plus généralement, l'OS5 du FEDER accompagne les acteurs du territoire pour traiter les questions spécifiques aux caractéristiques locales. La problématique du logement, tant pour les résidents permanents que pour les travailleurs saisonniers, constitue un enjeu majeur sous-jacent à l'ensemble des sujets traités dans le cadre du volet territorial : toute politique d'attractivité durable du territoire et d'accompagnement des dynamiques d'innovation et de reconversion territoriale est soumise à une meilleure maîtrise du foncier et de l'habitat. Plus largement, le volet territorial, par le financement Feder, adopte une approche territoriale permettant de traiter la problématique du logement dans une optique de contribuer au développement du territoire dans son ensemble. Le volet territorial adopte une approche territoriale au service du collectif pour répondre à un enjeu majeur du territoire. Les études, l'ingénierie et l'expérimentation pourront être soutenues dans ce cadre. <p>➤ Lignes de partage externes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Logement et habitat : Une ligne de partage existe avec l'axe 2.1 du programme régional FEDER visant à favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique : programme de rénovation énergétique des logements, opération de rénovation énergétique des bâtiments publics, expérimentation de nouveaux systèmes de construction, etc. - Dans le cas des projets de mobilités durables : La CA Royan Atlantique et la CA |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Rochefort Océan sont reconnues comme Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) « urbaines ». Les projets relatifs à la mobilité durable de ces 2 intercommunalités seront fléchés vers l'axe 3 du programme régional Feder relatif à la mobilité urbaine durable.</p> <p>➤ Lignes de partage internes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les projets de mobilités à vocation touristique seront étudiés dans le cadre de l'objectif 1 du volet territorial. Une distinction sera recherchée entre les projets relatifs à la mobilité du quotidien, fléchés sur le présent objectif spécifique de la stratégie territoriale interfonds (pour le Bassin de Marennes et l'Île d'Oléron) et les projets à vocation touristique favorisant la mobilité et les déplacements doux (itinéraires cyclables, équipements touristiques durables...) <p>➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes Feder - FSE - Feader - Feampa mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial.</p> |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues - Nombre de projets intégrés de développement territorial soutenus <p>➤ Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'emplois créés |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | <p>1 - L'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique et solidaire</p> <p>4 - Les mobilités propres par le développement des transports collectifs et alternatifs</p> <p>5 - Un urbanisme durable et résilient, économe en ressources, qui s'adapte aux risques naturels</p> |

Fiche-action n°3.1 – Innovation et développement des filières émergentes et à fort potentiel

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 3. Accompagner le renouveau et la résilience du tissu économique au service des transitions sociales, sociétales et environnementales | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | LEADER | 345 394 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : Le territoire ambitionne de soutenir et faire émerger des filières d'excellence nouvelle en s'appuyant sur les ressources et les forces vives du territoire, et en valorisant un développement économique endogène. L'objectif est d'apporter un soutien aux démarches d'innovation et à l'émergence de filières à fort potentiel s'inscrivant dans une approche territoriale. ➤ Objectifs opérationnels : Les actions soutenues visent à impulser l'émergence et la structuration de filières à fort potentiel et à développer l'attractivité du territoire dans une logique de renforcement et de diversification des filières. Les filières visées concernent l'économie du bien-être et du bien-vieillir, les industries culturelles et créatives, la filière équine, le numérique, les filières agricoles nouvelles (chanvre par exemple), le thermalisme, le développement durable... La détection et la valorisation de l'innovation seront encouragées, comprenant ici notamment l'innovation technologique pour le développement de nouveaux produits et l'innovation économique pour répondre aux attentes du marché et aux besoins des populations présentes. ➤ Effets territoriaux : Les actions soutenues sous cette fiche-action couvriront l'ensemble du territoire en accord avec la définition du rural retenue (commune de -25000 habitants), avec des activités ayant vocation à améliorer les services pour les populations présentes ou avec des activités ayant vocation à proposer des emplois nouveaux dans des zones fragiles. ➤ Les effets attendus concernent l'émergence et la structuration de filières nouvelles, reposant sur l'identification et la valorisation des ressources peu valorisées du territoire. Ils supposent une identification et une valorisation des innovations sur le territoire, comprenant ici toute innovation incrémentale et porteuse de solutions nouvelles sur le territoire dans des filières d'avenir. ➤ La plus-value du DLAL repose sur la capacité à soutenir des projets provenant du territoire, conduits par des acteurs locaux, qui ne bénéficient pas des modes de soutien traditionnels de développement économique. Le DLAL permet d'« arroser » le territoire pour faire « éclore » des projets nouveaux qui deviendront potentiellement les pépites de demain. L'ambition est d'apporter un soutien aux innovations incrémentales, peu valorisées dans les circuits traditionnels afin de faire naître des projets et de débiter un travail de structuration de filières émergentes dans une optique de résilience et de diversification du tissu économique local. Le DLAL permet l'émergence de projets nouveaux, inédits, qui reposent sur la créativité des acteurs du territoire. | |
| Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les actions soutenues doivent contribuer aux besoins définis par la mesure 77.05 LEADER du programme nationale stratégique FEADER : <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'émergence et l'accompagnement des projets des territoires ruraux : Renforcer la capacité des territoires ruraux au service de projets portés par les | |

| | |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>acteurs locaux, notamment les petits projets ; Favoriser la création de valeur ajoutée sur les territoires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cibler l'action publique sur des thématiques porteuses d'avenir : Cibler les financements sur des thématiques de transitions (alimentaire, énergétique, numérique) ; Structurer le développement de filières territorialisées, d'outils collectifs de proximité et des débouchés associés. - Renforcer l'attractivité des zones rurales et des métiers agricoles et forestiers : Développer les équipements et services pour accompagner le vieillissement de la population, encourager les nouveaux modes de travail et renforcer l'offre de formation pour attirer de nouvelles populations en milieu rural ; Promouvoir l'emploi agricole, de la filière bois et de l'agroalimentaire et y améliorer les conditions d'emploi et de travail, permettre à l'ensemble de la population de mieux connaître l'importance du rôle des agriculteurs, des éleveurs, de la filière équine et des forestiers dans les territoires ruraux, en cherchant à réduire les freins au recrutement en agriculture, notamment par la promotion de la mutualisation de l'emploi. |
| Types d'actions soutenues | <p>➤ Les types d'actions soutenues concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'émergence et la structuration de filières à fort potentiel : économie du bien-être et du bien-vieillir, industries culturelles et créatives, filière équine, numérique, filières agricoles nouvelles (chanvre par exemple), thermalisme, développement durable... - Les projets ayant vocation d'exemplarité et les expérimentations ayant vocation à tester ou démontrer la pertinence d'une initiative ; - Les filières ayant vocation à développer une offre productive tournée vers la population locale en s'appuyant sur les évolutions démographiques et l'évolution de la demande. - La mise en réseau et la coordination des acteurs pour faire émerger une dynamique collective et partenariale. Dans ce cadre, les projets associant un partenariat multiple sur le modèle triple ou quadruple hélix seront encouragés (acteurs privés, organisations publiques, centres de recherche, associations...). - Les actions de détection et valorisation de l'innovation sur le territoire pour stimuler un développement endogène reposant sur les initiatives locales. <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions et investissements visant à asseoir une filière cinématographique locale (agence de production locale) - Actions et investissements permettant le développement des filières bio sourcées (algues, algues des marais, savons, crevettes, salicorne...) - Soutien à la filière équine, des besoins de l'élevage (équipements, soins...) aux usages (loisirs, sportifs, ...) : Création et équipements de lieux de formation, prospection d'entreprises ciblées, soutien aux activités annexes (maréchalerie, sellerie, course...). - Structuration d'une stratégie autour d'une offre culturelle et créative en mobilisant les acteurs locaux - Actions d'identification et de promotion de l'innovation au sein des TPE-PME dans un but d'émergence d'activités nouvelles |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Actions innovante sur la communication des services et l'offre accessibles pour les personnes en situation de handicap (ex. Connaissance des services publics ou culturels accessibles sur une commune...) - ... |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs. ➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre : <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie thématique et l'animation territoriale, ainsi que leurs frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - La mise en réseau des acteurs ; - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation en faveur de l'émergence et de la structuration de filières à fort potentiel ; - Le développement de stratégies territoriales de structuration et d'émergence des filières reposant sur la mobilisation des acteurs locaux ; - Les équipements, les aménagements et les investissements favorisant le développement de filières nouvelles et l'emploi. ➤ Modalités d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| <p>Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics, dont les Offices de tourisme communautaires - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations, - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Universités, laboratoires et centres de recherche - ... ➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique. ➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme |

| | |
|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés. |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Région Nouvelle-Aquitaine : RI des aides économiques ➤ EPCI |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le volet territorial : <ul style="list-style-type: none"> - La mesure 77.05 LEADER soutient de manière importante les projets favorisant l'émergence et l'accompagnement des projets des territoires ruraux et la création de valeur ajoutée sur les territoires (Besoins associés H1). Elle propose de cibler l'action publique sur des thématiques porteuses d'avenir en ciblant les financements sur les thématiques d'avenir et en accompagnant la structuration de filières territorialisées (Besoins associés H2). Elle cherche, enfin, à renforcer l'attractivité des zones rurales (Besoins associés H4) en soutenant, notamment, le développement de services accompagnant le vieillissement de la population. - Le volet territorial, par le financement Leader, adopte une approche territoriale à travers une réflexion sur les filières territorialisées. Le rattachement des projets au service de l'émergence ou la structuration de filières à fort potentiel constitue un prérequis sous le volet territorial. La mise en valeur des ressources cachées des territoires constitue également une entrée possible pour des projets relatifs à cette thématique. ➤ Lignes de partage externes <ul style="list-style-type: none"> - L'axe 1.3. du programme régional FEDER relatif à la croissance et la compétitivité des PME apporte un soutien aux PME pour le financement d'investissements productifs ainsi qu'aux acteurs en charge de porter le développement économique sur les territoires. Il met l'accent sur les actions de promotion de l'entrepreneuriat, de marketing territorial, de requalification des zones d'activité à vocation industrielle, et plus généralement, de soutien à l'attractivité des territoires. L'axe 1.3. du programme régional FEDER propose un soutien individuel aux PME et aux organisations en charge du développement économique selon une approche microéconomique (soutien aux investissements productifs d'une PME, soutien aux actions d'accompagnement de développement économique des collectivités, par exemple). - La mesure 73.03 du Programme Stratégique national soutenu financièrement par le FEADER soutient les activités des entreprises "off farm", parmi lesquelles la mise en œuvre de projets d'investissement pour l'installation, le développement, la modernisation ou le changement de pratiques portés par des entreprises de la filière équine (y compris d'élevage) ; ➤ Lignes de partage internes <ul style="list-style-type: none"> - Les projets des filières de la croissance bleue ayant vocation à soutenir la pêche et l'aquaculture seront fléchés prioritairement vers l'objectif 4 de la présente stratégie (DLAL FEAMPA). Les autres filières de l'économie bleue durable (nautisme, activités portuaires, etc.) pourront être soutenues sous cette fiche-action. ➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes Feder - FSE - Feader - Feampa mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial.</p> |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues <p>➤ Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | 3 - La transition des entreprises par le développement d'un modèle de production sobre |

Fiche-action n°3.2 – Alimentation durable, agriculture locale et circuits courts

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 3. Accompagner le renouveau et la résilience du tissu économique au service des transitions sociales, sociétales et environnementales | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | LEADER | 345 394 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : Le territoire ambitionne de structurer une offre agricole pensée au service des habitants du territoire, résidents permanents et saisonniers. L'objectif est de renforcer des liens plus étroits entre production et consommation locale. ➤ Objectifs opérationnels : Les actions soutenues visent à relocaliser les productions agricoles et alimentaires (dont salicole) et à organiser les filières courtes sur le territoire : la construction et le déploiement des projets alimentaires territoriaux (PAT) ; la préservation des modes de commercialisation en circuit-courts, le soutien à l'investissement matériel ou immatériel nécessaire à la transformation, à la logistique et au stockage ; l'organisation et le renforcement des circuits courts. ➤ Effets territoriaux : Les actions soutenues sous cette fiche-action couvriront l'ensemble du territoire en accord avec la définition du rural retenue (commune de -25 000 habitants), avec des activités agricoles et des activités ayant trait à l'alimentation locale. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'une ruralité active qui répond au besoin des populations présentes. ➤ Les effets attendus concernent : i) en amont, une meilleure connaissance des modèles économiques permettant une agriculture locale pérenne, indépendante financièrement au service des populations locales et engagée dans la transition écologique, et, ii) en aval, la valorisation des produits, de l'alimentation et la gastronomie locale. Ils contribueront à organiser les filières en mobilisant les acteurs et en les associant autour de projets collectifs construits localement. ➤ La plus-value du DLAL repose sur la capacité à soutenir des projets provenant du territoire, conduits par des acteurs locaux, en dehors de tout modèle agricole établi dicté par des instances supra-territoriales. Le DLAL offre la possibilité aux acteurs du territoire de construire leur propre modèle de développement agricole au service des populations locales et dans un objectif de durabilité économique et environnementale. | |
| <p>Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les actions soutenues doivent contribuer aux besoins définis par la mesure 77.05 LEADER du programme national stratégique FEADER : <ul style="list-style-type: none"> - Cibler l'action publique sur des thématiques porteuses d'avenir : cibler les financements sur des thématiques de transitions ; accompagner les initiatives de reterritorialisation de l'alimentation comme les projets alimentaires territoriaux (PAT) ; structurer le développement de filières territorialisées, d'outils collectifs de proximité et des débouchés associés. | |
| <p>Types d'actions soutenues</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues concernent : <ul style="list-style-type: none"> - Le renouvellement des pratiques, des outils et des modèles économiques ; la gouvernance et la mise en réseau des acteurs locaux ; - La professionnalisation des acteurs ; - L'accessibilité des productions et des circuits de commercialisation ; - La communication et la sensibilisation des publics ; - L'élaboration, l'animation, la communication et la mise en œuvre des PAT ; | |

| | |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Le soutien aux marchés et points de vente directe ; la valorisation de l'alimentation et la gastronomie locale ; - L'organisation de la filière, la mobilisation des agriculteurs ; - Les investissements dans des exploitations agricoles non-soutenus par ailleurs favorisant la transition écologique de celles-ci et/ou s'inscrivant dans une démarche collective cohérente avec les initiatives portées par le PAT ou le développement des circuits courts. <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement d'outils de communication numérique (plateforme manger 17 par exemple) et classique (guide papier « la route des saveurs » par exemple) - Organisation d'événements, de randonnées gourmandes, d'itinéraires à vélo et dégustations, de portes ouvertes à la ferme, et toute action qui lie offre touristique de loisirs avec l'objectif de développement et de valorisation des productions locales. - Campagnes de communication sur l'attractivité des métiers - Création de points de vente directe - Développement de solutions logistiques (drives, groupements de commandes, centrales d'achats...) - Développement de solutions de livraison et de vente mobile - Outils d'abattage et de transformation collectifs - Mise en synergie des PAT - Sensibilisation des scolaires et des publics jeunes - Valorisation et communication sur les démarches existantes (labels, applications mobiles, réseaux...) - ... |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <p>➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.</p> <p>➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie thématique et l'animation territoriale, ainsi que leurs frais annexes, requises pour la promotion de l'agriculture locale et le développement des filières courtes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication pour valoriser l'alimentation et la gastronomie locale ; - La sensibilisation des publics aux notions de ressources alimentaires locales et de résilience alimentaire... - Le développement de stratégies territoriales en lien avec la construction et le déploiement des Plans alimentaires territoriaux (PAT) ; - Les investissements pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles (projet inférieur à 300 000 € uniquement) ; |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration d'actions collectives territoriales (type groupements de commande, réseaux d'acheteurs...); <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes) | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics, dont les Offices de tourisme communautaires - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés.</p> |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <p>➤ Etat</p> <p>➤ Région Nouvelle-Aquitaine</p> <p>➤ Département de la Charente-Maritime</p> <p>➤ Communes et EPCI</p> |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <p>➤ Le volet territorial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mesure 77.05 LEADER propose de cibler l'action publique sur des thématiques porteuses d'avenir et en accompagnant la structuration de filières territorialisées (Besoins associés H2) par l'accompagnement des initiatives de reterritorialisation de l'alimentation comme les projets alimentaires territoriaux (PAT). Elle favorise l'émergence et l'accompagnement des projets des territoires ruraux (besoins associés H1). - Le volet territorial, par le financement Leader, adopte une approche territoriale à travers une réflexion sur la relocalisation de l'alimentation en cherchant à tisser des liens entre production et consommation locale. Il inscrit son action dans la proximité à l'échelle du territoire ou dans son proche environnement. Il adopte une approche systémique en adressant la question agricole et alimentaire sur l'ensemble de la chaîne de valeur et d'approvisionnement sur le territoire. <p>➤ Lignes de partage externes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une ligne de partage concerne les actions soutenues par deux mesures du FEADER : i) La mesure Alimentation durable soutient les investissements dans la |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>transformation et la commercialisation des produits agricoles dont l'assiette éligible du projet est supérieure à 300 000€ ; ii) La mesure Plan de compétitivité et d'adaptabilité des entreprises (PCE) soutient des projets s'inscrivant dans les Plans de modernisation des élevages (PME) et dans les plans de végétal environnement (PVE), ainsi que les investissements collectifs (type CUMA) et les projets permettant aux agriculteurs de diversifier leurs activités. Les mesures Alimentation durable et PCE proposent un soutien aux projets individuels des PME et des organisations en charge du développement économique selon une approche microéconomique (soutien aux investissements portés par un acteur isolé ou un petit groupe d'acteurs).</p> <p>➤ Lignes de partage internes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les projets des filières de la croissance bleue ayant vocation à soutenir la pêche et l'aquaculture seront fléchés prioritairement vers l'objectif 4 de la présente stratégie (DLAL FEAMPA). Les autres filières de l'économie bleue durable (nautisme, activités portuaires, etc.) pourront être soutenues sous cette fiche-action. <p>➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes Feder - FSE - Feader - Feampa mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial.</p> |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues <p>➤ Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | <ol style="list-style-type: none"> 1 - L'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique et solidaire 2 - La transition agroécologique pour une alimentation saine et un environnement préservé 3 - La transition des entreprises par le développement d'un modèle de production sobre 8 - La préservation de la biodiversité en réconciliant biodiversité et activités humaines 9 - La préservation de la ressource en eau pour mieux consommer et garantir la qualité de l'eau 10 - La préservation des terres agricoles et forestières par une agriculture diversifiée et la préservation de la richesse de ces paysages et de ces milieux naturels |

Fiche-action n°3.3 – Une filière territorialisée d'économie circulaire

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 3. Accompagner le renouveau et la résilience du tissu économique au service des transitions sociales, sociétales et environnementales | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | LEADER | 200 000 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : Le territoire ambitionne de structurer et d'intégrer de nouvelles pratiques à l'échelle du territoire en tissant des liens plus directs entre la production et la consommation locale, en soutenant la diversification des productions et en travaillant sur leur complémentarité. Il y a la volonté de dynamiser une filière territorialisée autour de l'économie circulaire en adoptant une approche territoriale multi-acteurs. ➤ Objectifs opérationnels : Les actions soutenues contribueront à favoriser la réduction et la valorisation des déchets et à soutenir les actions en faveur l'économie circulaire. Le territoire vise à modifier les pratiques en matière de gestion des déchets. Les changements visent des pratiques de tri mieux encadrées pour réduire la production de déchets et la valorisation des filières nouvelles de réemploi, de réparation et de recyclage. ➤ Effets territoriaux : Les actions soutenues sous cette fiche-action couvriront l'ensemble du territoire en accord avec la définition du rural retenue (commune de -25 000 habitants). ➤ Les effets attendus concernent l'émergence de nouvelles initiatives en matière d'économie circulaire, avec une prise de conscience nouvelle des capacités offertes par la revalorisation locale des déchets comme ressources. Des réflexions portant sur le modèle économique et la création de valeur-ajoutée sont visées afin de démontrer les liens possibles entre préservation de l'environnement et développement économique à l'échelle du territoire. Les effets attendus concernant l'initiation de démarches partenariales par la mise en relation des acteurs d'horizons divers (exploitants agricoles, industries, collectivités locales, etc.), entre les « producteurs » de déchets et les « consommateurs » de déchets qui intègrent ceux-ci comme ressources dans leurs chaînes d'approvisionnement. ➤ La plus-value du DLAL repose sur la capacité à réfléchir à la problématique de l'économie circulaire sur une échelle territoriale pertinente et à mettre en réseau des acteurs inscrits dans des chaînes de valeur et d'approvisionnement, a priori, fort différentes. Le DLAL offre un cadre commun aux acteurs pour se réunir et traiter collectivement ces sujets en proposant des modes de gouvernance innovants et adaptés aux spécificités locales. | |
| <p>Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les actions soutenues doivent contribuer aux besoins définis par la mesure 77.05 LEADER du programme nationale stratégique FEADER : <ul style="list-style-type: none"> - Agir pour l'économie circulaire : Structuration et intégration de nouvelles pratiques à l'échelle d'un territoire ; développement de liens plus directs entre la production et la consommation locale, de la diversification des productions et de leur complémentarité ; développement et accompagnement des filières de valorisations des co-produits et sous-produits ; prise en compte des critères environnementaux. - Favoriser l'émergence et l'accompagnement des projets des territoires ruraux : Renforcer la capacité des territoires ruraux au service de projets portés par les acteurs locaux ; Encourager l'innovation, y compris sociale, la mutualisation, la coopération et la solidarité entre acteurs et territoires ; Favoriser la création de valeur ajoutée sur les territoires. | |

| | |
|---------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Cibler l'action publique sur des thématiques porteuses d'avenir : Cibler les financements sur des thématiques de transitions ; Structurer le développement de filières territorialisées, d'outils collectifs de proximité et des débouchés associés ; Développer de nouvelles filières durables pour les produits biosourcés. |
| Types d'actions soutenues | <p>➤ Les types d'actions soutenues concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les projets de recherche et développement visant à tester des pratiques nouvelles sur le territoire. - Les projets collaboratifs multi-acteurs associant un écosystème d'acteurs variés : acteurs de la recherche, collectivités locales, « paysans-chercheurs », associations de citoyens, etc. Il est jugé que seule une approche multi-acteurs partagée peut réellement permettre le bon développement d'une économie circulaire véritablement équilibrée en termes de besoins et ressources locales. - Les études permettant d'identifier les déchets produits localement qui pourraient devenir des ressources pour d'autres acteurs du territoire - Les actions de mise en réseau et d'animation du territoire pour favoriser l'émergence d'idées nouvelles et la construction de solutions collectives. - La structuration de filières territorialisées d'économie circulaire. - Les expérimentations et les initiatives innovantes contribuant à la structuration de filières territorialisées autour de l'économie circulaire. <p>➤ Précisions et zones d'exclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le volet territorial a vocation à soutenir des projets individuels innovants ou expérimentaux. Les projets soutenus sous cette fiche-action devront s'inscrire dans une dynamique collective territoriale favorisant le développement de filières d'économie circulaire locale. Il devra être démontré que la finalité du projet est le développement d'une dynamique collective structurée ou en cours de structuration sur le territoire. Le soutien à des projets individuels devra permettre un effet levier pour une démarche collective territoriale, favoriser le maillage territoire ou encore compléter une chaîne de valeur. <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude d'opportunité des déchets locaux des exploitations agricoles comme ressources - Expérimentation pour la gestion des déchets verts (déchets agricoles, déchets verts des collectivités, etc.) - Développement de logiques entrepreneuriales spécifiques à l'économie circulaire, dans toutes les filières - Mise en relation des professionnels « producteurs de déchets » avec ceux présentant un intérêt pour une valorisation locale dans leurs chaînes d'approvisionnement - Expérimentation de l'usage de nouveaux matériaux locaux à partir de matériaux biosourcés issus des exploitations agricoles (bois pour les haies végétalisées, roseaux pour faire du paillage...) - Accompagnement pour l'accès à l'écorégime des exploitations agricoles par la certification environnementale de niveau 2+ - Accompagnement et valorisation des démarches de collecte et de recyclage des déchets des exploitations les incluant dans une dynamique collective territoriale d'économie circulaire |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Recensement des bonnes pratiques en matière d'économie circulaire - Sensibilisation des professionnels à la gestion des déchets et aux réglementations en vigueur - Sensibilisation du grand public et des professionnels (paysagistes, services techniques communaux) au lien entre la question des déchets verts et une meilleure connaissance des écosystèmes pour des pratiques respectueuses de l'environnement (espèces endémiques, biodiversité, règles pour la taille des haies...). |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs. ➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre : <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie thématique et l'animation territoriale, ainsi que leurs frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics ; - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements ; - La mise en réseau des acteurs. ➤ Modalités d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| <p>Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics, dont les Offices de tourisme communautaires - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations, ONG, organisations à but non lucratif - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Bailleurs sociaux - Universités, laboratoires et centres de recherche ➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique. ➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés. |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Etat ➤ ADEME ➤ BPI |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le volet territorial : <ul style="list-style-type: none"> - La mesure 77.05 LEADER soutient, en zones rurales, : i) les projets agissant pour l'économie circulaire (Besoins associés E4) encourageant la structuration et l'intégration de nouvelles pratiques à l'échelle d'un territoire, le développement de liens plus étroits entre production et consommation locale ou encore le développement de filières de valorisation de co-produits et sous-produits ; ii) les projets permettant la création de valeur ajoutée locale (Besoins associés H1) et la structuration des filières territorialisées (Besoins associés H2). La mesure Leader de soutien à l'économie circulaire cible son intervention sur les projets s'inscrivant dans une approche territoriale de la gestion des déchets et des ressources. ➤ Lignes de partage externes <ul style="list-style-type: none"> - L'axe 2.6 du programme régional FEDER vise à favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources. L'axe 2.6 cherche à développer l'économie circulaire dans les filières à fort enjeu environnemental (filière déchet en tant que ressource, déchets du BTP, biodéchets, plastique, etc.) et à accompagner les acteurs des territoires pour soutenir l'économie circulaire. Les projets entrant dans le champ de l'axe 2.6 du Feder seront orientés systématiquement vers cet axe. ➤ Lignes de partage internes <ul style="list-style-type: none"> - Les projets partenariaux bénéficiant à la pêche et l'aquaculture seront orientés prioritairement vers l'objectif 4 de la stratégie territoriale interfonds (DLAL FEAMPA). Les autres filières de l'économie bleue durable (nautisme, activités portuaires, etc.) pourront être soutenues sous cette fiche-action. ➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes Feder - FSE - Feader - Feampa mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial. |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Indicateurs de réalisation <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues ➤ Indicateurs de résultat <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | 3 - La transition des entreprises par le développement d'un modèle de production sobre 7 - Objectif « zéro déchet » par la prévention et la réduction de la production de nos déchets |

Fiche-action n°4.1 - Dynamique économique des filières pêche et aquaculture

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 4. Une transition bleue en faveur de la pêche et de l'aquaculture pour la préservation d'un territoire maritime et littoral situé entre estuaires et marais | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | FEAMPA | 400 000 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <p>➤ L'ambition : Le territoire ambitionne d'accompagner le développement d'une transition écologique, inclusive et respectueuse de l'environnement, parmi l'ensemble des filières de l'économie bleue au service des filières pêche et aquaculture. Les actions soutenues contribueront à diminuer l'empreinte environnementale de la filière bleue tout en maintenant leurs dynamiques. Plus spécifiquement, sous cette fiche-action, le territoire vise à conforter les dynamiques économiques des filières tout en développant de nouvelles perspectives (nouvelles productions, diversification et nouveaux modèles économiques) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un premier volet s'attachera à modifier les pratiques en matière de gestion des déchets, notamment pour tendre vers un affranchissement des déchets plastiques. Les changements visent des pratiques de tri mieux encadrées pour utiliser moins de plastique et valoriser des filières nouvelles de réemploi, de réparation et de recyclage. - Il est également question dans un second volet de stimuler et d'accompagner les productions, actuelles ou nouvelles, du territoire en valorisant les produits, en encourageant la diversification et en accompagnant les besoins des professionnels. L'accompagnement des démarches innovantes sera recherché (produits, procédés, commercialisations, organisations). <p>➤ Objectifs opérationnels :</p> <p>Les actions soutenues contribueront d'une part à dynamiser une filière d'économie circulaire - du déchet à la ressource :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager la mise en place de filières de réparation, collecte, traitement et valorisation des déchets produits et existants - Développer de nouveaux matériaux et soutenir à l'éco-conception - Limiter la production des déchets, accompagner de nouvelles pratiques et sensibiliser les acteurs <p>D'autre part, les actions soutenues contribueront à accompagner durablement les productions et à valoriser l'identité maritime du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ancrer la culture maritime et diffuser les informations sur les métiers maritimes - Valoriser, améliorer la connaissance des produits et la culture gastronomique du territoire, les circuits courts et les démarches labellisées - Accompagner des productions nouvelles <p>➤ Effets territoriaux : La stratégie vise en premier lieu les acteurs intervenant sur le littoral et en mer mais plus globalement l'ensemble des acteurs agissant en faveur de l'économie bleue durable quel que soit leur localisation géographique (zone urbaine, rurale ou littorale) sur le territoire. Les 8 filières de la croissance bleue ayant un potentiel</p> | |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>de développement sur le territoire, parmi les 11 filières identifiées par la stratégie régionale de Nouvelle-Aquitaine, sont visées par cet objectif.</p> <p>➤ Les effets attendus sur le territoire concernent la transition écologique pour la mer et le littoral, le développement de l'économie bleue durable, le bon état écologique du milieu marin, la préservation d'un littoral attractif et le rayonnement du territoire pour son action pro-active sur le sujet. Plus spécifiquement, il est attendu une meilleure prise en compte de l'approche transversale relevant de l'économie bleue et de l'interdépendance des acteurs intervenants dans des chaînes de valeur et d'approvisionnements différentes mais mobilisant les mêmes ressources territoriales, celles spécifiques à la mer et au littoral. Des effets sont concrètement attendus sur l'instauration de nouvelles pratiques, l'expérimentation de nouvelles solutions et l'émergence de nouvelles idées grâce à la mise en réseau des acteurs sur l'ensemble des objectifs relatifs à l'économie bleue durable.</p> <p>➤ La plus-value du DLAL repose sur la capacité à traiter les problématiques relatives de l'économie bleue durable sur une échelle territoriale pertinente en sortant des approches sectorielles traditionnelles. La mise en réseau d'acteurs inscrits dans des chaînes de valeur et d'approvisionnement, a priori, fort différentes, constitue un point fort pour une approche territoriale transversale des besoins et potentiels de développement du territoire. Le DLAL offre un cadre commun aux acteurs pour se réunir et traiter collectivement ces sujets en proposant des modes de gouvernance innovants et adaptés aux spécificités locales.</p> |
| <p>Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <p>➤ Les actions soutenues doivent contribuer aux besoins définis par le programme national FEAMPA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et créer des emplois directs ou indirects dans les filières pêche et aquaculture ; - Renforcer la place des filières pêche et aquaculture dans le développement des territoires littoraux, dans une perspective de croissance bleue durable. |
| <p>Types d'actions soutenues</p> | <p>➤ Les actions suivantes en lien avec la dynamique d'économie circulaire (déchets organiques et inorganiques, de loisirs ou professionnels) seront soutenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de filières de réparation et de valorisation : actions en application de la règle des 3 R (Réemploi, Réparation et Recyclage) ; création d'une filière de valorisation des déchets plastiques ou organiques ; actions favorisant et facilitant la collecte et la massification ; actions pour le traitement, la transformation et la valorisation des déchets ; actions de formations pour accompagner la démarche. - Développement de nouveaux matériaux et éco-conception : actions afin de réduire les déchets à la source : matériaux biosourcés, plus durables, plus réparables et plus réutilisables ; réflexion sur l'obsolescence programmée ; développement de produits vertueux éco-conçus ; recyclage de ces matériaux biosourcés (compost industriel) - Limiter la production de déchets, initier de nouvelles pratiques, sensibiliser les acteurs : réflexion sur une moindre utilisation des ressources ; actions visant à concilier production et meilleure utilisation des ressources ; actions permettant de tendre vers l'économie circulaire. <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>) <i>En lien avec la dynamique d'économie circulaire :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de filets de collecte de macrodéchets aux exutoires pluviaux |

| | |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Travail commun sur la valorisation du polystyrène (mareyeurs, restaurateurs) - Transformation des huiles de fritures valorisées en revêtement protecteur coques bateaux - Mise en place de bac à marées flottants dans les ports - Démarche de sensibilisation des usagers des ports aux différents déchets à traiter - Filière et mode de valorisation des déchets plastiques collectés - Recyclage des coquilles d'huîtres (campings, restaurateurs, particuliers et pros) - Travail sur les co-produits de la pêche - ... <p>➤ Les actions suivantes en lien avec les productions locales et l'identité maritime du territoire seront soutenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ancrer la culture maritime et diffuser les informations sur les métiers maritimes : communication sur les métiers existants, les formations et sur les lieux de production ; développement de nouveaux métiers en lien avec les nouvelles problématiques (ex : déchets, Aquaculture Multi-Trophique Intégrée) ; trouver des solutions globales pour l'hébergement des professionnels saisonniers. - Valoriser, améliorer la connaissance des produits locaux et promouvoir la culture gastronomique du territoire : développement de circuits courts pour la restauration collective ; mise en réseau des acteurs des chaînes de production/valorisation ; démarches labellisées et mise en lien du « merroir » et du produit (saisonnalité, chaîne de production locale) ; valorisation de l'identité gastronomique du territoire en s'appuyant sur les nouveaux modes de consommation. - Accompagner des nouvelles productions : encouragement au développement de la diversification à la fois en mer, sur l'estran et dans le marais avec la production d'espèces complémentaires ou de nouvelles productions ; diverses valorisations des produits (alimentation, cosmétique, pharmacologie, biotechnologie, etc...) <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>) <i>En lien avec la promotion des productions locales :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Séjour d'accueil pour la découverte des métiers - Accompagnement de la mise en tourisme d'espaces portuaires - Expérimentations de solutions pour l'hébergement saisonnier - Développement de nouvelles productions, recherche et développement en lien avec les biotechnologies |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <p>➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.</p> <p>➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie thématique et l'animation territoriale, ainsi que leurs frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics (professionnels et grand public) ; - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements ; - La mise en réseau des acteurs... <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Les projets de valorisation touristique ou de mise en tourisme seront sélectionnés obligatoirement dans le cadre d'appels à projets ciblés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes) | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Etablissements publics - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations, ONG, organisations à but non lucratif - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Parc Naturel Marin - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Les filières professionnelles appartenant aux secteurs de l'économie bleue durable et leurs organisations sont plus spécifiquement ciblées. Sur le territoire, les acteurs locaux suivants sont visés : Ligue pour la Protection des Oiseaux, TEO, ECHO MER, Navicule bleue, ARC Environnement, OVIVE, Cyclab - Cyclad, Cèdre, Vivr'actif, Circul'R, Agence de Développement et d'Innovation Nouvelle-Aquitaine, Food Synergie, Biohot, Université la Rochelle, Atlantic cluster, Cluster Eurosima, Ligue de surf Nouvelle-Aquitaine, Plateforme RECITA, collectivités locales, département, ports et criées, associations de producteurs, Groupement Qualité Huître Marennes Oléron, CRC 17, CDPMEM, Lycées maritimes, AFPA, COBEMA, CAPENA, Offices du Tourisme.</p> <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés. Les acteurs des 8 filières de la croissance bleue ayant un potentiel de développement sur le territoire, parmi les 11 filières identifiées par la stratégie régionale de Nouvelle-Aquitaine, sont visées par cet objectif.</p> |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <p>➤ Région Nouvelle-Aquitaine</p> |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Lignes de partage avec les autres dispositifs</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le volet territorial : Le FEAMPA sur le volet territorial propose d'appliquer les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Projets partenariaux : le volet territorial soutiendra les projets mobilisant des acteurs appartenant à au moins deux filières ou secteurs de l'économie bleue durable (parmi les 11 filières identifiées par la stratégie régionale pour la croissance bleue de la région Nouvelle-Aquitaine) ou dont les bénéficiaires ont une retombée multisectorielle. - Projets bénéficiant à la pêche et l'aquaculture : les projets devront démontrer qu'ils contribuent directement ou indirectement aux filières de la pêche et/ou de l'aquaculture - Enjeux locaux : les projets devront démontrer qu'ils répondent à un ou plusieurs enjeux locaux, tels qu'identifiés dans le présent programme de travail, et plus largement par les stratégies et documents d'orientation développés et mis en œuvre aux échelles locales et régionales. - Les actions sectorielles en faveur des pêcheurs, des aquaculteurs ou des entreprises de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture strictement, sont exclues du DLAL car elles sont soutenues via les autres mesures du volet régional FEAMPA. ➤ Lignes de partage internes <ul style="list-style-type: none"> - Les actions au profit des autres filières de la croissance bleue (hors pêche et aquaculture, objets de cet axe 4) ont vocation à être soutenues dans l'axe 1. C'est le cas notamment du nautisme, des activités portuaires... ➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes FEDER - FSE - FEADER - FEAMPA mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial. |
| <p>Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Indicateurs de réalisation <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'opérations (obligatoire) ➤ Indicateurs de résultat issus du Programme national FEAMPA <ul style="list-style-type: none"> - Emplois créés : nombre de personnes - Entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information : nombres d'entités - Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons : nombre d'actions |
| <p>Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique</p> | <ul style="list-style-type: none"> 1 - L'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique et solidaire 2 - La transition agroécologique pour une alimentation saine et un environnement préservé 3 - La transition des entreprises par le développement d'un modèle de production sobre 7 - Objectif « zéro déchet » par la prévention et la réduction de la production de nos déchets |

Fiche-action n°4.2 - Qualité environnementale des filières pêche et aquaculture

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 4. Une transition bleue en faveur de la pêche et de l'aquaculture pour la préservation d'un territoire maritime et littoral situé entre estuaires et marais | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OSS / LEADER / FEAMPA) | FEAMPA | 550 000 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <p>➤ L'ambition : Le territoire ambitionne d'accompagner le développement d'une transition écologique, inclusive et respectueuse de l'environnement, parmi l'ensemble des filières de l'économie bleue au service des filières pêche et aquaculture. Les actions soutenues contribueront à diminuer l'empreinte environnementale de la filière bleue. Plus spécifiquement, sous cette fiche-action, le territoire vise à préserver une bonne qualité environnementale, support de production des filières pêche et aquaculture tout en anticipant les futurs défis climatiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un premier volet s'attachera à modifier les pratiques et à accroître la sensibilisation des acteurs aux effets du changement climatique. Il vise à identifier des voies d'amélioration et à développer des pratiques aux impacts positifs. Au-delà, l'objectif est une meilleure adéquation des pratiques anthropiques aux équilibres écosystémiques. - Il est également question dans un second volet de maintenir et d'améliorer la qualité des eaux qui constituent un vecteur commun à toutes les filières de l'économie bleue durable. <p>➤ Objectifs opérationnels :</p> <p>Les actions soutenues contribueront à accroître la résilience et l'adaptation des filières face aux effets du changement climatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impulser des actions en faveur d'une transition énergétique pour tendre vers une sobriété énergétique - Préserver les milieux littoraux, champion de la séquestration du carbone et mieux comprendre les effets du changement climatique - Restaurer les habitats et préserver la biodiversité pour maintenir les services écosystémiques <p>D'autre part, les actions soutenues contribueront à maintenir une bonne qualité des eaux, dénominateur commun de toutes les activités littorales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter les apports de polluants dans le milieu - Communiquer, labelliser et certifier pour la mise en place de pratiques durables <p>➤ Effets territoriaux : La stratégie vise en premier lieu les acteurs intervenant sur le littoral et en mer mais plus globalement l'ensemble des acteurs agissant en faveur de l'économie bleue durable quel que soit leur localisation géographique (zone urbaine, rurale ou littorale) sur le territoire. Les 8 filières de la croissance bleue ayant un potentiel de développement sur le territoire, parmi les 11 filières identifiées par la stratégie régionale de Nouvelle-Aquitaine, sont visées par cet objectif.</p> <p>➤ Les effets attendus sur le territoire concernent la transition écologique pour la mer et le littoral, le développement de l'économie bleue durable, le bon état écologique du milieu marin et la préservation d'un littoral attractif et le rayonnement du territoire pour son</p> | |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>action pro-active sur le sujet. Plus spécifiquement, il est attendu une meilleure prise en compte de l'approche transversale relevant de l'économie bleue et de l'interdépendance des acteurs intervenants dans des chaînes de valeur et d'approvisionnements différentes mais mobilisant les mêmes ressources territoriales, celles spécifiques à la mer et au littoral. Des effets sont concrètement attendus sur l'instauration de nouvelles pratiques, l'expérimentation de nouvelles solutions et l'émergence de nouvelles idées grâce à la mise en réseau des acteurs sur l'ensemble des objectifs relatifs à l'économie bleue durable.</p> <p>➤ La plus-value du DLAL repose sur la capacité à traiter les problématiques relatives de l'économie bleue durable sur une échelle territoriale pertinente en sortant des approches sectorielles traditionnelles. La mise en réseau d'acteurs inscrits dans des chaînes de valeur et d'approvisionnement, a priori, fort différentes, constitue un point fort pour une approche territoriale transversale des besoins et potentiels de développement du territoire. Le DLAL offre un cadre commun aux acteurs pour se réunir et traiter collectivement ces sujets en proposant des modes de gouvernance innovants et adaptés aux spécificités locales.</p> |
| <p>Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <p>➤ Les actions soutenues doivent contribuer aux besoins définis par le programme national FEAMPA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et créer des emplois directs ou indirects dans les filières pêche et aquaculture ; - Renforcer la place des filières pêche et aquaculture dans le développement des territoires littoraux, dans une perspective de croissance bleue durable. |
| <p>Types d'actions soutenues</p> | <p>➤ Les actions suivantes en lien avec la résilience et l'adaptation des filières face aux effets du changements climatique seront soutenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impulser des actions en faveur d'une transition énergétique pour tendre vers une sobriété énergétique : Qualifier et quantifier les dépenses énergétiques des filières bleues; Travailler sur la réduction des gaz à effet de serre (bâtiments, mobilité, outils de production, équipement de travail) ; Développement de nouvelles énergies (photovoltaïque sur le bâti présent dans les marais, liaisons maritimes, méthanisation, éolien...); Travailler sur les conséquences variées de la non diminution des gaz à effet de serre ; Résilience et capacité d'adaptation des systèmes ; - Actions pour la préservation des milieux littoraux, champion dans la séquestration du carbone : actions de sensibilisation et de connaissance sur les modalités de la séquestration du carbone : quantification et communication ; Partenariat avec La Rochelle Territoire Zéro Carbone (LRTZC) ; travail sur l'acidification des océans ; anticipation des conséquences du changement climatique. - Restaurer les habitats et préserver la biodiversité afin de maintenir les services écosystémiques : préservation des habitats et de la biodiversité (capacité de charge des espaces, à savoir son seuil d'acceptation en termes de fréquentation ou d'usage) ; accompagner les espaces en mutation (ports, chenaux, marais et littoral) ; communication sur les différents usages des espaces ; travail sur les services écosystémiques et les liens entre pratiques et espaces : une planification spatiale pour une meilleure acceptabilité des usages et des pratiques. <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>) <i>En lien avec la résilience et l'adaptation au changement climatique :</i></p> |

| | |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Faisabilité de l'implantation de panneaux photovoltaïque sur les cabanes en marais - Analyse du cycle de vie - Impacts environnementaux des filières bleues - Diagnostic sur les gaspillages énergétiques des filières bleues - Acquisition de connaissances et communication sur le piégeage du carbone - Suivis de nouvelles espèces - Acquisition de connaissance interaction pratique/espèce/habitat - Accompagnement de la mutation de certains espaces (marais, espaces portuaires): SIG, stratégie, planifications - Diagnostic de vulnérabilité des zones de production - ... <p>➤ Les actions suivantes en lien avec le maintien d'une bonne qualité des eaux seront soutenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter les apports de polluants dans le milieu : améliorer les systèmes de filtration des rejets en mer ; identifier des sources de pollution aux exutoires et les atténuer (fleuves, STEP, réseau pluvial) ; s'appuyer sur les profils conchylicoles ; travailler sur la connaissance des différents types de polluants (microplastiques et leurs polluants, toxines, résidus médicamenteux, perturbateurs endocriniens, nutriments et pathogènes) ; actions visant une Gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP) ; actions travaillant à la problématique des vases de dragage. - Communiquer, labelliser et certifier pour la mise en place de pratiques durables : rétablir la perception du continuum terre/mer ; communiquer sur le lien terre / mer à l'échelle du bassin versant , travailler sur le rôle purificateur du marais ; soutien aux actions d'éducation à l'environnement et aux démarches pédagogiques ; mise en place de nouvelles pratiques responsables (labellisation) de type ports propres et pratiques et/ou usages responsables (au sein des ports, dans les marais, tourisme aux impacts positifs) : charte, label. <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>) <i>En lien avec la qualité des eaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de connaissance sur les rejets en mer et dans les fleuves - Mise en place de filets pour piéger les macrodéchets aux exutoires pluviaux - Etude pour la faisabilité des aménagements en faveur de la Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (GIEP) - Travaux sur les types de polluants ou pathogènes dans l'eau - en lien avec la biodiversité - Accompagnement des démarches de labellisation ports propres (sensibilisation des usagers) ou pavillons bleus - Education à l'environnement - Certification de pratiques durables dans les marais - tourisme aux impacts positifs - ... |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <p>➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.</p> <p>➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre :</p> |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie thématique et l'animation territoriale, ainsi que leurs frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics (professionnels et grand public) ; - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements ; - La mise en réseau des acteurs. <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Les projets de valorisation touristique ou de mise en tourisme seront sélectionnés obligatoirement dans le cadre d'appels à projets ciblés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| <p>Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)</p> | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Etablissements publics - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations, ONG, organisations à but non lucratif - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Parc Naturel Marin - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Les filières professionnelles appartenant aux secteurs de l'économie bleue durable et leurs organisations sont plus spécifiquement ciblées. Sur le territoire, les acteurs locaux suivants sont visés : Universitaires, Collectivités, ADI Nouvelle-Aquitaine, SOLTENA, développeur de parc éolien, UNIMA, services de l'État, IFREMER, GIP littoral Aquitain, Département 17, Forum des marais atlantiques, associations, Offices de tourisme, CRC 17, Parc Naturel Marin, CAPENA, SMIDDEST, SMBS, Agence de l'eau, Syndicats de marais, Syndicat des eaux 17, associations, syndicats portuaires, ...</p> <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés. Les acteurs des 8 filières de la croissance bleue ayant un potentiel de développement sur</p> |

| | |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | le territoire, parmi les 11 filières identifiées par la stratégie régionale de Nouvelle-Aquitaine, sont visées par cet objectif. |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | ➤ Région Nouvelle-Aquitaine |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <p>➤ Le volet territorial : Le FEAMPA sur le volet territorial propose d'appliquer les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projets partenariaux : le volet territorial soutiendra les projets mobilisant des acteurs appartenant à au moins deux filières ou secteurs de l'économie bleue durables (parmi les 11 filières identifiées par la stratégie régionale pour la croissance bleue de la région Nouvelle-Aquitaine) ou dont les bénéficiaires ont une retombée multisectorielle. - Projets bénéficiant à la pêche et l'aquaculture : les projets devront démontrer qu'ils contribuent directement ou indirectement aux filières de la pêche et/ou de l'aquaculture - Enjeux locaux : les projets devront démontrer qu'ils répondent à un ou plusieurs enjeux locaux, tels qu'identifiés dans le présent programme de travail, et plus largement par les stratégies et documents d'orientation développés et mis en œuvre aux échelles locales et régionales. - Les actions sectorielles en faveur des pêcheurs, des aquaculteurs ou des entreprises de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture strictement, sont exclues du DLAL car elles sont soutenues via les autres mesures du volet régional FEAMPA. <p>➤ Lignes de partage externes</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mesure 73.04 du programme stratégique national financé par le FEADER soutient la Préservation et restauration du patrimoine naturel et forestier, dont les sites Natura 2000. <p>➤ Lignes de partage internes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions au profit des autres filières de la croissance bleue (hors pêche et aquaculture, objets de cet axe 4) ont vocation à être soutenues dans l'axe 1. C'est le cas notamment du nautisme, des activités portuaires... <p>➤ Dans le cas où un projet ne serait pas éligible aux axes FEDER - FSE - FEADER – FEAMPA mentionnés par ailleurs dans les programmes régionaux et nationaux, le volet territorial pourra intervenir dans un souci de complémentarité des fonds, en accord avec la stratégie territoriale ici décrite et dans le respect des règles en vigueur. Cette disposition ne constituera pas une obligation ou un droit : le Comité de sélection restera seul juge de l'opportunité d'une intervention du volet territorial.</p> |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'opérations (obligatoire) <p>➤ Indicateurs de résultat issus du Programme national FEAMPA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emplois créés : nombre de personnes - Entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information : nombres d'entités - Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons : nombre d'actions |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique</p> | <p>1 - L'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique et solidaire 2 - La transition agroécologique pour une alimentation saine et un environnement préservé 8 - La préservation de la biodiversité en réconciliant biodiversité et activités humaines 9 - La préservation de la ressource en eau pour mieux consommer et garantir la qualité de l'eau 10 - La préservation des terres agricoles et forestières par une agriculture diversifiée et la préservation de la richesse de ces paysages et de ces milieux naturels</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Fiche-action n°5.1 – Coopération pour un développement économique, social et environnemental intégré et inclusif

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Objectif prioritaire | 5. Coopération | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OSS / LEADER / FEAMPA) | FEDER | 50 000 € |
| <p>Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L’ambition : L’ambition du territoire est d’initier des coopérations avec d’autres territoires localisés en région Nouvelle-Aquitaine, en France, en Europe et hors Union Européenne afin d’améliorer les stratégies locales et la mise en œuvre opérationnelle du plan d’actions. ➤ Objectifs opérationnels : Toutes les thématiques traitées dans la stratégie pourront faire l’objet d’un projet de coopération. Plus spécifiquement, les thématiques présentées dans les objectifs 1 et 2 de la présente stratégie territoriale, visant, d’une part, à stimuler des pratiques humaines durables en préservant et en valorisant le patrimoine territorial, et d’autre part, à renforcer l’attractivité et les aménités du territoire pour ses habitants seront ciblées sous cette fiche-action. La francophonie sera également soutenue comme axe transversal permettant un levier de développement local. ➤ Effets territoriaux : La stratégie vise l’ensemble du territoire et s’adresse à tous les publics. ➤ Les effets attendus concernent un apprentissage de bonnes pratiques et un retour d’expériences sur des initiatives conduites sur d’autres territoires et portant intérêt pour le territoire, ainsi que le développement conjoint de stratégies et la mise en œuvre conjointe d’actions visant à répondre à des problématiques communes et à stimuler les complémentarités entre les territoires. ➤ La plus-value du DLAL repose sur l’opportunité offerte aux acteurs locaux d’échanger et de collaborer avec des acteurs localisés hors du territoire pour favoriser l’échange de bonnes pratiques et la mise en œuvre conjointe d’actions dans une approche « gagnant – gagnant ». | |
| <p>Typologies d’actions référencées dans le programme régional ou national visé</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d’actions soutenues s’inscrivent en cohérence avec la typologie d’actions soutenues sous l’OSS du FEDER relatif au développement social, économique et environnemental intégré ainsi qu’au patrimoine naturel : le renforcement de l’ingénierie, notamment celle visant la mise en réseau et la coopération thématique et interterritoriale ; les actions favorisant l’attractivité durable du territoire et l’accès aux services ; les actions favorisant les dynamiques d’innovation et de reconversion territoriale. | |
| <p>Types d’actions soutenues</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d’actions soutenues : les échanges de bonnes pratiques et le développement de stratégies et d’actions conjointes permettant de répondre aux besoins et de valoriser les potentiels de développement du territoire. ➤ Des actions de coopération sont attendus sur les champs thématiques suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Le développement d’une offre touristique qualitative et durable permettant de diversifier le positionnement touristique du territoire - La préservation et la valorisation du patrimoine naturel en s’appuyant sur les caractéristiques spécifiques et identitaires du territoire (marais, estuaires, estrans, etc.) | |

- La préservation et la valorisation du patrimoine bâti et architectural, en cherchant notamment à traiter la problématique des contraintes réglementaires pour la mise en œuvre de la transition énergétique sur le territoire.
- L'équilibre d'une offre d'équipements et de services au sein d'un même territoire présentant des dynamiques de populations saisonnières variées et présentant le risque d'une accentuation d'une fracture socio-territoriale.
- Le développement d'actions culturelles conjointes, plus spécifiquement autour de la francophonie, contribuant à faire effet levier pour le développement local.
- L'accès à l'habitat pour tous les publics et le soutien à des mobilités durables sur un territoire ne comptant pas de grandes agglomérations.
- La francophonie.

➤ **Exemples de projets** (liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples)

- Echanges de bonnes pratiques et construction d'un récit territorial sur le sujet des freins réglementaires sur le bâti en zones littorales ayant un impact sur l'offre globale de logements et sur la transition énergétique.
- Actions de coopération avec d'autres territoires français à forte intensité patrimoniale pour des partages d'expériences, mais aussi la construction collective d'un récit argumentaire poussant à des évolutions / dérogations réglementaires au niveau national. Actions auprès des instances nationales (Assemblée nationale, Sénat, Ministères).
- Actions de coopération visant à rechercher des dispositifs légaux permettant de réguler l'offre de logement saisonnier (exemple d'une initiative portée au Pays-Basque en matière de gestion des locations saisonnières).
- Echanges sur la protection et la valorisation des espaces fragiles, notamment les marais au sein du Réseau agricole des marais littoraux atlantiques.
- Echanges d'expérience sur l'attractivité des territoires auprès des médecins généralistes et spécialistes.
- Echanges sur le développement d'une offre touristique d'arrière-saison, sur la gestion de la sur-fréquentation des sites sensibles, sur l'accessibilité des séniors...
- Actions de coopérations autour de la francophonie : tourisme généalogique, « tourisme racine », échanges de saisonniers, chantiers jeunes interterritoriaux, formation, festival cultures francophones...

➤ **Les critères d'éligibilité des dépenses** seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.

➤ **Les dépenses suivantes** seront notamment soutenues dans ce cadre :

- **L'ingénierie territoriale et ses frais annexes** : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et a vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou

Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>d'un seul organisme communautaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics ; - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements ; - La mise en réseau des acteurs ; <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes) | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics, dont les Offices de tourisme communautaires - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Bailleurs sociaux - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés.</p> |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Région Nouvelle-Aquitaine ➤ Département de la Charente-Maritime ➤ Communes et EPCI |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <p>➤ Le volet territorial soutient directement les actions de coopération interterritoriale. Ce soutien vise à favoriser les échanges avec d'autres territoires et permettre aux acteurs locaux d'élargir leurs horizons afin d'améliorer les stratégies menées au niveau local notamment en termes d'innovation.</p> <p>➤ La coopération territoriale européenne est soutenue au travers du programme de coopération transnationale Interreg Espace Atlantique, dont la région Nouvelle-Aquitaine est Autorité nationale. Ce programme réunit les régions européennes de la façade atlantique. Les priorités des différents programmes sont convergentes (recherche et innovation, transformation numérique, transition énergétique, protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, mobilité, développement territorial, emploi et formation). Le territoire est également éligible au programme de</p> |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | coopération interrégionale Interreg Europe favorisant l'échange de solutions sur des enjeux de développement territorial. |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues - Nombre de projets intégrés de développement territorial soutenus - Nombre d'actions de coopération réalisées <p>➤ Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'emplois créés |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | <p>1 - L'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique et solidaire</p> <p>3 - La transition des entreprises par le développement d'un modèle de production sobre</p> <p>4 - Les mobilités propres par le développement des transports collectifs et alternatifs</p> <p>5 - Un urbanisme durable et résilient, économe en ressources, qui s'adapte aux risques naturels</p> <p>6 - Un nouveau mix énergétique par la valorisation des énergies renouvelables</p> <p>8 - La préservation de la biodiversité en réconciliant biodiversité et activités humaines</p> <p>9 - La préservation de la ressource en eau pour mieux consommer et garantir la qualité de l'eau</p> <p>10 - La préservation des terres agricoles et forestières par une agriculture diversifiée et la préservation de la richesse de ces paysages et de ces milieux naturels</p> |

Fiche-action n°5.2 – Coopération en faveur du développement local et de nouvelles dynamiques dans les zones rurales

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Objectif prioritaire | 5. Coopération | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OSS / LEADER / FEAMPA) | LEADER | 50 000 € |
| Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L’ambition : L’ambition du territoire est d’initier des coopérations avec d’autres territoires localisés en Région Nouvelle-Aquitaine, en France, en Europe et hors Union Européenne afin d’améliorer les stratégies locales et la mise en œuvre opérationnelle du plan d’actions. ➤ Objectifs opérationnels : Toutes les thématiques traitées dans la stratégie pourront faire l’objet d’un projet de coopération. Plus spécifiquement, les thématiques présentées dans l’objectif 3 de la présente stratégie territoriale visant à accompagner la résilience du tissu économique et l’émergence de filières économiques territorialisées seront ciblées sous cette fiche-action. La francophonie comme levier de développement local sera également soutenue. ➤ Effets territoriaux : La stratégie vise l’ensemble du territoire en application de la règle du rural défini par ailleurs et s’adresse à tous les publics. ➤ Les effets attendus concernent un apprentissage de bonnes pratiques et un retour d’expériences sur des initiatives conduites sur d’autres territoire et portant intérêt pour le territoire, ainsi que le développement conjoint de stratégies et la mise en œuvre conjointe d’actions visant à répondre à des problématiques communes et à stimuler les complémentarités entre les territoires. ➤ La plus-value du DLAL repose sur l’opportunité offerte aux acteurs locaux d’échanger et de collaborer avec des acteurs localisés hors du territoire pour favoriser l’échange de bonnes pratiques et la mise en œuvre conjointe d’actions dans une approche « gagnant – gagnant ». | |
| Typologies d’actions référencées dans le programme régional ou national visé | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les actions soutenues doivent contribuer aux besoins définis par la mesure 77.05 LEADER du programme nationale stratégique FEADER : l’émergence et l’accompagnement des projets des territoires ruraux et la création de valeur ajoutée sur les territoires (Besoins associés H1) ; le soutien à des thématiques porteuses d’avenir en accompagnant la structuration de filières territorialisées (Besoins associés H2) ; le renforcement de l’attractivité des zones rurales (Besoins associés H4) ; le soutien à l’économie circulaire (Besoins associés E4). | |
| Types d’actions soutenues | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d’actions soutenues : les échanges de bonnes pratiques et le développement de stratégie et d’actions conjointes permettant de répondre aux besoins et de valoriser les potentiels de développement du territoire. ➤ Des actions de coopération sont attendus sur les champs thématiques suivants : <ul style="list-style-type: none"> - La diversification et l’accompagnement de filières à fort potentiel. Les territoires disposant d’un tissu économique similaire pourront être ciblés pour travailler sur la stratégie à adopter pour une diversification cohérente ; les territoires accueillant des activités économiques similaires ou complémentaires à celles soutenues localement pourront être ciblées (par exemple, sur le thermalisme, la filière équine, etc.) | |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre des plans alimentaires territoriaux, la mise en relation des productions locales et de la demande locale et le soutien aux circuits courts. - La dynamisation d'une économie circulaire ancrée localement - La francophonie sur les champs économiques, agricoles et alimentaires. <p>➤ Exemples de projets (<i>liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Echanges de bonnes pratiques sur des outils innovants en matière de promotion, de commercialisation et de distribution des productions locales - Etudes sur le modèle économique permettant des modes de productions, de transformation et de commercialisation viables sur le plan économique - Actions et expérimentations en faveur de la transformation écologique des exploitations agricoles - Expérimentations et initiatives sur l'économie circulaire, permettant de penser la massification des déchets à une échelle supra-territoriale |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <p>➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.</p> <p>➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie territoriale et ses frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et a vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics ; - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements ; - La mise en réseau des acteurs ; <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| <p>Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)</p> | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements - Établissements publics, dont les Offices de tourisme communautaires - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Bailleurs sociaux - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés.</p> |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Région Nouvelle-Aquitaine ➤ Département de la Charente-Maritime ➤ Communes et EPCI |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <p>➤ Le volet territorial soutient directement les actions de coopération interterritoriale. Ce soutien vise à favoriser les échanges avec d'autres territoires et permettre aux acteurs locaux d'élargir leurs horizons afin d'améliorer les stratégies menées au niveau local notamment en termes d'innovation.</p> <p>➤ La coopération territoriale européenne est soutenue au travers du programme de coopération transnationale Interreg Espace Atlantique, dont la région Nouvelle-Aquitaine est Autorité nationale. Ce programme réunit les régions européennes de la façade atlantique. Priorités des différents programmes sont convergentes (recherche et innovation, transformation numérique, transition énergétique, protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, mobilité, développement territorial, emploi et formation). Le territoire est également éligible au programme de coopération interrégionale Interreg Europe favorisant l'échange de solutions sur des enjeux de développement territorial.</p> |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>➤ Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stratégies intégrées de développement territorial soutenues <p>➤ Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement intégré |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | <p>1 - L'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique et solidaire</p> <p>2 - La transition agroécologique pour une alimentation saine et un environnement préservé</p> <p>3 - La transition des entreprises par le développement d'un modèle de production sobre</p> <p>7 - Objectif « zéro déchet » par la prévention et la réduction de la production de nos déchets</p> <p>8 - La préservation de la biodiversité en réconciliant biodiversité et activités humaines</p> <p>9 - La préservation de la ressource en eau pour mieux consommer et garantir la qualité de l'eau</p> <p>10 - La préservation des terres agricoles et forestières par une agriculture diversifiée et la préservation de la richesse de ces paysages et de ces milieux naturels</p> |

Fiche-action n°5.3 – Coopération en faveur d'une transition bleue des filières de la pêche et de l'aquaculture

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Objectif prioritaire | 5. Coopération | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OSS / LEADER / FEAMPA) | FEAMPA | 50 000 € |
| Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : L'ambition du territoire est d'initier des coopérations avec d'autres territoires localisés en région Nouvelle-Aquitaine, en France, en Europe et hors Union Européenne afin d'améliorer les stratégies locales et la mise en œuvre opérationnelle du plan d'actions. ➤ Objectifs opérationnels : Toutes les thématiques traitées dans la stratégie pourront faire l'objet d'un projet de coopération. Plus spécifiquement, les thématiques présentées dans l'objectif 4 de la présente stratégie territoriale visant à accompagner une transition bleue en faveur des filières de la pêche et de l'aquaculture seront ciblées sous cette fiche-action. La francophonie sera également soutenue comme axe transversal permettant un levier de développement local. ➤ Effets territoriaux : La stratégie vise en premier lieu les acteurs intervenant sur le littoral et en mer mais plus globalement l'ensemble des acteurs agissant en faveur de l'économie bleue durable quel que soit leur localisation géographique (zone urbaine, rurale ou littorale) sur le territoire. Les 8 filières de la croissance bleue ayant un potentiel de développement sur le territoire, parmi les 11 filières identifiées par la stratégie régionale de Nouvelle-Aquitaine, sont visées par cet objectif. ➤ Les effets attendus concernent un apprentissage de bonnes pratiques et un retour d'expériences sur des initiatives conduites sur d'autres territoire et portant intérêt pour le territoire, ainsi que le développement conjoint de stratégies et la mise en œuvre conjointe d'actions visant à répondre à des problématiques communes et à stimuler les complémentarités entre les territoires. ➤ La plus-value du DLAL repose sur l'opportunité offerte aux acteurs locaux d'échanger et de collaborer avec des acteurs localisés hors du territoire pour favoriser l'échange de bonnes pratiques et la mise en œuvre conjointe d'actions dans une approche « gagnant – gagnant ». | |
| Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les actions soutenues doivent contribuer aux besoins définis par le programme national FEAMPA : i) Maintenir et créer des emplois directs ou indirects dans les filières pêche et aquaculture ; ii) Renforcer la place des filières pêche et aquaculture dans le développement des territoires littoraux, dans une perspective de croissance bleue durable. | |
| Types d'actions soutenues | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les types d'actions soutenues : les échanges de bonnes pratiques et le développement de stratégie et d'actions conjointes permettant de répondre aux besoins et de valoriser les potentiels de développement du territoire. ➤ Des actions de coopération sont attendus sur les champs thématiques suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Emergence et dynamisation d'une filière d'économie circulaire, avec le besoin de traiter cette question à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine et au-delà ainsi que de massifier les déchets collectés pour une meilleure valorisation. - Transition énergétique des filières de l'économie bleue | |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Diversification des productions locales en travaillant sur l'identité maritime du territoire - Résilience et adaptation des filières au changement climatique - Répartition spatiale des activités adaptée aux capacités du territoire - Développement des marais - Francophonie <p>➤ Exemples de projets (liste non-exhaustive ayant seulement valeur d'exemples)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérimentation à l'échelle régionale pour massifier les déchets collectés au sein des filières des 11 filières de la croissance bleue. S'inspirer de projets existant sur d'autres territoires : par exemple, sur la réutilisation des coquilles d'huîtres en Bretagne. - Partenariat avec La Communauté d'Agglomération de La Rochelle sur le projet La Rochelle Territoire Zéro Carbone (LRTZC). - Parangonnage des initiatives portées dans d'autres pays en matière de diversification des productions et comprendre les modalités techniques, les contraintes et les avantages associés. - Stratégie de planification spatiale en s'inspirant de territoires contraints par une forte pression sur les espaces littoraux |
| <p>Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention</p> | <p>➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.</p> <p>➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie territoriale et ses frais annexes : les postes soutenus financièrement viseront à impulser une nouvelle démarche, un nouveau projet ou encore de nouvelles missions bien précises en cohérence avec les objectifs visés. Le soutien sera limité dans le temps et à vocation à faire effet levier pour le territoire. Cette ingénierie pourra être mobilisée à l'échelle d'un seul EPCI ou d'un seul organisme communautaire. - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation des publics ; - Les équipements, les petits aménagements et petits investissements ; - La mise en réseau des acteurs... <p>➤ Modalités d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le programme se donne la possibilité de lancer des appels à projets ciblés sur cette fiche-action afin de préciser certaines attentes, de mettre l'accent sur un type d'action prioritaire et, plus largement, d'atteindre les objectifs visés. - Des seuils planchers et/ou plafonds pourront être définis au besoin pendant la mise en œuvre du programme pour mieux cadrer le type d'actions attendues. |
| <p>Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)</p> | <p>➤ Liste des bénéficiaires potentiellement visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collectivités locales et leurs groupements |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Etablissements publics - Acteurs privés, PME – TPE (à l'exclusion des particuliers / personnes privées) - Associations, ONG, organisations à but non lucratif - Structures d'économie mixte - Organismes consulaires - Parc Naturel Régional - Parc Naturel Marin - Universités, laboratoires et centres de recherche <p>➤ Les filières professionnelles appartenant aux secteurs de l'économie bleue durable et leurs organisations sont plus spécifiquement ciblées.</p> <p>➤ Cette liste est non-exhaustive et dresse un premier cadrage des structures invitées à mobiliser leurs compétences pour initier des projets sur cette thématique.</p> <p>➤ Tout autre opérateur public et privé agissant sur le territoire dans l'intérêt des objectifs mentionnés dans la présente fiche-action, possédant la compétence de porter des actions et disposant de la légitimité politique et légale d'agir sur le territoire sur cette thématique sont également les bienvenus en inscrivant l'intervention du programme territorial interfonds dans une approche ascendante avec le souhait d'accompagner tous les projets du territoire permettant d'atteindre les objectifs précédemment mentionnés.</p> |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Région Nouvelle-Aquitaine ➤ Département de la Charente-Maritime ➤ Communes et EPCI |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le volet territorial soutient directement les actions de coopération interterritoriale. Ce soutien vise à favoriser les échanges avec d'autres territoires et permettre aux acteurs locaux d'élargir leurs horizons afin d'améliorer les stratégies menées au niveau local notamment en termes d'innovation. ➤ La coopération territoriale européenne est soutenue au travers du programme de coopération transnationale Interreg Espace Atlantique, dont la région Nouvelle-Aquitaine est Autorité nationale. Ce programme réunit les régions européennes de la façade atlantique. Les priorités des différents programmes sont convergentes (recherche et innovation, transformation numérique, transition énergétique, protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, mobilité, développement territorial, emploi et formation). Le territoire est également éligible au programme de coopération interrégionale Interreg Europe favorisant l'échange de solutions sur des enjeux de développement territorial. |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>Indicateurs de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'opérations (obligatoire) <p>Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activités de coopération entre les parties prenantes (nombre) |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | <p>1 - L'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique et solidaire</p> <p>2 - La transition agroécologique pour une alimentation saine et un environnement préservé</p> <p>3 - La transition des entreprises par le développement d'un modèle de production sobre</p> <p>7 - Objectif « zéro déchet » par la prévention et la réduction de la production de nos déchets</p> |

- | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>8 - La préservation de la biodiversité en réconciliant biodiversité et activités humaines</p> <p>9 - La préservation de la ressource en eau pour mieux consommer et garantir la qualité de l'eau</p> <p>10 - La préservation des terres agricoles et forestières par une agriculture diversifiée et la préservation de la richesse de ces paysages et de ces milieux naturels</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Fiche-action n°6.1 – Animation et gestion du programme interfonds

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Objectif prioritaire | 6. Animation et gestion du programme interfonds | |
| Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA) | LEADER | 967 148 € |
| Descriptif synthétique du contenu et objectifs(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ambition : L'ambition du territoire est de faire émerger des projets qualitatifs, innovants et inspirants permettant d'atteindre les objectifs définis dans la stratégie territoriale interfonds. ➤ Objectifs opérationnels : L'objectif est de proposer une animation territoriale permettant de faire vivre le programme territorial interfonds, d'accompagner les porteurs de projets de l'idée de projet à la clôture administrative du dossier et de répondre à l'ensemble des exigences et contraintes réglementaires (relation avec l'Autorité de gestion, soutien aux instances de décision, audit, évaluation du programme, etc.) ➤ Les effets attendus concernent le soutien à des projets innovants permettant d'apporter des réponses aux besoins du territoire et de proposer des solutions nouvelles pour bénéficier des potentiels de développement. De plus, la bonne gestion du programme garantira le respect des règles européennes en matière de contrôle et d'audit dans un souci d'optimisation des ressources et d'efficience des fonds mobilisés. ➤ La plus-value du DLAL porte sur le renforcement des capacités locales pour la mise en œuvre de la stratégie ainsi que sur la mise en œuvre des opérations, y compris les activités de coopération. Le DLAL permet une gestion locale des fonds européens au plus près du terrain, intégrant le suivi de la stratégie et son animation par une équipe technique ancrée sur le territoire. Enfin, le DLAL est conduit par un travail en réseau associant acteurs locaux, départementaux et régionaux à la mise en œuvre du programme. | |
| Typologies d'actions référencées dans le programme régional ou national visé | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les actions s'inscrivent dans la typologie d'actions soutenues par la mesure 77.05 LEADER du programme stratégique national FEADER. En Région Nouvelle-Aquitaine, le programme LEADER a été choisi par l'autorité de gestion pour financer tous les coûts de préparation, de gestion et d'animation relatifs aux stratégies de développement local des GAL (hors Bordeaux métropole). Le FEADER intervient comme Fonds chef de file pour l'ingénierie. | |
| Types d'actions soutenues | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les actions soutenues concernent la gestion, le suivi et l'évaluation de la stratégie ainsi que son animation, y compris la facilitation des échanges entre acteurs. ➤ Plus spécifiquement, les actions intègrent : <ul style="list-style-type: none"> - La coordination pour le portage technique, administratif et financier de l'activité du GAL pour la mise en œuvre de la stratégie de développement local. - L'animation de la stratégie visant à présenter la stratégie territoriale interfonds aux acteurs du territoire et à informer les acteurs du territoire des opportunités offertes par le programme interfonds - L'accompagnement des porteurs de projets pour apporter une aide aux porteurs de projets, de l'idée de projet à sa clôture administrative - Le soutien au GAL et aux instances locales de décision - Des missions transversales relatives à la communication, l'audit et l'évaluation du programme | |
| Eligibilité des dépenses et modalités d'intervention | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les critères d'éligibilité des dépenses seront définis à l'échelle régionale en application des réglementations européennes, nationales et régionales en vigueur. | |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Ces dernières prévalent sur les items listés ci-après. Ceux-ci ont vocation à préciser les types de dépenses soutenues en cohérence avec les types d'actions soutenues sans contrevenir aux règles définies par ailleurs.</p> <p>➤ Les dépenses suivantes seront notamment soutenues dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ingénierie territoriale et ses frais annexes - La mise en réseau et la coordination des acteurs ; - Les études et diagnostics contribuant aux objectifs précédemment décrits ; - Les prestations de services et outils dédiés aux projets ; - Les actions de communication et de sensibilisation ; - Les équipements. |
| Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes) | ➤ Le PETR Marennes Oléron en tant que structure porteuse et les EPCI parties prenantes dans le cadre de la coopération public-public entre les collectivités. |
| Cofinancements potentiellement mobilisables | ➤ EPCI |
| Lignes de partage avec les autres dispositifs | Par application du cadre réglementaire, le FEADER-Leader sera mobilisé de manière exclusive pour le financement de l'animation générale. |
| Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat) | <p>Indicateurs de réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de projets soutenus dans le cadre du GAL - Supports de communication créés et actions d'informations menées - Evaluation réalisée <p>Indicateurs de résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consommation des crédits sur la période - Actions visant à améliorer les capacités de gouvernance : nombre d'actions |
| Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique | 11. La Région, une administration exemplaire par la réduction de l'empreinte écologique de la collectivité |

VI. Plan de financement de la stratégie par fonds

| Stratégie du territoire | FEDER OS5 | LEADER | FEAMPA | TOTAL | % de la maquette |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| Objectif stratégique 1 : TOURISME ET PATRIMOINE | 1 450 000 € | 0 € | 0 € | 1 450 000 € | 22% |
| FA 1.1 – Une offre touristique qualitative et durable | 750 000 € | | | | |
| FA 1.2 - Une approche innovante et écosystémique autour des paysages et du patrimoine naturel | 250 000 € | | | | |
| FA 1.3 – Préservation et promotion du patrimoine bâti et architectural | 450 000 € | | | | |
| Objectif stratégique 2 : ATTRACTIVITE ET AMENITES DU TERRITOIRE POUR SES HABITANTS | 2 039 724 € | 0 € | 0 € | 2 039 724 € | 32% |
| FA 2.1 - Equipements, services de proximité et offre culturelle pour les populations présentes | 1 300 000 € | | | | |
| FA 2.2 - Accès de tous à un habitat approprié et mobilités durables | 739 724 € | | | | |
| Objectif stratégique 3 : RENOUEAU ET RESILIENCE DU TISSU ECONOMIQUE | 0 € | 890 788 € | 0 € | 890 788 € | 14% |
| FA 3.1 - Innovation et développement des filières émergentes et à fort potentiel | | 345 394 € | | | |
| FA 3.2 - Alimentation durable, agriculture locale et circuits courts | | 345 394 € | | | |
| FA 3.3 - Une filière territorialisée d'économie circulaire | | 200 000 € | | | |
| Objectif stratégique 4 : ECONOMIE BLEUE DURABLE | 0 € | 0 € | 950 000 € | 950 000 € | 15% |
| FA 4.1 – Dynamique économique des filières pêche et aquaculture | | | 400 000 € | | |
| FA 4.2 – Qualité environnementale des filières pêche et aquaculture | | | 550 000 € | | |
| Objectif stratégique 5 : Coopération | 50 000 € | 50 000 € | 50 000 € | 150 000 € | 2% |
| FA 5.1 – Coopération pour un développement économique, social et environnemental intégré et inclusif | 50 000 € | | | | |
| FA 5.2 - Coopération en faveur d'un développement local et de nouvelles dynamiques | | 50 000 € | | | |
| FA 5.3 – Coopération pour accompagner une transition bleue en faveur des filières P&A | | | 50 000 € | | |
| Objectif stratégique 6 – Animation et gestion du programme interfonds | | 967 148 € | | 967 148 € | 15% |
| FA 6.1 – Animation et gestion du programme interfonds | | 967 148 € | | 967 148 € | |
| TOTAL | 3 539 724 € | 1 907 936 € | 1 000 000 € | 6 447 660 € | 100% |

VII. Description des mécanismes d'animation, de communication, de gestion, de suivi et d'évaluation de la stratégie

1. Structure porteuse et organisation avec les intercommunalités composant le territoire

1.1. Désignation de la structure porteuse

La structure porteuse du volet territorial des fonds européens 2021-2027 assumera les responsabilités suivantes :

- Portage juridique, administratif et financier du GAL
- Relations avec l'autorité de gestion pour toute question liée à la mise en œuvre du programme
- Communication sur les fonds européens mobilisés sur le territoire du GAL
- Assurance de la bonne mise en œuvre du programme

Deux constats préalables ont été le point de départ de la réflexion concernant la désignation de la structure porteuse :

- Il n'existe pas à ce jour de structure couvrant tout le périmètre de contractualisation ;
- 5 structures sont identifiées comme pouvant être structure porteuse : les communautés d'agglomérations de Rochefort Océan et de Royan Atlantique, les communautés de communes du Bassin de Marennes et de l'Île d'Oléron et le PETR Marennes Oléron ;

La nécessité de choisir une seule structure a conduit les Présidents et élus référents des 4 EPCI et du PETR Marennes Oléron, réunis le 16 mars 2021, à confier le portage de la candidature, puis du programme lui-même, au PETR Marennes Oléron.

Cette décision a été guidée par deux raisons principales :

- L'expérience reconnue du PETR dans la gestion des fonds européens,
- Le fait que le PETR n'a pas vocation à être porteur de projet, en dehors de l'assistance technique du programme et éventuellement de possibles projets qui émergeront à l'échelle du territoire (pour des projets de coopération par exemple), ce qui lui confère une grande neutralité dans la prise de décision.

Cette décision devra être confirmée par chaque structure via des délibérations ou décisions, selon les procédures applicables dans chaque collectivité, avant le 30 septembre 2022 (cf. courriers d'engagements des présidents en annexe 1).

1.2. Conventonnement entre les structures

La piste privilégiée pour l'organisation entre les structures impliquées est la Coopération Public-Public. En effet, *"Conformément aux dispositions de l'article L. 2511-6 pour les marchés publics et les*

dispositions de l'article L. 3211-6 du code de la commande publique pour les contrats de concessions, une « coopération public-public » peut être établie entre plusieurs pouvoirs adjudicateurs pour l'atteinte d'objectifs communs en lien avec leurs missions de service public. Sans être contraints de recourir à une forme juridique particulière, ces pouvoirs adjudicateurs peuvent coopérer en dehors de toute obligation de publicité et de mise en concurrence dès lors que leur coopération n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général et ne place pas des opérateurs privés dans une situation privilégiée par rapport à leurs concurrents".

Trois conditions doivent être remplies pour envisager une Coopération Public-Public entre les deux agglomérations, les deux communautés de communes et le PETR :

- Assurer conjointement la réalisation de missions de services publics en vue d'atteindre des objectifs communs ;
- N'obéir qu'à des considérations d'intérêt général ;
- Les pouvoirs adjudicateurs doivent réaliser moins de 20 % des activités concernées par la coopération sur le marché concurrentiel.

Ces conditions sont remplies. Avec une coopération public-public, l'ingénierie peut être portée directement par plusieurs EPCI.

Un conventionnement entre les parties prenantes sera préparé pendant le 2nd semestre 2022. Il pourrait notamment décrire :

- Les modalités d'animation et de coordination (cf. partie dédiée) ;
- Les responsabilités de chaque partie ;
- Les modalités financières permettant, d'une part, la redistribution des subventions perçues par la structure porteuse et, d'autre part, les modalités de compensation du reste à charge pour la structure porteuse (coordination et animation Economie Bleue Durable) ;
- La modalité de gouvernance qui pourra s'appuyer sur plusieurs des élus du collège public du GAL ;
- Le rôle du Groupe de Travail Interfonds (GTI) qui deviendra l'organe de pilotage technique du dispositif.

Le Groupe de Travail Interfonds (GTI) est l'instance technique opérationnelle réunissant les équipes techniques des EPCI en charge des contractualisations en général (Chargés de mission, responsables de services, DGS pour les communautés de communes) et du volet territorial des programmes européens en particulier. Il est réuni en moyenne une fois par mois depuis janvier 2021. C'est à cette échelle que les orientations techniques pour la coordination du programme sont travaillées.

2. Moyens d'ingénierie mobilisés et missions assurées

2.1. Élément clé de l'accompagnement des acteurs : l'entrée par projet

L'ingénierie du programme dépassera la seule animation de la stratégie du volet territorial des fonds européens. Elle constituera notamment une ingénierie financière de coordination entre les partenaires financiers, permettant d'optimiser leurs contributions pour la mise en œuvre de la stratégie. Cela

nécessite une approche terrain avec une entrée “par projet” et non pas “par fonds”. L’ingénierie du dispositif devra donc être en mesure d’orienter les projets sur des dispositifs autres que le volet territorial des fonds européens.

2.2. Description des missions

Trois types de missions sont à distinguer dans l’ingénierie du programme :

1. **La coordination** du programme sera assurée par le PETR Marennes Oléron. Il y dédiera 0,5 ETP afin d’assurer le portage technique, administratif et financier de l’activité du GAL pour la mise en œuvre de la stratégie de développement local. Cela se traduira par la mise en place :
 - D’une **relation verticale** avec l’Autorité de Gestion pour qui la structure porteuse sera la seule interlocutrice.
 - D’une **relation horizontale** avec tous les animateurs du dispositif (les 4 ETP engagés au quotidien sur le dispositif - cf. description des missions ci-dessous) et régulièrement avec le **Groupe de Travail Interfonds**.
2. **L’animation de proximité** : 3 équivalents temps plein (ETP) assureront un accompagnement direct des acteurs du territoire dans leurs projets. Afin de garantir cette proximité l’organisation suivante est retenue :
 - 1 ETP porté par la Communauté d’Agglomération Rochefort Océan basé à Rochefort et en charge de l’accompagnement des porteurs de projets sur le territoire de l’agglomération ;
 - 1 ETP porté par la Communauté d’Agglomération Royan Atlantique basé à Royan et en charge de l’accompagnement des porteurs de projets sur le territoire de l’agglomération ;
 - 1 ETP porté par la Communauté de Communes de l’île d’Oléron basé à Saint-Pierre d’Oléron et en charge de l’accompagnement des porteurs de projets sur le territoire des communautés de communes de l’île d’Oléron et du bassin de Marennes.

Le dispositif d’animation choisi permettra de faciliter l’accompagnement des acteurs locaux en renforçant leur capacité à élaborer et à mettre en œuvre des opérations notamment dans la phase de l’émergence des projets. En effet, le maintien de cette animation au sein de chaque EPCI (d’où le terme d’*animation de proximité*) permettra :

- Une coordination efficace avec l’ingénierie thématique existante au sein de chaque EPCI (cf. partie dédiée aux comités)
- Un lien étroit avec les autres contractualisations portées par les EPCI (Département et CRTE notamment)
- Une meilleure connaissance du terrain et des acteurs du territoire de l’EPCI
- Une proximité géographique avec les porteurs de projets
- Un lien avec les Conseils de développement dans les communautés d’agglomération
- Un meilleur relais auprès des élus communautaires et des maires

En parallèle, les animateurs de proximité auront deux responsabilités complémentaires à l’échelle du territoire entier :

- Animation de comités thématiques sur le modèle de « 1 animateur – 1 comité thématique » (cf. partie dédiée aux comités). Au lancement du programme, les animateurs de trois comités thématiques seront identifiés. Par ailleurs, des projets à l’échelle de l’ensemble du territoire émergeront au cours de la période. Dans une telle

situation, l'animation sera assurée de préférence par l'animateur en charge du comité thématique correspondant au projet.

- Développement d'une expertise sur les dispositifs de financement autres que le volet territorial des fonds européens afin de proposer aux porteurs de projet l'entrée par projet évoqué dans le point précédent. Avec l'appui de la coordination (voir ci-dessous), les animateurs de proximité se répartiront les dispositifs à connaître plus spécifiquement et partageront leur expertise avec les autres territoires dans le cadre de la coordination.

3. **L'animation économie bleue durable (EBD)** : 1 ETP assurera l'animation spécifique de la thématique EBD sur l'ensemble du territoire. Comme pour l'animation générale, il s'agit également d'une animation de proximité au contact des acteurs du territoire spécifiquement sur la thématique EBD. Cette animation sera portée par le PETR Marennes Oléron.

Le tableau ci-dessous précise les différentes tâches et leurs affectations dans le cadre de l'ingénierie du programme :

| Tâches | Animation de proximité | Animation économie bleue durable | Coordination |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------------|----------------|
| Équivalent temps plein à | 3 ETP | 1 ETP | 0,5 ETP |
| Animer la stratégie de développement local (favoriser/accompagner l'émergence de projets) en vue de la réalisation du plan d'actions | ✓ ✓ | ✓ ✓ | |
| Assurer une information transparente auprès des porteurs de projets sur les possibilités de financements (fonds européens, autres financements publics ou privés) | ✓ ✓ | ✓ ✓ | |
| Effectuer une veille sur les différents dispositifs d'aide aux porteurs de projet avec une répartition des expertises entre les animateurs | ✓ ✓ | ✓ ✓ | ✓ |
| Accompagner les porteurs de projets tout au long de la vie du projet | ✓ ✓ | ✓ ✓ | |
| Réunir les cofinanceurs pour boucler les plans de financement de façon concertée sur les projets cofinancés | ✓ ✓ | ✓ ✓ | ✓ |
| Favoriser la remontée des pièces et des informations nécessaires à l'instruction et au suivi des dossiers pour le service instructeur | ✓ ✓ | ✓ ✓ | ✓ |
| Préparer, présenter et animer les comités thématiques / techniques ainsi que rédiger les comptes-rendus (1 animateur/animateur responsable par comité) | ✓ ✓ | ✓ ✓ | ✓ |
| Rédiger les comptes-rendus des comités thématiques | ✓ ✓ | ✓ ✓ | |
| Communiquer sur les actions soutenues | ✓ | ✓ | ✓ ✓ |
| Contribuer à la formulation des réponses aux opérations de contrôles des corps d'audit externes, de l'organisme payeur ou de l'autorité de gestion | ✓ | ✓ | ✓ ✓ |

| | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---|-----|-----|
| Préparer, présenter et animer les comités de sélection unique ainsi que rédiger les comptes-rendus | ✓ | ✓ | ✓ ✓ |
| Rédiger les comptes-rendus des comités de sélection unique | | | ✓ ✓ |
| Restituer auprès du Groupe Technique Interfonds sur la mise en œuvre du programme | | ✓ | ✓ ✓ |
| Animer des réunions d'équipe "ingénierie du volet territorial des fonds européens" | ✓ | ✓ | ✓ ✓ |
| Assurer les relations avec l'autorité de gestion et l'organisme payeur | | ✓ ✓ | ✓ ✓ |
| Assurer une représentation dans les réseaux régionaux et nationaux | ✓ | ✓ ✓ | ✓ ✓ |

✓ Participe - ✓ ✓ Responsable

L'ingénierie générale du programme sera soutenue par le FEADER à compter du 1^{er} janvier 2023. Les 4,5 ETP estimés (cf. ci-dessus) seront déployés sur 7 ans. Afin de réserver un maximum de fonds FEADER aux projets, il est proposé de limiter le taux d'intervention FEADER sur tous les postes d'animation et de coordination à maximum 50% des dépenses salariales et des coûts indirects. Ainsi, en s'appuyant sur les enveloppes prévisionnelles soumises dans l'AAC et en considérant une enveloppe FEAMPA de 1 000 000 €, l'ingénierie représenterait 44% de l'enveloppe LEADER et 15% de l'enveloppe totale (cf. section présentant le plan de financement de la stratégie).

3. Modalités de communication sur la stratégie et les projets

Dès que la sélection des projets sera opérationnelle, une campagne de communication unique sur tout le territoire sera conçue pour faciliter l'appropriation du programme. A ce stade, trois démarches de communication sont envisagées :

- Une page internet unique rassemblant toute l'information du programme. Cette page pourra être hébergée sur le site du PETR Marennes Oléron avec des liens à mettre en place avec les sites actuels des ECPI.
- Production de flyers / plaquettes décrivant le dispositif, son fonctionnement, la stratégie soutenue ainsi et indiquant tous les contacts du dispositif d'animation.
- Organisation de réunions d'information dans les instances existantes (conseils communautaires, conseils municipaux, conseils de développement, services des EPCI...).

La valorisation des projets soutenus se fera sur le territoire par la production de contenus qui pourront être utilisés localement (magazines des EPCI ou des communes) mais également à l'échelle régionale, nationale ou européenne en s'appuyant sur les réseaux existants et déjà bien exploités dans le cadre des précédentes programmations (Réseaux ruraux régional et national, LEADER France, ELARD, FAMENET). La liste de plus de 350 contacts établis pendant la phase de préparation de la stratégie territoriale interfonds constitue une ressource précieuse qui continuera d'être nourrie au fil de l'eau pendant la mise en œuvre du programme.

Enfin, une communication spécifique pourra s'appuyer sur le travail de suivi et d'évaluation in itinere de la mise en œuvre de la stratégie. Cette communication permettra d'être transparent sur les

dynamiques de consommation et pourra accompagner d'éventuels appels à projets thématiques afin de stimuler d'éventuelles fiches-actions peu sollicitées.

VIII. Description du processus de mobilisation et de participation des acteurs locaux dans la stratégie

1. Rôle et structuration du Groupe d'Action Locale

Le processus de décision sera piloté par un Groupe d'Action Locale (GAL). Il s'agit d'une instance unique de gouvernance couvrant l'ensemble des fonds du dispositif et l'intégralité du territoire concerné. Le GAL des Îles et Estuaires Charentais sera composé de plusieurs comités et de l'équipe technique décrite précédemment. Les comités suivants seront constitués :

- Un Comité de Sélection Unique (CSU),
- 3 Comités Thématiques (CT), à savoir :
 - Comité Tourisme et Patrimoine
 - Comité Attractivité et Aménités du territoire
 - Comité Filières Économiques Territorialisées
- Un Comité de Sélection Spécifique Economie Bleue Durable (CSS EBD) qui se verra déléguer le suivi de la mise en œuvre et la sélection du volet Economie Bleue Durable. Ce sous-groupe informera régulièrement le GAL de l'avancement du volet économie bleue pour la bonne gouvernance de la stratégie globale de territoire.

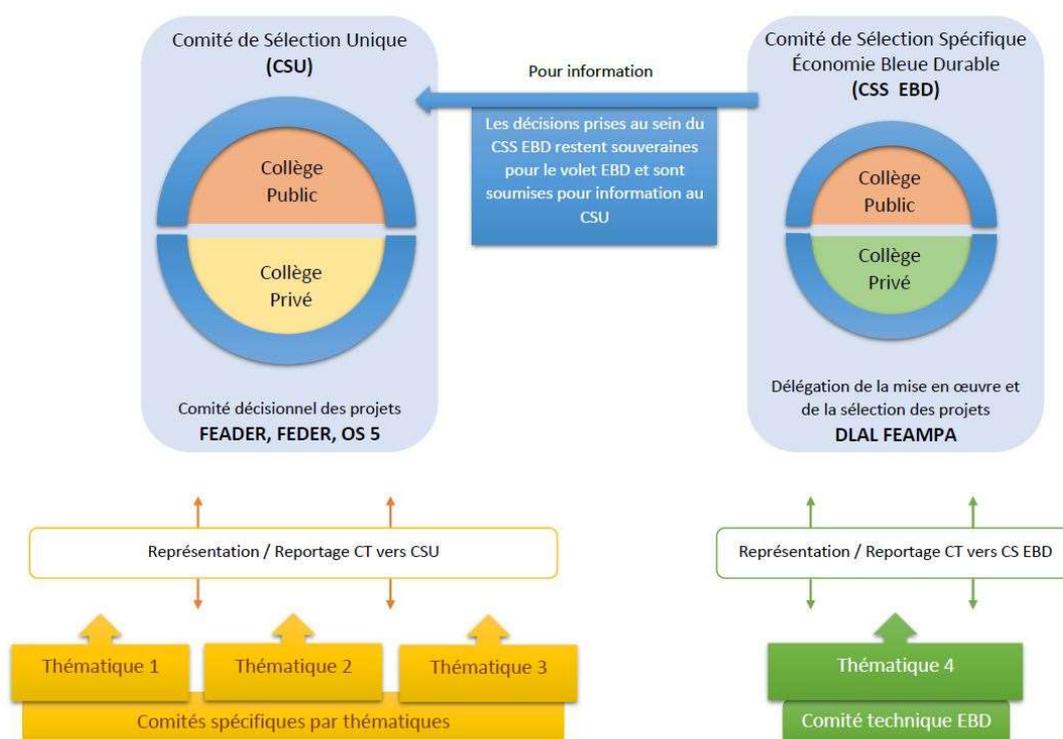
Ces comités assumeront les responsabilités telles que décrites ci-dessous :

| | Comité de Sélection Unique | Comités Thématiques | Comité de Sélection Spécifique Economie Bleue Durable | Comité technique Economie Bleue Durable |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| | Objectifs prioritaires 1, 2, 3, 5 | | Objectif prioritaire 4 | |
| Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de développement local de son territoire | Décisionnaire hors EBD | Proposition au CSU | Décisionnaire sur l'EBD seulement et informe le CSU | Proposition au CSSEBD |
| Renforcer la capacité des acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations | | ✓ | ✓ | ✓ |
| Elaborer une procédure et des critères de sélection transparents et non discriminatoires des projets qui seront soutenus | Décisionnaire hors EBD | Production d'analyse et de conseil pour le CSU | Décisionnaire sur l'EBD seulement et informe le CSU | Production d'analyse et de conseil pour le CSS EBD |
| Sélectionner les opérations, déterminer le montant du soutien et soumettre les propositions à l'autorité de gestion | | | | |

| | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Préparer et publier des appels à propositions, le cas échéant | | | | |
| Assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Evaluer la mise en œuvre de la stratégie | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Communication sur les projets soutenus | Décisionnaire hors EBD | Production d'analyse et de conseil pour le CSU | Décisionnaire sur l'EBD seulement et informe le CSU | Production d'analyse et de conseil pour le CSS EBD |

L'illustration ci-dessous présente l'articulation entre les comités du GAL. Les parties suivantes décrivent plus précisément chacun des comités et ses interactions avec les autres.

Gouvernance du dispositif Interfonds du territoire Rochefort-Royan-Oléron-Marennes



2. Comités pour tous les objectifs prioritaires (sauf EBD)

2.1. Fonctionnement du Comité de Sélection Unique

Le Comité de Sélection Unique (CSU) sera le seul organe autorisé à prendre des décisions sur la mise en œuvre du dispositif, à l'exception du Comité de Sélection Spécifique Economie Bleue Durable (CSS EBD) qui se verra déléguer le suivi de la mise en œuvre et la sélection du volet Economie Bleue Durable.

Le CSU sera composé d'au minimum 27 membres titulaires et d'autant de suppléants. Sa composition, proposée ci-après, est construite dans le souci de :

- **Permettre une gouvernance multi-partenariale** : l'implication d'une grande diversité de partenaires est le fruit de la démarche ascendante qui a permis d'associer plus de 60 élus et 110 acteurs privés ;
- **Favoriser une représentation équilibrée et équitable des acteurs du territoire dans la gouvernance de la stratégie** : respect des équilibres entre représentants du public et du privé, entre les provenances géographiques des membres et entre les différentes thématiques de la stratégie ;
- **Identifier et gérer les conflits d'intérêts** : chaque membre du CSU devra déclarer tous ses mandats électifs et toutes participations à des organismes privés afin de permettre l'identification des conflits d'intérêts potentiels et la constitution de groupes d'intérêts. Un protocole de suivi des conflits d'intérêts sera détaillé dans un règlement intérieur du CSU ;
- **Garantir qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection** : deux groupes d'intérêt ont été identifiés, un groupe d'intérêt public et un groupe d'intérêt privé.
- **Prévenir toute discrimination** fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle : une décision dans ce sens sera proposée dans le règlement intérieur du CSU.

Tous ces points seront concrétisés et précisés à l'établissement de la composition du CSU et seront également détaillés dans le règlement intérieur du CSU.

Le CSU sera ainsi composé :

| Groupe d'intérêt - Entrée public/privé | Titulaire | ≈27 membres |
|----------------------------------------------|-------------------------|----------------|
| Public (min. 12) | Elu(e)s territoire CARA | 4 |
| | Elu(e)s territoire CARO | 4 |
| | Elu(e)s territoire CCIO | 2 |
| | Elu(e) territoire CCBM | 1 |
| | Elu(e) Département | 1 |
| Privé (min. 15) | Privé(e)s CARA | 3 |
| | Privé(e)s CARO | 3 |
| | Privé(e)s CCIO | 3 |
| | Privé(e)s CCBM | 3 |
| | Privé(e)s transversaux | ? |
| | Elu(e) CCI | 1 |
| | Elu(e) CA | 1 |
| | Elu(e) CM | 1 |

Concernant le groupe d'intérêt public (12 membres titulaires – 12 membres suppléants) :

- Les membres « élu(e)s territoire » pourront être des élu(e)s communautaires ou municipaux. Chaque EPCI définira sa stratégie et procèdera à leur désignation.

- Un(e) élu(e) titulaire et un(e) élu(e) suppléant(e) du Département de la Charente-Maritime prendront part au CSU. Un courrier daté du 19 avril 2022 a été adressé à la Présidente, Madame Sylvie Marcilly. Il a été convenu avec les services du cabinet de la Présidente de désigner les élu(e)s départementaux après désignation des « élu(e)s territoire ».
- Par souci de représentation équilibrée entre les EPCI constitutives du territoire, il est proposé de respecter le principe de 4/11ème pour chaque Agglomération et 3/11ème pour les deux Communautés de Communes (dans le détail 2/11ème pour la Communauté de Communes de l'île d'Oléron et 1/11ème pour la Communauté de Communes du bassin de Marennes).
- Dans le respect de la neutralité recherchée par la structure porteuse pour garantir le respect de charte d'engagement des territoires pour le développement territorial intégré, il est proposé de n'avoir aucun membre votant représentant le PETR Marennes Oléron. Tel un observateur électoral, le Président du PETR Marennes Oléron (ou un de ses vice-présidents) siègera en tant que membre associé. Toutefois, il restera compétent pour valider les invitations et les comptes-rendus du CSU.

Concernant le groupe d'intérêt privé (minimum 15 membres titulaires – 15 membres suppléants) :

- La composition du groupe d'intérêt privé sera supérieure à celle du groupe d'intérêt public. En effet, le groupe d'intérêt privé représente une pluralité d'acteurs (sociaux, économiques, environnementaux...). De ce fait, il doit être considéré comme hétérogène et ne peut donc être considéré comme un unique groupe d'intérêt ;
- Suite à la phase de construction de la candidature impliquant de nombreux acteurs privés, force a été de constater que la majorité des acteurs privés ont un périmètre d'action et d'influence infra-territorial. Les périmètres d'influence sont souvent, au mieux, calés sur deux EPCI. Par conséquent, il est proposé de désigner 3 binômes titulaire-suppléant sur chaque périmètre d'EPCI (un par thématique). Des acteurs privés dont le périmètre d'action est supérieur pourraient venir compléter le groupe d'intérêt privé ("privés transversaux") ;
- Chaque chambre consulaire se verra la possibilité d'identifier un binôme d'élu(e)s ;
- Un **appel à manifestation d'intérêt** (AMI) sera lancé après le dépôt de la candidature pour identifier les acteurs privés motivés pour s'investir dans le CSU. Il sera diffusé en priorité parmi les représentants de structures privés s'étant impliqués dans le processus de construction de la candidature sans pour autant exclure une diffusion plus large. Il explicitera les attentes en termes de motivation, de disponibilité et de représentativité. La sélection finale des acteurs se fera par les membres du Comité de pilotage de la candidature, en fin d'année 2022, sur la base des retours suite à l'AMI et en appliquant des critères préalablement annoncés (critères thématiques et territoriaux notamment), afin de finaliser une composition en phase avec la proposition ci-dessus.

Afin de garantir deux collèges de taille proche (si ce n'est égale) dans la composition, nous veillerons à désigner de nouveaux membres dans le collège public si nous identifions de nombreux acteurs privés transversaux à intégrer dans la composition du CSU.

Sans voix délibérative, d'autres membres pourront être associés aux réunions du CSU. Ce sera notamment le cas du Président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine ou de son représentant désigné pour le territoire, des technicien(ne)s de la Région Nouvelle-Aquitaine concernés (Services

Europe et DATAR), du Président ou d'un Vice-Président du PETR Marennes Oléron (voir ci-dessus), et des membres volontaires du CSS EBD.

Lors des premières réunions du CSU, un règlement intérieur sera adopté. En complément des points décrits ci-dessus qui y seront détaillés, il sera notamment proposé de :

- Exiger, en début de chaque séance, la participation minimale de 30% des membres ;
- Exiger, en début de chaque séance, une présence à minima de 50% de membres du groupe d'intérêt privé ;
- Réunir les membres du CSU en présentiel sur une base semestrielle. A l'image de ce qui a pu être régulièrement fait dans le cadre du DLAL FEAMP 2014-2020, il sera proposé autant que possible de réunir les membres sur des sites inédits tout au long de la programmation pour coupler les réunions à des visites de projets du territoire ;
- Autoriser les consultations écrites du CSU entre chaque réunion semestrielle afin de permettre une sélection fluide des opérations ;
- Définir les possibilités d'évolution de la composition du CSU (exclusion, intégration de nouveaux membres...);
- Définir les modalités d'élection d'un président du CSU ;
- Gérer les éventuels conflits d'intérêt : notamment via la déclaration de chaque membre mais également par les exclusions des membres du CSU concernés au moment des votes et la traçabilité de cette gestion dans les comptes-rendus de réunions ou de consultations écrites.

2.2. Fonctionnement des comités thématiques pour les objectifs prioritaires 1 à 3

Un Comité Thématique (CT) sera constitué pour chacun des 3 objectifs prioritaires de la stratégie (hors objectif dédié à l'Economie Bleue Durable, qui a ses propres instances). Les CT auront pour principale mission d'accompagner les acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations conformément à la stratégie. Ils fourniront par ailleurs un travail d'analyse et de proposition pour aider le CSU dans ses prises de décisions.

La taille souhaitée de chaque comité ne devra pas dépasser idéalement les 30 - 40 participants. Simultanément à l'AMI lancé pour constituer le CSU, un appel à candidatures sera lancé pour constituer ces comités en s'adressant largement à tous les contacts ciblés (publics, privés, élus et techniciens) pendant la phase de candidature (plus de 370 contacts). Non soumise à un conventionnement avec l'Autorité de Gestion, leur composition pourra évoluer facilement en cours de programmation.

Afin de faciliter le reportage entre les différents CT et le CSU, un représentant public et un représentant privé du CSU participeront à chacun des comités thématiques.

Enfin, l'animation de proximité sera activement mobilisée pour l'animation des réunions des CT. En effet, en lien avec la coordination générale du dispositif, chaque animateur ou animatrice de proximité sera chargé(e) de l'organisation et de l'animation des réunions d'un CT. La fréquence des réunions sera à définir selon les besoins (estimation de 2 à 4 fois par an, en présentiel ou en distanciel).

3. Comités pour l'objectif prioritaire 4 - EBD

3.1. Composition envisagée (nature des membres public ou privé, structure, thématique stratégique représentée)

Le Comité de Sélection Spécifique Économie Bleue Durable (CSS EBD) se verra déléguer le suivi de la mise en œuvre et la sélection des projets du volet EBD. Aussi les décisions prises au sein du CSS EBD restent souveraines pour le volet EBD et seront soumises, pour information, au CSU. Différents critères sont à prendre en compte pour la composition de ce comité spécifique. D'une part, cette instance de décision devra assurer une participation et une représentation équilibrée de toutes les parties intéressées concernées de l'économie bleue durable locale. D'autre part, il devra être composé de représentants des intérêts socioéconomiques publics et privés locaux dans lesquels la prise de décision n'appartient à aucun groupe d'intérêt en particulier.

Aussi pour répondre à ces deux priorités et pour garantir une bonne représentation des acteurs locaux de l'EBD, la composition de l'instance de décision s'appuiera sur les travaux menés en amont de la réponse à l'appel à candidature :

- D'une part, dans le cadre du Contrat régional, une mission Croissance bleue a été initiée en septembre 2020. Elle a permis de réaliser un diagnostic du potentiel de développement des filières de l'économie bleue sur le territoire de contractualisation. Huit des onze filières EBD présentes au sein de la Région Nouvelle-Aquitaine ont été recensées sur le territoire : pêche et aquaculture marines, industries nautiques et navales, glisse, tourisme littoral, ports et infrastructures portuaires, protection et surveillance du littoral, énergies marines renouvelables et ressources biologiques marines. Les acteurs de ces filières ont été, par la suite, mobilisés lors d'ateliers afin de construire une culture commune croissance bleue et d'identifier des actions prioritaires à mener. Il faut spécifier ici que sur ces 8 filières, le secteur des énergies marines renouvelables n'a pas de structure représentative à l'échelle du territoire. A l'inverse, les biotechnologies, non identifiées dans le diagnostic, peuvent être représentées à l'échelle locale.
- Dans un second temps, ces mêmes acteurs ont été remobilisés dans le cadre de la construction de la stratégie territoriale Interfonds afin d'intégrer les actions prioritaires au sein de la stratégie des fonds territorialisés.

À ce jour les structures identifiées sont les suivantes :

| | Structure | Statut | Titulaire | Suppléant | Secteurs/filières/thématique stratégique représentée | Collège |
|----|-----------------------------------------------------------|--------|-----------|-----------|------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| 01 | PETR | Public | Élu(e) | Élu(e) | Structure porteuse | Collectivités |
| 02 | CARO | Public | Élu(e) | Élu(e) | EPCI | |
| 03 | CARA | Public | Élu(e) | Élu(e) | EPCI | |
| 04 | CCIO | Public | Élu(e) | Élu(e) | EPCI | |
| 05 | CCBM | Public | Élu(e) | Élu(e) | EPCI | |
| 06 | Département | Public | Élu(e) | Élu(e) | Collectivité | |
| 07 | CRC | Privé | | | Pêche et aquaculture* | Filières Bleues et Acteurs locaux |
| 08 | CRC | Privé | | | | |
| 09 | GQ HMO | Privé | | | | |
| 10 | CDPMEM | Privé | | | | |
| 11 | CDPMEM | Privé | | | | |
| 12 | Syndicats portuaires Seudre / Royan La Palmyre | Public | | | Ports et infrastructures portuaires* | |
| 13 | Port de la Cotinière | Public | | | | |
| 14 | Syndicat port Rochefort | Public | | | | |
| 15 | Services des ports départementaux | Public | | | Biotechnologies marines* | |
| 16 | CAPENA | Privé | | | | |
| 17 | Comité Charente Maritime de surf | Privé | | | Glisse* | |
| 18 | Comité départemental de canoé-kayak | Privé | | | Ressources biologiques marines* | |
| 19 | IFREMER | Public | | | Protection et surveillance du littoral* | |
| 20 | PNM / Université | Public | | | Tourisme* | |
| 21 | OT IOMN - Assos | Privé | | | | |
| 22 | OTC CARA/CARO - EPIC | Public | | | Industrie nautique et navale* | |
| 23 | Association des ports de plaisance de l'atlantique (APPA) | Privé | | | | |
| 24 | Cluster Nautique et Naval Nouvelle Aquitaine (CNNA) | Privé | | | | |
| 25 | EPLÉ /CFPPA | Public | | | Formation | |
| 26 | ESS | Privé | | | Emploi | |
| 27 | COBEMO | Privé | | | Société civile | |
| 28 | LPO | Privé | | | | |
| 29 | CPIE | Privé | | | Culture et patrimoine | |
| 30 | Centre International de la Mer | Privé | | | | |
| 31 | Cité de l'huitre | Public | | | Marais | |
| 32 | Forum des marais / Syndicat foncier pastoral de Brouage | Public | | | | |

* filières EBD

Le CSS EBD pourrait se composer de 32 binômes titulaire – suppléant. Cette proposition de composition se veut équilibrée au regard :

- Des secteurs et des structures Économie Bleue Durable identifiés comme étant présents localement (8 secteurs sur les 11 identifiés),
- Du poids économique des structures représentant les secteurs de l'économie bleue durable présents sur le territoire,
- D'un équilibre entre les structures privées et publiques sur un total de 32 voix,
- De structures représentatives du secteur à l'échelle du territoire de contractualisation,
- De structures représentant l'intérêt commun des secteurs Économie Bleue Durable.

On peut imaginer qu'un collège de personnes associées, sans voix délibérante, participe également aux réunions du CSS EBD. Ainsi les personnes ne souhaitant pas s'impliquer au sein de la gouvernance pourront suivre la sélection des projets via ce collège de personnes associées.

Tout comme cela sera fait avec les acteurs privés à mobiliser dans le CSU, les structures listées ci-dessus seront par la suite sollicitées via un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) où il leur sera demandé de se positionner sur :

- Leur volonté à participer à la gouvernance du CSS EBD ;
- Leur volonté à représenter les filières EBD au sein du CSU.

Le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine ou son représentant, au titre de la fonction d'organisme intermédiaire, sera systématiquement invité à assister au CSS EBD sans voix délibérative. De plus, un(e) élu(e) titulaire et un(e) élu(e) suppléant(e) du Département de la Charente-Maritime prendront part aux débats du CSS EBD. Un courrier dans ce sens daté du 19 avril 2022 a été adressé à la Présidente, Madame Sylvie Marcilly.

Le CSS EBD est présidé par le Président du PETR Marennes Oléron, structure porteuse de la démarche Interfonds.

3.2. Modalités pour que le CSS EBD soit un lieu de réflexion soutenant la stratégie du territoire, un lieu dynamique, de mobilisation et d'échanges

Les projets portés par le DLAL FEAMPA devront répondre à trois critères cumulatifs: (1) des projets s'inscrivant dans la stratégie territoriale et répondant à un enjeu local, (2) des projets incitant au partenariat entre les secteurs de l'EBD et (3) des projets bénéficiant aux filières pêche et aquaculture.

Afin de faire naître des projets transversaux et partenariaux, de nouveaux outils de travail seront proposés tels que l'organisation de groupes de travail thématiques entre les acteurs concernés afin d'échanger sur des problématiques spécifiques et d'identifier les voies d'amélioration réalisables. La mise en réseau des acteurs participera à l'émergence des projets et à la construction d'une culture commune EBD.

Les CSS EBD seront précédés d'un comité technique comme cela était le cas sous la précédente programmation 2014-2020 permettant de débattre des projets et de leur attribuer une note évaluative.

Des comités de suivi en plus des CSS EBD seront proposés afin de bénéficier d'un réel retour d'expérience sur les projets financés. Aucun projet ne sera sélectionné lors de cette instance, elle visera essentiellement à la valorisation et aux échanges sur un ou plusieurs projets portés par les fonds DLAL FEAMPA.

Enfin, tout comme sur la programmation 2014-2020, les CSS EBD seront organisés alternativement sur chacun des 4 EPCI composant le territoire de contractualisation. Une visite sera proposée à la suite des votes. A nouveau ces éléments favorisent le partage entre les acteurs EBD.

3.3. Gestion des conflits d'intérêts/procédure de mise en œuvre pour éviter les conflits d'intérêt

Les conflits d'intérêt au sein de l'instance de décision Économie Bleue Durable seront tracés de façon transparente à plusieurs niveaux :

- Au moment de la constitution de l'instance de gouvernance, chacun des membres titulaires et suppléants devra spécifier ses différentes fonctions et son appartenance aux structures locales. Afin de sensibiliser les membres du CSS EBD au conflit d'intérêt, il leur sera demandé de signer une charte de bonne conduite précisant qu'ils doivent signaler tout conflit d'intérêt. Cette charte sera signée par tout nouveau membre intégrant le CSS EBD.

- Au moment de la préparation de la réunion Economie Bleue Durable, lors de l'envoi de l'ordre du jour quinze jours avant la tenue de la réunion, l'animateur proposera aux membres votants de spécifier s'ils sont en conflit d'intérêt avec l'un des projets proposés au vote. Ainsi, le jour de la réunion, la feuille d'émargement précisera les membres votants qui sont en conflits avec les projets présentés au vote. La définition du conflit d'intérêt pourra être rappelée en début de séance.
- Enfin, afin d'assurer l'indépendance de la prise de décision, les personnes présentant un conflit d'intérêt vis-à-vis du projet ou de la structure porteuse du projet devront sortir de la salle lors du vote. Les conflits d'intérêt connus seront précisés et tracés pour chacun des votes au sein du compte rendu de la réunion.

3.4. Modalités de vérification que la prise de décision n'appartient à aucun groupe d'intérêt en particulier

Afin de vérifier que la prise de décision n'appartient à aucun groupe d'intérêt en particulier le CSS EBD appliquera la règle du double quorum pour toute prise de décision :

- 1er quorum : au moins 30% des membres votants doivent être présents au début de la séance.
- 2ème quorum : au début de la séance, parmi les membres votants présents, plus de la moitié appartient au collège privé. Ce collège privé ne peut être considéré comme un groupe unique d'intérêt puisqu'il est composé d'une pluralité d'acteurs représentant des aspects sociaux, environnementaux ou économiques de l'Économie Bleue Durable.

La rédaction d'un règlement intérieur du CSS EBD permettra de préciser son organisation opérationnelle notamment la fréquence des réunions, les modalités des consultations écrites, le renouvellement de ses membres, la désignation de la présidence etc...

4. Articulation avec les comités existants

Le comité de pilotage "Croissance bleue" existant dans le cadre de la contractualisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine s'appuie sur le même découpage géographique. Le choix a été fait de ne pas lier les deux gouvernances afin de ne pas alourdir le fonctionnement de la démarche. Toutefois, d'un point de vue technique, le même Groupe de Travail Interfonds est réuni pour piloter les deux dispositifs. De même, pour assurer cette cohérence, le technicien de la Région Nouvelle-Aquitaine en charge de notre territoire pour le contrat régional sera invité aux comités du GAL en tant que personne associée et, à l'inverse, le coordinateur du GAL sera invité aux comités de pilotage du Contrat régional.

La mission Croissance bleue engagée dans le cadre de la contractualisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine et la dynamique liée au DLAL FEAMPA devront s'articuler afin que ces deux démarches se nourrissent conjointement. Le plan d'actions construit dans le cadre de la mission Croissance bleue se veut plus large que les actions qui seront accompagnées via le DLAL FEAMPA. En effet, les filières pêche et aquaculture restent au cœur du dispositif DLAL et les projets accompagnés devront bénéficier directement ou indirectement à ces dernières. Aussi la ligne de partage entre les deux dispositifs s'appuie sur cet élément : le DLAL FEAMPA s'attachera à accompagner les projets partenariaux s'inscrivant au sein du volet Économie bleue durable de la stratégie Interfonds, et dont les bénéficiaires favorisent le développement durable des communautés de pêche et d'aquaculture.

Les autres démarches sont ensuite menées à l'échelle des EPCI. Largement intégrés dans la gouvernance du GAL et dans le Groupe de Travail Interfonds, tous les acteurs des EPCI (élus et techniciens) devront garantir la cohérence entre le GAL et les comités locaux. Peuvent être cités à l'échelle des EPCI (non exhaustif) :

- Les Conseils de développement : comme cela a été fait pendant la phase d'implication des acteurs dans la construction de la stratégie, les Conseils de Développement des deux Agglomérations seront ciblés par les AMI pour prendre part à la gouvernance du GAL.
- Les comités de pilotage des CRTE.

IX. Engagement du territoire pour la mise œuvre de la stratégie de développement local en Nouvelle Aquitaine

La charte d'engagement du territoire pour la mise œuvre de la stratégie de développement local en Nouvelle Aquitaine signée par la structure porteuse est disponible en annexe 4.



La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe
spécialisés en matière de développement territorial

**CHARTRE D'ENGAGEMENT DES TERRITOIRES POUR
LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL INTEGRE EN
NOUVELLE AQUITAINE – 2021-2027**

Préambule

A l'issue d'une concertation avec ses partenaires, la Région Nouvelle-Aquitaine soutient le développement territorial intégré dans le cadre d'une mobilisation multifonds des programmes européens 2021-2027 (FEDER OS5 – LEADER – FEAMPA). Ce soutien est mis en œuvre à l'échelle des périmètres des Contrats de territoires régionaux.

Cette approche, s'inscrit dans une démarche de « Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) », qui repose sur une implication forte des territoires pour le portage d'une stratégie locale et la sélection de projets s'y inscrivant. Ce portage sera effectué par un Groupe d'Action Locale, associant les acteurs locaux, publics et privés. Cette responsabilité des territoires implique leur engagement sur la mise en place d'une gouvernance équilibrée du dispositif, une équité d'accès aux fonds européens concernés et des modalités de mise en œuvre conformes aux exigences réglementaires et de calendrier dans lesquelles ils s'inscrivent. Elle porte également sur l'intégration dans les démarches locales des grandes orientations fixées par la Région, notamment, dans le cadre de la feuille de route « Néo terra ».

La Charte d'engagement des territoires est une pièce constitutive du dossier de candidature, selon les modalités définies par la Région. En la signant, le territoire candidat s'engage à :

Assurer une représentation équilibrée et équitable des acteurs du territoire dans la gouvernance de la stratégie du territoire

A ce titre, le territoire mettra en œuvre une gouvernance **multi-partenariale**, en veillant au respect des équilibres entre représentants du public et du privé, de l'urbain et du rural, des différentes entités intégrées dans le périmètre de la stratégie.

Cette gouvernance s'effectuera dans le respect des principes horizontaux fixés par les Etats Membres et la Commission européenne, et qui sont à considérer tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes, ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet :

- Respect des droits fondamentaux et conformité avec la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne ;
- Prise en compte de l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension du genre ;
- Prise de mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, en particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées ;
- Promotion du développement durable (article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne), compte tenu des objectifs de développement durable des Nations Unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à « ne pas causer de préjudice » important.

Comme précisé dans l'article 33 du règlement UE 2021/1060 du 24 juin 2021, cette gouvernance sera assurée par les représentants des intérêts socioéconomiques publics et privés locaux, dans lesquels la prise de décision n'appartient à aucun groupe d'intérêt en particulier.

territoires n'atteignant pas ces objectifs et abondement des enveloppes des territoires les plus performants.

- Une répercussion sur l'enveloppe globale du fonds concerné : redistribution d'une partie des crédits vers d'autres objectifs des programmes dans la limite des obligations réglementaires.

ou si pas encore désignée : signature des EPCI du périmètre



X. Résumé

Le résumé ci-après propose en 4 pages une synthèse des éléments clés du dossier de candidature :

- Les points essentiels du diagnostic ;
- La construction de la stratégie territoriale interfonds par la mobilisation d'une approche ascendante dans le cadre d'un Développement local par les acteurs locaux ;
- La stratégie retenue par le territoire ;
- Le plan d'actions prévisionnel ;
- Les moyens prévus pour assurer la bonne mise en œuvre du programme ;
- La maquette financière ;
- La valeur ajoutée attendue de la stratégie de développement local.

ILES ET ESTUAIRES CHARENTAIS

STRATEGIE LOCALE DE DEVELOPPEMENT
DU VOLET TERRITORIAL DES FONDS EUROPEENS 2021-2027

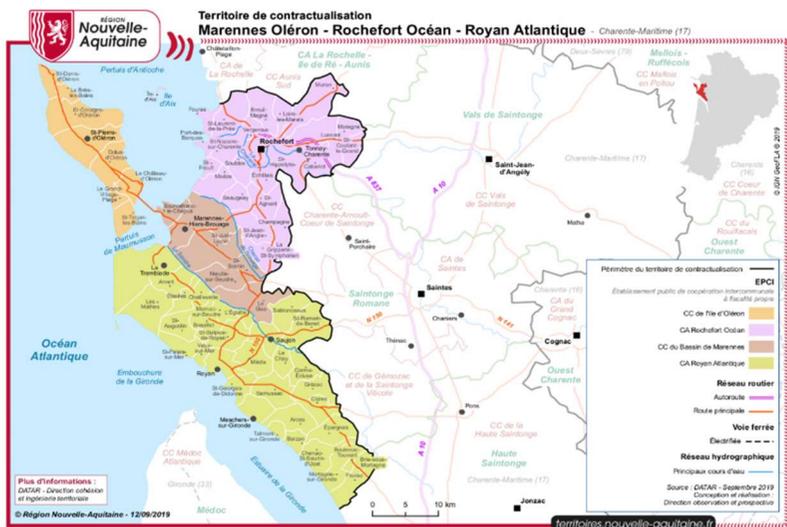
4 intercommunalités - 183 919 habitants :

Communauté d'Agglomération Rochefort Océan (CARO) - 63 200 habitants

Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA) - 83 171 habitants

Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (CCIO) - 22 092 habitants

Communauté de Communes du Bassin de Marennes (CCBM) - 15 436 habitants



Unies au sein d'un espace littoral, estuarien et insulaire remarquable mais fragile

Des marais, fruit d'un travail d'appropriation des sociétés humaines

3 estuaires qui façonnent le paysage (Gironde, Charente et Seudre)

Des îles et presqu'îles (Oléron, Aix, Madame)

Des terres hautes, lieux des activités humaines

| Atouts | Faiblesses |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un territoire très attractif qui bénéficie d'un très bon cadre de vie. Forte attractivité résidentielle et touristique. ➤ Une qualité environnementale avec des paysages et des espaces naturels. Grande richesse paysagère et biologique : littoral, estuaires, marais, dunes, estrans, massifs forestiers. ➤ Des spécialisations économiques fortes et complémentaires (industrie, tourisme, activités présentielle, agriculture-pêche-aquaculture) ➤ L'ostréiculture, filière d'excellence ➤ Une filière touristique très développée favorisée par de nombreuses aménités, des sites réputés et un espace littoral très attractif. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Niveau de formation de la population assez faible. ➤ Le manque d'offres de formations locales, notamment du supérieur ➤ Fracture socio-territoriale liée à des tensions sur le marché immobilier : des jeunes actifs et des familles contraintes par les prix de l'immobilier. ➤ Problématique du logement pour les actifs permanents ➤ Forte saisonnalité et précarité des emplois (tourisme, ostréiculture...) ➤ Une économie peu diversifiée, forte dépendance aux activités présentielle, notamment touristique. |
| Opportunités | Menaces |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Energies renouvelables (éolien, EMR). ➤ Vieillesse de la population : des activités Santé humaine et Action sociale en forte croissance. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un territoire vulnérable face aux enjeux du changement climatique (submersion, montée des eaux, recul du trait de côte) ➤ Qualité des eaux ➤ Pressions multiples sur le territoire (démographique, touristique, foncière, infrastructures) renforcées par la régression de l'élevage. |
| ESOINS | POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des équipements et des services de proximité dans l'arrière-pays. Réflexion à porter en lien avec la question des mobilités. ➤ Une meilleure maîtrise du foncier. Des logements pour les actifs permanents et les travailleurs saisonniers. ➤ Des formations pour accompagner les salariés et les entreprises. ➤ Valoriser l'innovation au sens large, incrémentale des PME-TPE ➤ Une approche systémique des marais et des zones naturelles. ➤ Garantir la qualité des eaux marines. ➤ Préserver les habitats et la biodiversité | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des mobilités douces pour les résidents ➤ Des compétences et des savoir-faire transversaux aux secteurs industriels du territoire ➤ Des filières économiques émergentes, dont l'économie circulaire ➤ Une offre touristique nouvelle et alternative. ➤ Des produits locaux et de la gastronomie locale ➤ Les énergies renouvelables |

145 acteurs ayant participé à au moins un évènement
4 Comités de pilotage

APPROCHE ASCENDANTE – DÉVELOPPEMENT LOCAL PAR LES ACTEURS LOCAUX

Une démarche spécifique à la Croissance bleue et au DLAL FEAMPA:

Enjeu n°1 – Une approche innovante pour soutenir le renouveau du tissu économique

Atelier n°1
ROCHEFORT
10/03/2022 – 14h30-17h30
➤ 44 participants



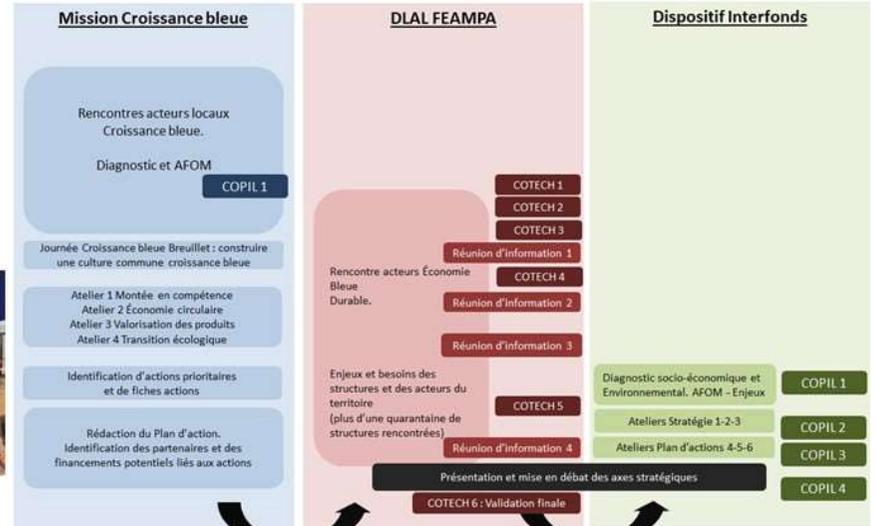
Enjeu n°2 – Une approche systémique pour une ruralité active qui répond aux besoins des populations présentes et nouvelles

Atelier n°2
Marennes-Hiers-Brouage
14/03/2022 – 14h30-17h30
➤ 33 participants



Enjeu n°3 – Une approche écosystémique pour favoriser la symbiose des activités anthropiques dans leur environnement

Atelier n°3
Vaux-sur-Mer
15/03/2022 – 9h30-12h30
➤ 35 participants



Développement économique
Atelier n°4
FOURAS
11/04/2022 – 9h30 – 12h00
➤ 30 participants



Développement rural
Atelier n°5
FOURAS
11/04/2022 – 14h30 – 17h00
➤ 30 participants



Transition écologique
Atelier n°6
BREUILLET
12/04/2022 – 14h30 – 17h00
➤ 28 participants



Mise en débat
CHÂTEAU-D'OLERON
17/05/2022 – 14h00 – 17h00
➤ 72 participants



Enjeu 1 - Soutenir le renouveau et la résilience du tissu économique

Enjeu 2 - Répondre aux besoins des populations présentes et nouvelles

Enjeu 3 – Favoriser la symbiose des activités anthropiques dans leur environnement

Enjeu 4 – Préserver le capital maritime et littoral en faveur des filières de la pêche et de l'aquaculture

Objectif stratégique 1 :
Stimuler les pratiques humaines durables en préservant et en valorisant le patrimoine territorial

Objectif stratégique 2 :
Renforcer l'attractivité et les aménités du territoire pour ses habitants

Objectif Stratégique 3 :
Accompagner le renouveau et la résilience du tissu économique au service des transitions sociales, sociétales et environnementales

Objectif Stratégique 4 :
Une transition bleue en faveur de la pêche et de l'aquaculture pour la préservation d'un territoire maritime et littoral situé entre estuaires et marais

FA 1.1
Une offre touristique qualitative et durable

FA 1.2
Une approche innovante et écosystémique autour des paysages et du patrimoine naturel du territoire

FA 1.3
Préservation et promotion le patrimoine bâti et architectural

750 000 €

250 000 €

450 000 €

FA 2.1
Equipements, services de proximité et offre culturelle pour les populations présentes

FA 2.2
Accès de tous à un habitat approprié et mobilités durables

1 300 000 €

739 724 €

FA 3.1
Innovation, filières émergentes et à fort potentiel

FA 3.2
Alimentation durable, agriculture locale et circuits courts

FA 3.3
Une filière territorialisée d'économie circulaire

345 394 €

345 394 €

200 000 €

FA 4.1
Dynamique économique des filières pêche et aquaculture

FA 4.2
Qualité environnementale des filières pêche et aquaculture

400 000 €

550 500 €

Objectif Stratégique 5 : Coopérer pour un développement économique, social et environnemental qui valorise les complémentarités entre les territoires

Objectif Stratégique 6 :
Animer la stratégie territoriale interfonds localement et assurer une gestion efficace et harmonieuse dans le respect des règles régionales et européennes

FA 5.1 -
Coopération pour un développement économique, social et environnemental intégré et inclusif

FA 5.2 -
Coopération en faveur du développement local et l'impulsion de nouvelles dynamiques

FA 5.3 -
Coopération pour accompagner une transition bleue en faveur des filières P&A

50 000 €

50 000 €

50 000 €

FA 6.1 –
Animation et gestion du programme interfonds

967 148 €

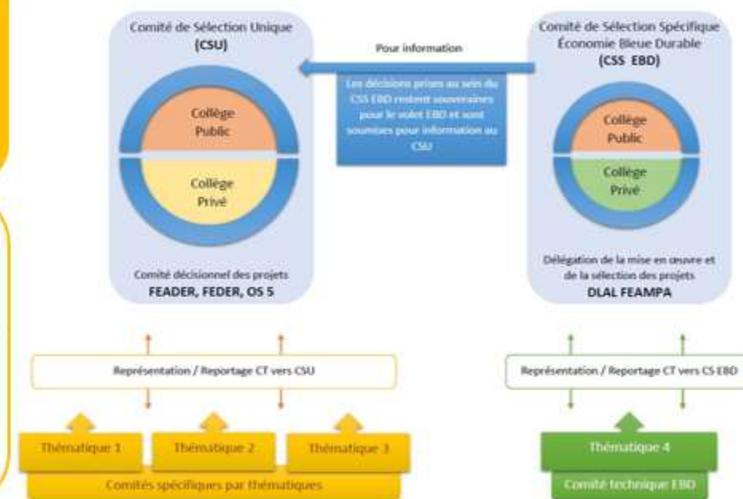
Structure porteuse: PETR Marennes Oléron

- Portage juridique, administratif et financier du GAL
- Relations avec l'autorité de gestion
- Communication sur les fonds européens
- Assurance de la bonne mise en œuvre du programme

Ingénierie : 4,5 ETP

- Coordination du programme: 0,5 ETP
- Animation de proximité: 3 ETP
- Animation Economie bleue durable: 1 ETP

Gouvernance du dispositif Interfonds du territoire Rochefort-Royan-Oléron-Marennes



| Stratégie du territoire | FEDER OS5 | LEADER | FEAMPA | TOTAL | % de la maquette |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|
| Objectif stratégique 1 : TOURISME ET PATRIMOINE | 1 450 000 € | 0 € | 0 € | 1 450 000 € | 22% |
| FA 1.1 – Une offre touristique qualitative et durable | 750 000 € | | | | |
| FA 1.2 - Une approche innovante et écosystémique autour des paysages et du patrimoine naturel | 250 000 € | | | | |
| FA 1.3 – Préservation et promotion du patrimoine bâti et architectural | 450 000 € | | | | |
| Objectif stratégique 2 : ATTRACTIVITE ET AMENITES DU TERRITOIRE POUR SES HABITANTS | 2 039 724 € | 0 € | 0 € | 2 039 724 € | 32% |
| FA 2.1 - Equipements, services de proximité et offre culturelle pour les populations présentes | 1 300 000 € | | | | |
| FA 2.2 - Accès de tous à un habitat approprié et mobilités durables | 739 724 € | | | | |
| Objectif stratégique 3 : RENOUVEAU ET RESILIENCE DU TISSU ECONOMIQUE | 0 € | 890 788 € | 0 € | 890 788 € | 14% |
| FA 3.1 - Innovation et développement des filières émergentes et à fort potentiel | | 345 394 € | | | |
| FA 3.2 - Alimentation durable, agriculture locale et circuits courts | | 345 394 € | | | |
| FA 3.3 - Une filière territorialisée d'économie circulaire | | 200 000 € | | | |
| Objectif stratégique 4 : ECONOMIE BLEUE DURABLE | 0 € | 0 € | 950 000 € | 950 000 € | 15% |
| FA 4.1 – Dynamique économique des filières pêche et aquaculture | | | 400 000 € | | |
| FA 4.2 – Qualité environnementale des filières pêche et aquaculture | | | 550 000 € | | |
| Objectif stratégique 5 : Coopération | 50 000 € | 50 000 € | 50 000 € | 150 000 € | 2% |
| FA 5.1 – Coopération pour un développement économique, social et environnemental intégré et inclusif | 50 000 € | | | | |
| FA 5.2 - Coopération en faveur d'un développement local et de nouvelles dynamiques | | 50 000 € | | | |
| FA 5.3 – Coopération pour accompagner une transition bleue en faveur des filières P&A | | | 50 000 € | | |
| Objectif stratégique 6 – Animation et gestion du programme <u>interfonds</u> | | 967 148 € | | 967 148 € | 15% |
| FA 6.1 – Animation et gestion du programme <u>interfonds</u> | | 967 148 € | | 967 148 € | |
| TOTAL | 3 539 724 € | 1 907 936 € | 1 000 000 € | 6 447 660 € | 100% |

La plus-value du DLAL

Innovier et expérimenter pour des solutions au plus près du terrain.

Traiter des enjeux globaux par une action locale.

Etablir des modes de gouvernance innovants et adaptés aux spécificités locales. Un cadre local commun aux acteurs pour se réunir et traiter collectivement ces sujets. Une gestion locale des fonds européens au plus près du terrain par une équipe technique et des acteurs ancrés sur le territoire.

Coopérer et mettre en réseau pour mutualiser et bénéficier des compétences et des connaissances locales et interterritoriales.

Soutenir des projets inspirants qui reposent sur la créativité des acteurs du territoire. Faire éclore des projets nouveaux qui deviendront potentiellement les pépites de demain. Soutenir des projets provenant du territoire, conduits par des acteurs locaux, en dehors de tout modèle établi.

Encourager le foisonnement d'idées nouvelles provenant des acteurs locaux et valorisant les ressources territoriales.

Développer une approche transversale, territoriale et écosystémique pour tous les projets.

Annexes

Annexe 1 : documents démontrant l'engagement des intercommunalités composant le territoire et du PETR Marennes Oléron pour désigner la structure portant la candidature puis pour indiquer leur accord avec la stratégie déposée

Annexe 2 : Diagnostic socio-économique et environnemental du territoire

Annexe 3 : Liste des acteurs locaux et des élus parties prenantes de la démarche de définition de la stratégie territoriale interfonds

Annexe 4 : La charte d'engagement du territoire pour le développement territorial intégré en Nouvelle-Aquitaine pour la période 2021-2027